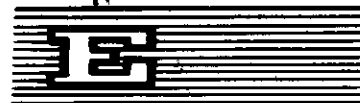


31429



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITEE

E/ECA/UNCTC/4/
24 octobre 1984

FRANCAIS

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Unité mixte CEA/CST sur les sociétés
transnationales

Division des questions commerciales et
financières internationales

**LES SOCIETES TRANSNATIONALES DANS L'INDUSTRIE DE
L'ALUMINIUM AU GHANA ET EN SIERRE-LEONE**

Le présent document a été établi par un consultant de la CEA. Les vues qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
I. INTRODUCTION	1 - 4	1 - 2
II. ETUDE DE LA PRODUCTION ET DE LA TRANS- FORMATION DE L'ALUMINIUM	5 - 80	3 - 40
A. Définition	6 - 12	3 - 4
B. Procédés de production	13 - 49	4 - 11
C. Répartition géographique des ressources de bauxite et des usines de production d'alumine et d'aluminium dans le monde	50 - 60	12 - 34
D. Position de l'Afrique dans l'industrie de l'aluminium	62 - 76	34 - 39
E. Mode de contrôle dans l'industrie de l'aluminium	77 - 80	40
III. ETUDE DE LA STRUCTURE DES MARCHES	81 - 101	41 - 45
A. Contrôle de la commercialisation des produits et mode de participation des sociétés transnationales	81 - 83	41
B. Mécanisme de fixation des prix	84 - 87	42 - 43
C. La Bourse des métaux de Londres et le Marché de l'aluminium	88 - 91	43 - 44
D. L'Association internationale de la bauxite	92 - 101	44 - 47
IV. LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM AU GHANA ET EN SIERRA-LEONE	102 - 156	48 - 68
A. Emergence des STN dans l'industrie de l'aluminium au Ghana et en Sierra-Leone	102 - 117	48 - 51
B. Profil des sociétés transnationales opérant au Ghana	118 - 140	51 - 62
C. Profil des sociétés transnationales opérant en Sierra-Leone	141 - 156	63 - 69

TABLE DES MATIERES (Suite)

CHAPITRE	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
V. NATURE DES ACCORDS DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM	157 - 230	70 - 90
A. Premiers accords conclus au Ghana	159 - 176	70 - 76
B. Accords ultérieurs conclus au Ghana	177 - 204	76 - 83
C. Accords conclus en Sierra-Leone	205 - 230	83 - 90
VI. RECETTES TIREES PAR L'ETAT DE L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM	231 - 268	91 - 102
A. Contribution de l'industrie de l'aluminium aux recettes de l'Etat ghanéen	231 - 250	91 - 97
B. Contribution aux recettes de l'Etat en Sierra-Leone	251	98
C. Mesures prises par l'Etat ghanéen afin d'accroître ses bénéfices de l'industrie de l'aluminium	252 - 260	98 - 100
D. Mesures prises par l'Etat sierra-léonien afin d'accroître ses recettes de l'industrie de l'aluminium	261 - 268	100 - 107
VII. CONCLUSION	269 - 273	103 - 107

CHAPITRE I

INTRODUCTION

1. La présente étude, qui s'inscrit également dans le cadre du Projet inter-régional pour le renforcement de la position des pays hôtes face aux sociétés transnationales lors de leurs négociations sur les produits primaires de base destinés à l'exportation, est la refonte en un seul ouvrage de deux rapports sur les activités des sociétés transnationales opérant dans les industries de la bauxite, de l'alumine et de l'aluminium au Ghana et en Sierra-Leone. Elle poursuit les mêmes objectifs visés par une étude effectuée sur cette industrie par la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et la Commission économique pour l'Amérique latine. Il est à prévoir que toutes ces études, une fois achevées, fourniront aux pays en développement suffisamment de renseignements utiles sur les sociétés transnationales dans l'industrie de l'aluminium.
2. Le chapitre II fournit des informations d'ordre général sur l'industrie mondiale de l'aluminium et met également au premier plan la position qu'y occupe l'Afrique en général, et le Ghana et la Sierra-Leone en particulier. Le chapitre III est consacré à l'étude des structures des marchés et montre aussi comment la Bourse des métaux de Londres et l'Association internationale de la bauxite ont influencé le système traditionnel de fixation des prix. En ce qui concerne le chapitre IV, on y trouvera une étude détaillée du rôle que les sociétés transnationales ont joué dans cette industrie au Ghana et en Sierra-Leone, de sa création à ce jour. Il dégage le profil de chaque société, fait connaître ses activités, ses filiales et ses agences. Il y figure également un résumé des résultats financiers enregistrés par chacune de ces sociétés opérant au Ghana et en Sierra-Leone au cours des exercices pour lesquels on dispose d'information aisément accessibles, ainsi que la valeur comptable de leurs avoirs et profits, ou de leurs pertes. Quant au chapitre V, il traite de la nature des divers accords qui ont été signés par les sociétés transnationales avec les diverses entités et avec les Gouvernements ghanéen et sierra-léonien. Le chapitre VI étudie la répartition des gains entre les gouvernements et les sociétés transnationales et relève les mesures qui ont été prises au Ghana et en Sierra-Léone en vue d'accroître les recettes que ces pays tirent de cette industrie.
3. L'évaluation du montant total des bénéfices réalisés par la Sierra-Leone Ore and Mine Company Limited grâce à ses opérations en Sierra-Leone n'a pas été un exercice facile puisque les bénéfices réels constituent la différence entre le prix de la bauxite franco à bord en Sierra-Leone et le prix à l'arrivée aux raffineries d'alumine d'Alusuisse à l'étranger. Les recettes tirées par le

Gouvernement sierra-léonien sont examinées dans la présent étude; toutefois, on a exprimé certaines appréhensions quant aux avantages que lui ont procuré l'accord supplémentaire de 1980.

4. La présente étude s'achève avec la conclusion, au chapitre VII, selon laquelle tous les accords négociés à ce jour sont des accords de type traditionnel. Si l'on veut accroître les recettes procurées par cette industrie il faudra procéder à son intégration et s'assurer que celle-ci couvre toutes les phases de la production à savoir de l'extraction du minerai à la fabrication des produits finals et la vente directe aux consommateurs.

CHAPITRE II

ETUDE DE LA PRODUCTION ET DE LA TRANSFORMATION DE L'ALUMINIUM

5. L'aluminium est le troisième élément le plus abondant de l'écorce terrestre; cependant, son extraction commerciale et économique du minerai, la bauxite, ne date pas de longtemps.

A. Définition

6. La bauxite est une roche riche en hydrates d'aluminium ou en minéraux d'hydroxydes, contenant parfois de la matière amorphe et que l'on rencontre soit sous forme consolidée soit non consolidée. Bien que la bauxite ne soit essentiellement transformée que pour la production de l'aluminium métal, elle constitue également la matière première pour la fabrication de produits chimiques à base d'alumine, tels que les sulfates d'aluminium, les briques réfractaires utilisées pour le garnissage de fours à haute température et les abrasifs.

7. Il existe trois principaux types de bauxites: les bauxites composées principalement de gibbsite et communément appelées bauxites trihydrates ou bauxites de Suriname; le type composé de boehmite ou dispore, appelé bauxite monohydrate ou bauxite de type européen, et, le troisième type, connu sous le nom de bauxite mixte, composé d'un mélange de gibbsite et de monohydrate. L'appellation de bauxite de type jamaïcain s'applique à un type de bauxite à grains fins, riche en fer, contenant du gibbsite et de faibles quantités de boehmite ^{1/}.

8. Les gisements de bauxite éparpillés dans le monde sont classés en plusieurs catégories. Cette classification est commandée par le pourcentage en poids des venues minières, leur minéralogie, leur âge ou même leur répartition géographique ^{1/}, ^{2/}, ^{3/}. Selon une méthode de classification plus simple on distingue deux groupes de gisements.

1. Bauxites de type latéritique

9. Ce sont des bauxites que l'on rencontre dans les gisements résiduels formés sous des climats chauds et humides à partir de roches ayant un bon système de drainage interne et dans des conditions favorables à l'accumulation de l'aluminium

^{1/}S.H. Patterson, "Bauxite Reserves and Potential Aluminium Resources of the World", U.S.G.S. Bulletin 1228 (1967).

^{2/}G. Weisoe, "Bauxite Latéritique et Bauxite Karstique", ICSOBA Symposium (1964).

^{3/}V.G. Hill, "Bauxite and the Aluminium Industry", Reserves and Technological Alternatives.

sous forme d'oxydes hydratés et au lessivage d'autres composantes de la roche mère. Ces gisements, le plus souvent, coiffent des régions surélevées, comme c'est le cas en Guinée; dans d'autres, ils ont été ensevelis à la suite d'une poussée tectonique ultérieure par des couches de roches plus jeunes, comme on en trouve sur les gisements de Mackenzie, en Guyane.

2. Bauxites de type Karstique (ou Terra Rosa)

10. Ces types de bauxites se forment par suite de l'accumulation, dans les dépressions, en topographie karstique dans les régions calcaires, des matériaux qui sont à la base de la formation de ce minerai. C'est le cas des gisements jamaïcains. Ces gisements peuvent se retrouver enfouillis à la suite d'une autre poussée tectonique pour donner naissance à des gisements du type que l'on rencontre en Hongrie.

11. Aux fins de la présente étude, les seules classifications utiles sont celles qui sont faites sur la base de facteurs tels que l'accessibilité des gisements en vue de leur exploitation économique. Il importe donc que les gisements soient considérés sous cet angle lorsqu'on étudie les ressources des différents pays. Il existe quelques autres méthodes de classification des gisements de bauxite; mais elles s'inspirent pour la plupart, essentiellement de la méthode de la classification américaine des ressources minières, comme c'est le cas pour les gisements dont on parlera dans la présente étude.

12. Cependant, le concept de gisement de bauxite exploitable in situ ne permet pas de faire une comparaison juste des différents gisements; Jurgen Lotze a proposé une classification fondée sur le coût de la bauxite livrée à une usine d'alumine type 4/. Bien qu'une telle méthode constitue un progrès dans la classification des ressources en bauxite économiques, son application nécessite que l'on tienne compte de certains facteurs complexes dont la considération n'est pas à - propos dans le contexte de la présente étude. Une lacune importante dans l'analyse de Lotze est, entre autres, de n'avoir pas pris en compte la valeur intrinsèque de la bauxite elle-même qui, aujourd'hui, est un important facteur dans les recettes des pays producteurs. Cette conception sera examinée plus en détail dans la partie consacrée à la fixation des prix des produits de base.

B. Procédés de production

13. Aux fins de la présente étude, l'examen des procédés de production de la bauxite se borne à ceux nécessaires pour la production de l'aluminium métal et des produits finis en aluminium. Nous avons déjà mentionné les autres usages de la bauxite, mais

^{4/} - Jurgen Lotze, "Economic Evaluation of World Bauxite Resources", ICSOBA, Athens 1978, Vol.2-Bauxite.

ceux-ci sont relativement insignifiants dans l'exploitation du minerai et, de ce fait, n'occupent qu'une place assez restreinte dans le commerce de l'aluminium, principal sujet de la présente étude.

14. Ces autres usages de la bauxite peuvent toutefois, revêtir quelque importance dans des cas particuliers dans le cadre de la politique de diversification de la production de certaines sociétés. Nous y reviendrons au cours de la présente étude pour démontrer la complexité du commerce de la bauxite.

15. Les procédés de production de produits en aluminium à partir de la bauxite sont les suivants:

1. L'extraction du minerai

16. La plupart des gisements de bauxite apparaissant près de la surface de la Terre ont très peu de couverture et se prêtent ainsi à une exploitation peu coûteuse par les méthodes de travail à ciel ouvert, tel qu'on le fait sur les gisements de Boké, en Guinée.

17. Il existe, cependant, d'autres gisements qui ont été ensevelis sous une couche de couverture de plusieurs mètres d'épaisseur et que l'on ne saurait exploiter économiquement par les méthodes de travail à ciel ouvert s'ils n'avaient certaines caractéristiques particulières qui relèvent nettement leur valeur par rapport à d'autres bauxites. Un exemple de ces types de gisements est ceux de Mackenzie, en Guyane: ce sont essentiellement des bauxites refractaires et des bauxites riches en produits chimiques et dont le coût d'exploitation est presque égal à celui de l'alumine raffinée. Leur exploitation est de ce fait rentable en dépit de l'épaisseur de la couche de couverture. Les bauxites les plus coûteuses sont celles des mines souterraines comme on en trouve en Hongrie.

2. Enrichissement

18. Dans les cas où les usines d'alumine sont implantées sur le site ou à proximité de la mine, la transformation du minerai ne dépasse guère, le plus souvent, le stade du mélange et du broyage afin de pouvoir alimenter constamment les usines. Par contre, si la bauxite doit être transportée sur de longues distances, il faudra, dans ce cas, soit l'enrichir de quelque manière soit organiser le transport de telle sorte que le minerai soit compétitif eu égard à d'autres sources d'approvisionnement. Les deux méthodes principales d'enrichissement du minerai sont le lavage et le séchage.

19. Le minerai ghanéen doit être lavé pour en réduire la teneur en silice, que l'on trouve concentrée dans les couches d'argiles qui l'accompagnent. Etant donné que le minerai s'égoutte facilement, le séchage à la chaleur avant l'expédition n'en est plus nécessaire. On parvient facilement à obtenir ainsi une production prête pour l'exportation et dont la teneur en humidité est inférieure à 10 p. 100. La bauxite exportée des gisements de Mokandji, en Sierra-Léone, est semblable à celle du Ghana et, jusqu'à une date récente, n'était pas séchée avant l'exportation.

20. Le type jamaïquain, par contre, est un minerai à grains fins qui, à l'état naturel, retient une forte quantité d'humidité. Il doit nécessairement être séché à la chaleur avant l'exportation. Pour optimiser leurs opérations, certaines sociétés, telles que la Guyana Bauxite Company dans ses mines de Linden, traitent encore les résidus du lavage pour en récupérer l'alumine qu'ils contiennent.

3. Production d'alumine

21. L'alumine que l'on fait fondre pour produire de l'aluminium est obtenue par des variantes d'une méthode brevetée par Karl Bayer en 1888 et généralement connue sous le nom de procédé Bayer. Les deux principales variantes de ce procédé, dont l'application dépend du type des hydrates d'aluminium prédominants dans la bauxite, sont le procédé Bayer américain et le procédé Bayer européen. Le premier est utilisé dans le traitement du minerai gibbsitique (trihydrate). Le minerai doit être attaqué, à basse température, dans une solution de soude caustique légèrement concentrée et soumis à une certaine pression. Quant au second procédé, le minerai de bauxite boehmitique ou diasporique (monohydrate) doit être attaqué dans une solution de soude caustique plus concentrée, chauffé à une température plus élevée et soumis à une plus forte pression.

22. Fondamentalement, la technique Bayer nécessite l'attaque du minerai par une solution de soude caustique. Après quoi, on laisse les impuretés se décanter avant de les séparer de la lessive d'aluminate de sodium. On laisse cette lessive se refroidir pour concentrer ainsi l'aluminate de sodium dans la solution avant de l'ensemencer avec des cristaux d'alumine pour favoriser la cristallisation de l'hydrate. Ce dernier est alors filtré, séché et prêt pour la fonderie.

23. On produit deux types d'alumine: l'alumine farineuse, à grains plus fins, et l'alumine sableuse à grains plus épais. Pour obtenir de l'alumine sableuse il faut que la teneur en acides organiques de la liqueur d'attaque soit faible, car les acides organiques tendent autrement à s'agglutiner autour des minuscules cristaux et les empêchent de se développer. Pour éviter cela, on mélange de la bauxite riche en charbon organique avec de la bauxite pauvre en matières organiques et en réduire ainsi la teneur en acides organiques.

24. Un autre facteur important dans le coût de la production d'alumine est la teneur de la bauxite en silice réactive. Cette silice se combine avec la soude caustique pour donner du silicate de soude et d'aluminium et entraîne la perte d'alumine précieuse et de soude caustique que l'on ne peut plus récupérer par recirculation.

25. Pour le traitement des minerais diasporiques, on doit ajouter de la chaux à la solution de soude caustique pour faciliter le processus de l'attaque.

26. Le facteur important qu'il convient de noter à ce stade est que l'on produit des types spécifiques d'alumines pour des fours bien déterminés. On peut donc utiliser invariablement et sans que cela n'en coûte des frais supplémentaires des fours pour produire de l'alumine sableuse et de l'alumine farineuse; c'est pour cette raison que le marché de l'alumine métallurgique est strictement réservé à des types spécifiques de fours.

4. Production d'aluminium

27. Le procédé de la production d'aluminium à partir de l'alumine fut découvert simultanément aux Etats-Unis, par Charles Martin Hall, et en France, par Paul L. T. Héroult, d'où le nom de "méthode Hall-Héroult" communément donné à ce procédé. La production de l'aluminium, selon ce procédé, se fait par électrolyse de l'alumine dans un bain de cryolithe. Cette phase consomme une quantité énorme d'énergie électrique, ce qui fait que l'emplacement des fonderies d'aluminium, partout dans le monde, est déterminé dans une grande mesure par la disponibilité de courant bon marché.

28. Deux types de cuves électrolytiques sont couramment utilisés dans cette industrie :

a) La cuve Söderberg

29. La cuve du procédé Söderberg a une anode en gaine de tôle en acier remplie d'agglomérés de houille et de coke de brai. Cette anode est suspendue au-dessus de la cuve, dont les côtés sont garnis de dalles de carbone, et qui sert de cathode. La cathode est remplie avec un mélange de cryolithe et d'alumine. Le courant traverse l'électrolyte en passant par des goujons en acier plantés dans l'anode. Au cours du processus d'électrolyse l'aluminium se dépose au fond de la cuve (cathode), prêt à être récupéré à volonté.

b) La cuve à anodes précuites

30. Les anodes précuites de ce type de cuve sont des blocs cuits constitués de carbone (aggloméré de houille et de coke de brai) suspendus au-dessus d'un bain de cryolithe et d'alumine. Les anodes sont continuellement remplacées au fur et à mesure qu'elles s'usent. Dans ce processus d'électrolyse aussi l'aluminium produit se dépose au fond de la cuve d'où on le récupère à l'aide d'un siphon. Les fonderies de la VALCO, au Ghana, utilisent des cuves à anodes précuites.

31. Le métal obtenu directement du fondeur est connu sous le nom d'aluminium primaire et peut être de degrés de pureté variables. A l'heure actuelle, le métal de ce genre le plus demandé est celui raffiné à 99,7 p. 100. Mais les prix cotés d'habitude sont ceux de métaux purs à 99,5 p. 100, laissant ainsi une marge de hausse pour les métaux de qualité supérieure.

32. L'étape de la semi-transformation du minerai à sa sortie du fondeur et celle de la fabrication des produits finals laissent une quantité considérable de déchets qui, dans certains cas, peut constituer jusqu'à 60 p. 100 du minerai. Ces déchets sont refondus et réutilisés, c'est ce que, dans le jargon industriel, on appelle "déchets de fabrication".

33. A cause du coût élevé de l'énergie et de la quantité qui en est nécessaire pour la fusion primaire du métal, on gagne beaucoup plus à collecter les objets en aluminium rejetés, comme les boîtes de boissons, et à les faire refondre pour en récupérer l'aluminium. C'est ce type de déchets que l'on appelle communément des "vieux déchets". La récupération de ces vieux déchets est devenue une importante source d'approvisionnement en aluminium métal.

5. Fabrication des demi-produits

34. Les principaux produits des fonderies d'aluminium sont les gueuses, les lingots, les plaques de laminage et les ébauches pour presse à filer. Les gueuses et les lingots sont essentiellement utilisés par les fonderies qui disposent d'infrastructures d'alliage propre. Les plaques de laminage et les ébauches pour presse à filer sont utilisées directement pour la fabrication de demi-produits.

a) Fabrication de tôles et de flans circulaires

35. La méthode conventionnelle de fabrication de tôles est celle du laminage à chaud et à froid. Les plaques de laminage sont chauffées puis passées dans un train de laminage chaud. Le laminage à froid intervient pour la finition et le découpage, aux dimensions voulues, de la feuille d'aluminium ainsi prête pour utilisation finale, à savoir la fabrication de tôles pour toitures, carrosserie des camions, bateaux, carlingue des avions, maisons préfabriquées et ouvrages en tubes.

b) Coulée continue de plaques

36. Dans la production de feuilles et autres matériaux d'emballage en aluminium l'usage est, de nos jours, de procéder par la méthode de la coulée continue. Le métal liquide que l'on obtient soit directement des creusets soit en faisant fondre des lingots achetés, est versés dans un dispositif de refroidissement situé de part et d'autre. Au fur et à mesure que la billette se solidifie, le fond de la lingotière est descendu à une vitesse régulière. Le métal ainsi obtenu est laminé à froid aux dimensions voulues pour son utilisation.

c) Tréfileries

37. Les manufactures de câbles et fils en aluminium utilisent des tréfileurs qui fonctionnent suivant le même principe que la coulée continue, à la seule différence que ces machines produisent des tiges d'aluminium épaisses qui seront étirées par la suite.

d) Fabrication de profilés et tubes

38. Les ébauches pour presses à filer servent à la fabrication de profilés, de moules et de tubes. Le procédé consiste à pousser la billette à travers un moule qui lui donne sa forme particulière. Ces profilés entrent par la suite dans la fabrication de fenêtres et de cadres de portes ou sont utilisés comme matériaux de construction dans d'autres applications.

6. Utilisations de l'aluminium

39. Métal léger, bon conducteur de l'électricité et de la chaleur et, grâce en plus à ses propriétés antirouilles, l'aluminium trouve un large éventail d'applications dans l'industrie. Ses principaux domaines d'utilisation sont les suivants:

a) Bâtiments

40. L'aluminium est principalement utilisé dans la construction pour la couverture des toits, le parement des murs et la fabrication de cadres de portes et fenêtres.

b) Transports

41. Ce métal est devenu un important substitut de divers matériaux dans le domaine des transports à cause de sa légèreté qui réduit la consommation de carburant. Son utilisation est largement répandue dans la fabrication de carrosseries de camions, de camions frigorifiques, de roues et pare-chocs de voitures. On commence aussi à construire des blocs moteurs en aluminium. Mais le domaine d'utilisation classique de ce métal, dans le secteur des transports, est bien sûr celui de l'industrie aéronautique.

c) Utilisation dans le domaine électrique

42. L'aluminium est surtout utilisé dans la transmission à haute tension. Son utilisation dans l'électrification des foyers s'est heurtée à certains problèmes aux Etats-Unis et est à l'heure actuelle très restreinte 5/.

d) Boîtes à conserves et conteneurs

43. L'aluminium est devenu un important métal pour le conditionnement des produits alimentaires et boissons - particulièrement les "fast food" (repas express) où il concurrence les emballages en papier - et les boîtes de boissons qui, jusqu'alors étaient présentées dans des bouteilles. Le transport des cargaisons en conteneurs est également un domaine important d'utilisation de l'aluminium.

e) Appareils électroménagers et équipement

44. Grâce à sa légèreté et parce qu'il est bon conducteur de la chaleur, l'aluminium est devenu une composante importante dans la fabrication de certains éléments d'appareils électroménagers tels que les réfrigérateurs, les abat-jour, les marmites, les collecteurs d'énergie solaire et les casseroles.

5/ La "US Consumer Products Safety Commission" (Commission américaine pour la sécurité des produits de consommation) avait effectué des études approfondies sur les incendies causés par l'utilisation de l'aluminium dans l'électrification des foyers, études qui ont entraîné plusieurs procès intentés par la Commission contre les producteurs de ces fils et câbles électriques et vice-versa. Le bruit qui a été fait autour de cette affaire a sérieusement compromis l'usage de l'aluminium dans ce domaine. En voici deux de ces affaires :

- i) La "Consumer Product Safety Commission" contre l'"Anacoda Company et alia". Déposition faite sous serment devant un huissier de l'Etat de New York.
- ii) La "Kaiser Aluminium & Chemical Corporation" contre la "United States Consumer Products Safety Commission". Procès civil n° 76-44. Tribunal américain de district, District du Delaware.

f) Machines

45. On a mis au point de nouveaux alliages d'aluminium aussi résistants que l'acier mais plus légers que ce dernier, ce qui en fait le métal idéal pour la construction de certaines machines. Les pistons en aluminium, par exemple, sont devenus assez courants de nos jours.

7. Les concurrents de la bauxite et de l'aluminium

46. Devant le renchérissement des prix de la bauxite, dû à l'imposition de taxes dans certains pays en développement et - plus particulièrement - parce que aussi l'aluminium est un métal stratégique, les recherches se poursuivent à l'heure actuelle pour mettre au point des méthodes commerciales d'extraction de l'aluminium à partir de matières alumineuses telles que les argiles, l'alevrite et les orthosites, que l'on trouve en abondance dans les pays industriels pauvres en bauxite.

47. Bien qu'aucune de ces méthodes ne soit encore viable, on parle beaucoup déjà d'une nouvelle conquête de la technique qui ne tardera pas à voir le jour dans ce domaine. Cependant, même si tel est le cas, compte tenu de l'importance des investissements que requièrent les méthodes traditionnelles Bayer et Hall-Héroult, il faudra attendre plusieurs années encore avant que cette nouvelle technologie puisse s'imposer.

48. Le plus grand défi qui soit lancé aux pays producteurs de bauxite de qualité moyenne à supérieure est la mise au point, par les raffineries de la société Alcoa, en Australie occidentale, d'une technologie permettant le traitement commercial de la bauxite gibbsitique d'une teneur en alumine d'environ 30 p. 100. Plus cette technologie est appliquée pour le traitement de bauxites dont les gisements se situent à proximité des fonderies, moins les bauxites de première qualité seront compétitives si elles doivent être transportées sur de longues distances avant d'atteindre les fonderies où elles doivent être transformées en alumine avant l'expédition.

49. L'aluminium a également plusieurs concurrents quant à ses applications. Son premier concurrent est le cuivre dans le domaine de la transmission électrique; dans les industries automobiles, de la construction des machines, de la fabrication de conteneurs, de l'emballage et des boîtes à conserves, ses rivaux ont pour noms le fer et l'acier. On trouve également comme autres concurrents de l'aluminium le papier, dans l'industrie de l'emballage; le bois et le plastique, dans la construction et l'industrie automobile. Cependant, en dépit de cette concurrence, l'aluminium n'en a pas pour autant perdu sa position et ce, parce que métal léger, bon marché par rapport à d'autres métaux - sauf le fer - et résistant à la rouille.

C. Répartition géographique des ressources de bauxite et des usines de production d'alumine et d'aluminium dans le monde

1. Ressources de bauxite

50. On trouve les gisements de bauxite un peu partout dans le monde; mais les principaux producteurs de ce minerai demeurent les pays suivants : Australie, Guinée et Jamaïque, au nombre desquels on comptera très bientôt le Brésil.

51. Le Tableau 1 donne la liste des principaux pays dotés de ressources de bauxite dans le monde.

Tableau 1. Ressources mondiales de bauxite (en millions de tonnes)

		Equivalent en aluminium récupérable		
	Réserves de Bauxite	Réserves	Autres ressources de bauxite ^{a/}	Ressources totales ^{a/}
Amérique du Nord				
Etats-Unis	41	9	36	45
Jamaïque	2 002	408	45	454
Autre	183	36	27	64
	2 256	453	108	
Amérique du Sud				
Brésil	2 540	544	454	998
Guyane ^{b/}	1 016	236	-	236
Suriname ^{b/}	498	118	100	218
Autre	51	9	172	181
	4 105	897	726	1 633
Europe				
Grèce	762	154	45	200
Hongrie	203	41	18	59
URSS	152	27	27	54
Yougoslavie ^{b/}	406	77	-	77
Autre	92	18	45	64
Total	1 615	317	135	454

Tableau 1. Ressources mondiales de bauxite (en millions de tonnes) (Suite)

	Equivalent en aluminium récupérable			
	Réserves de Bauxite	Réserves	Autres ressources de bauxite ^{a/}	Ressources totales ^{a/}
Afrique				
Cameroun	1 016	181	200	381
Ghana b/	579	118	9	127
Guinée b/	8 332	1 724	-	1 724
Sierra-Leone	132	27	-	27
Autre	102	18	272	290
Total	10 161	2 068	481	2 549
Asie				
Chine (Rép.pop.de)	152	27	154	181
Inde	1 423	290	73	363
Indonésie	711	136	54	191
Autre	51	9	181	191
Total	2 337	462	462	926
Océanie				
Australie	4 572	907	272	1 179
Autre	51	9	36	45
Total	4 623	912	308	1 224
Total mondial	25 097	5 109	2 220	7 349

^{a/} Inclut les ressources identifiées et économiquement peu rentables, les ressources hypothétiques et ressources spéculatives. Evaluation faite sur la base des données élaborées conjointement par la Geological Survey et le Bureau of Mines des Etats-Unis.

^{b/} Chiffres publiés dans la revue trimestrielle de l'AIB, International Bauxite Association Quarterly Review, n° d'oct.-déc. 1975.

^{c/} Y compris la partie asiatique de l'URSS.

Source : Modifié d'après Stamper, J.W. and Horace F. Kurtz in Aluminium-Mineral Commodity Profiles, Bureau of Mines, U.S. Department of Interior.

52. Les autres pays producteurs importants de la bauxite dans les Caraïbes et qui ne figurent pas sur la liste aux côtés des Etats-Unis et de la Jamaïque, sont Haïti et la République dominicaine qui, chaque année, exportent sur les Etats-Unis plus d'un million et demi de tonnes. De nouveaux gisements de bauxite ont été découverts au Venezuela; ce pays ne tardera pas à devenir un important producteur de ce minerai dès que les projets élaborés en vue de la mise en valeur de cette ressource seront réalisés. Bien que la bauxite tienne son nom d'un village de France, la production de ce pays a subi néanmoins un certain déclin. Les ressources européennes de bauxite sont maintenant concentrées en Grèce et dans les pays socialistes. C'est en Afrique, et plus précisément en Guinée, que l'on trouve les plus importants gisements du monde. Il en existe d'autres, non mentionnés dans la liste notamment au Mozambique et en Guinée-Bissau ^{6/}. En Asie, l'Inde est de loin le producteur le plus important, et l'on vient d'y découvrir d'autres gisements. Parmi les autres exportateurs de premier ordre de ce continent figurent la Malaisie et l'Indonésie. En Océanie c'est l'Australie qui domine la production de ce minerai; cependant, l'existence de gisements, non encore mis en valeur, est signalée dans les îles Salomon, dans l'Océan Pacifique.

2. Usines de production d'alumine

53. C'est à proximité des fonderies ou des gisements de bauxite que l'on a tendance à implanter les usines de production d'alumine. Les facteurs décisifs de ce choix sont, dans une grande mesure, le souci de réaliser des économies sur le transport et la qualité du minerai. En Guinée, par exemple, le minerai de qualité relativement basse est transformé en alumine près de la mine de bauxite, tandis que celui de Boké, de valeur supérieure, est expédié vers les usines de production d'alumine à l'étranger. En Australie, par contre, la tendance est maintenant à la transformation sur place et d'exporter de l'alumine à des coûts plus élevés, ce qui permet de réaliser ainsi des économies sur le transport. A l'heure actuelle, nombre de producteurs de bauxite veulent accroître davantage la valeur de leurs exportations en traitant d'abord leur production sur place avant de l'exporter.

54. On trouvera dans le tableau 2 ci-après l'emplacement et le degré de participation étrangère au capital des principales usines d'alumine.

^{6/} "Bureau of Mines", des Etats-Unis, in Mineral Yearbook 1975 - Bauxite and Alumina, et autres rapports (Washington, D.C.).

Tableau 2. Usines d'alumine dans le monde (chiffres en milliers de tonnes)

Pays, Sociétés et emplacement des usines	Capacité en fin d'année 1978	Propriétaire (actuel)
AMERIQUE DU NORD		
Canada :		
Alcan Smelters and Chemicals, Ltd. Arvida, Quebec	1 258	Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Jamaïque :		
Alcan Jamaica Ltd. Ewarton, St. Catherine	566	Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Kinkvine, Manchester	558	
Alcoa Minerals of Jamaica, Inc., Woodside Clarendon	544	Aluminium Co. of America (Alcoa) 100 p. 100
Alumina Partners of Jamaica, Ltd., NAIN, St. Elizabeth	1 179	Reynolds Metals Co. 36.5 p. 100, Aluminium Co. 27 p. 100, Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 36.5 p. 100
Total Jamaïque	2 847 ⁺	
Etats-Unis :		
Aluminium Co. of America :		Aluminium Co. of America 100 p. 100
Bauxite, Ark	340	
Mobile, Ala	898	
Point Comfort, Tex	1 211	
Total	2 449 ⁺	
Martin Marietta Aluminium, Inc. St. Croix, V.I.	413	Martin Marietta Aluminium Inc. 100 p. 100
Kaiser Aluminium & Chemical Corp. Baton Rouge, La Gramercy,	930 726	Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 100 p. 100.
Total	1 655 ⁺	
Ormet Corp, Burnside, La	544	Ormet Corp. 100 p. 100
Reynolds Metal Co. :		Reynolds Metal Co. 100 p. 100
Hurricane Creek, Ark.	762	
Corpus Christi, Tex.	1 256	
Total	2 018 ⁺	
Total général	7 079 ⁺	
Total Amérique du Nord	11 384 ⁺	

Tableau 2. Usines d'alumine dans le monde (chiffres en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés et emplacement des usines	Capacité en fin d'année 1978	Propriétaire (actuel)
AMERIQUE DU SUD		
Brésil :		
Alcan Alumínio do Brasil S.A., Saramenha, Minas Gerais	91	Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Cia Brasileira de Alumino, S.A. Sorocaba, Sao Paulo	100	Industria Votorandim, Ltd. 80 p. 100, Govt. 20 p. 100
Cia Mineira de Alumino, Pocos de Caldas, Minas Gerais	141	Alcoa 50 p. 100, Hanna Mining Co. 23.5 p. 100, Brazilian interest 26.5 p. 100
Total Brésil	331 ⁺	
Guyane :		
Guyana Bauxite Co. Lte. Mackenzie	354	Etat 100 p. 100
Suriname :		
Surinam Aluminium Co., Paranam	1 351	Alcoa 100 p. 100
Total Amérique du Sud	2 036 ⁺	
EUROPE		
Tchécoslovaquie : Zair	100	Etat 100 p. 100
France : Pechiney Ugine Kuhlmann Group		Pechiney Ugine Kuhlmann Group 100 p. 100
Gardanne	730	
Salindres	263	
La Barasse	331	
Total France	1 325 ⁺	
République démocratique d'Allemagne W.E.B., Lautz	63	Etat 100 p. 100
République fédérale d'Allemagne :		
Aluminium Oxid Stade GmbH, State	600	Verbinigte Aluminium-Werke Ag (VW) 50 p. 100, Reynolds 50 p. 100
Gebrueder Giulini GmbH, Ludwigshafen	150	Gebrueder Giulini GmbH 100 p. 100

Tableau 2. Usines d'alumine dans le monde (chiffres en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés et emplacement des usines	Capacité en fin d'année 1978	Propriétaire (actuel)
Martinserke GmbH für Chemische und Metallurgische Produktion Bergheim	349	Swiss Aluminium Ltd. (Alusuisse) 99.2 p. 100
Vereinigte Aluminium-Werk AG : Lippenwerke, Lunen	430	Etat 100 p. 100
Nabrewenke, Schwandorf	210	
Total RFA	1 738 ⁺	
Grèce : Aluminium de Greece S.A., Distomon	500	Pechiney Ugine Kuhlmann Group (PUK) 73 p. 100 Government and private Greek interests 27 p. 100
Hongrie : Ajka I) Ajka II) Almasfuzito) Magyarovar)	726	Etat 100 p. 100
Italie : Alumetal S.P.A., Porte Marghera	200	Etat 94 p. 100, Montedison 6.p. 100
Furallumina S.P.A., Porto Vesme, Sardinia	720	Alsar S.P.A. 41.67 p. 100, Comalco Ltd. 20 p. 100, Metallgesellschaft A.G. 17.5 p. 100, Alumetal S.P.A. 20.83 20.83 p. 100
Total Italie	920 ⁺	
Roumanie : Oradea	249	Etat 100 p. 100
Tulcea	249	
Total Romania	499 ⁺	
Royaume-Uni : The British Aluminium Co. Ltd., Burntisland	100	Tube Investments, Ltd., 52 p. 100 Autres intérêts britanniques 48 p. 100

Tableau 2. Usines d'alumine dans le monde (chiffres en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés et emplacement des usines	Capacité en fin d'année 1978	Propriétaire (actuel)
URSS		
Achinsk)		
Dneprovsk)		
Kamensk-Uralsky)		
Kandalaksa)		
Kirovabad)		
Krasnoturinsk)		
Novo Kuznetsk)		
Pavlodar)		
Pikalevo)		
Sungait)		
Volgograd)		
Vokhov-Tikhiun)		
Yougoslavie :		
Totograd, Montenegro	200	Etat 100 p. 100
Kidricova, Slovenia	140	
Mostar, Bosnia Hereogovina	280	
Total Yougoslavie	620	
Total Europe	9 763 ⁺	
Afrique :		
Guinée : Briguia, Kimbo	700	Frialco Co. 51 p. 100, Govt. 49 p. 100 (Frialco Norsanda Mines, Ltd. 38.5 p. 100, PUK 36.5 p. 100, British Aluminium 10 p. 100. Alussuisso 10 p. 100 VAW 5 p. 100).
Total Afrique	700	
Asie :		
Chine (Rép. pop. de)		
Nanting and other locations	363	

Tableau 2. Usines d'alumine dans le monde (chiffres en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés et emplacement des usines	Capacité en fin d'année 1978	Propriétaire (actuel)
Inde :		
Aluminium Corp. of India Ltd. Jarkamagar, West Bengal	23	Aluminium Corp. of India Ltd. 100 p. 100
Bharat Aluminium Co. Korba, Madhya Pradesh	200	Etat 100 p. 100
Hindustan Aluminium Corp. Ltd. Ronukoot, Uttar Pradesh	150	Birla et intérêts indiens 73 p. 100 Kaiser 27 p. 100
Indian Aluminium Co. Ltd., Muri, Bihar	77	Alcan 55 p. 100, Intérêts indiens 45 p. 100
Belgaum, Mysore	159	
Madras Aluminium Co. Ltd. Mottur Tamil Nadu	59	Gouvernement de l'Etat de Madras 73 p. 100, Montedison 27 p. 100
Total Inde	658 ⁺	
Japon :		
Mitsui Alumina Corp., Wakamatsu	200	Mitsui group 98.5 p. 100, autres intérêts japonais 1.5 p. 100 Alcan 50 p. 100, intérêt japonais 50 p. 100.
Nippon Light Metal Co. Ltd. Shimizu	540	
Shimizu	540	
Tomakomai	333	
Showa Denko K.K., Yokohama	620	Showa Denko K.K., 100 p. 100
Sumitomo Chemical Co. Ltd. Kikumoto	766	Sumitomo Chemical Co., 100 p. 100
Total Japon	2 457	
République de Chine :		
Taiwan Aluminium Corp. Kaohsiung	76	Etat 100 p. 100
Turquie : Seydisehir		
	200	
Total Asie	3 753 ⁺	

Tableau 2. Usines d'alumine dans le monde (chiffres en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés et emplacement des usines	Capacité en fin d'année 1978	Propriétaire (actuel)
OCEANIE		
Australie :		
Alcoa of Australia (W.A.) N.L.		Alcoa 51 p. 100. Intérêts australiens 49 p. 100.
Kwinana, Australie occidentale	1 297	
Pinjarre, Australie occidentale	2 004	
Nabalco Pty. Ltd. Gove, Territoire septentrional	998	Alusuisse 70 p. 100, Gove Alumina Ltd. 30 p. 100.
Queensland Alumina Ltd., Gladstone	2 399	Kaiser 28.3 p. 100, Alcan 21.4 p. 100, Pechiney Ugine Kuhlmann 20 p. 100.
Total Océanie	6 698 ⁺	Comalco 30.3 p. 100, (Comalco: Conzinc Rio Tinto of Australia 45 p. 100, Kaiser 45 p. 100, particuliers 10 p. 100).
Total mondial	34 335 ⁺	

⁺ Certains chiffres ayant été arrondis, leur addition pourrait donner des résultats différents des totaux mentionnés ci-dessus.

^o Estimations.

3. Fonderies d'aluminium

55. Comme on l'a vu plus haut dans la présente étude, la fonte de l'alumine en métal requiert d'énormes quantités d'énergie électrique et peu coûteuses. C'est pour cette raison donc que les fonderies sont installées à proximité des sources d'énergie hydroélectrique ou dans les régions où des sources d'énergies subventionnées par l'Etat sont disponibles à faible coût pour les industries à forte consommation. On trouvera dans le tableau 3 la répartition des principales fonderies dans le monde.

56. C'est en Europe-y compris l'URSS que l'on trouve les plus importantes installations de fonderie du monde. En tête du classement par pays, l'URSS et la Norvège où l'énergie hydroélectrique est bon marché : capacité installée (1975) : 2 873 000 tonnes. La République fédérale d'Allemagne a une capacité installée de 832 000 tonnes, reposant sur des ressources en charbon bon marché. Les autres producteurs européens sont les pays suivants : Autriche, Tchécoslovaquie, France, Allemagne de l'Est, Grèce, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie.

57. Derrière l'Europe, le deuxième gros producteur est l'Amérique du Nord où les infrastructures, tributaires de l'énergie hydroélectrique, se trouvent dans les trois régions suivantes : Québec septentrional, Nord-ouest des Etats-Unis et Vallée du Tennessee. Partout ailleurs les fonderies utilisent le gaz et le charbon, combustibles peu coûteux. Outre le Canada et les Etats-Unis, l'autre producteur d'aluminium de l'Amérique du Nord est le Mexique, bien que ses capacités actuelles soient réduites, celles-ci vont très certainement se développer rapidement grâce à la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie.

58. L'Amérique du Sud dispose de capacités plus modestes, au Brésil, au Suriname et au Venezuela. Cependant, il y existe encore des sources d'énergie hydroélectrique non encore exploitées et qui pourraient fournir l'énergie nécessaire à l'expansion de la production d'aluminium dans plusieurs pays d'Amérique du Sud comme la Guyane. Dans ce pays, le développement des infrastructures a été retardé parce que le potentiel d'énergie hydroélectrique se trouve dans la région revendiquée par la Venezuela.

59. En Afrique, l'Aluminium est produit au Ghana, en Egypte, en République-Unie du Cameroun et en Afrique du Sud. La Libye et le Nigéria en sont des producteurs potentiels qui compteront sur le gaz naturel bon marché.

60. En Asie, on trouve les fonderies dans les pays ci-après : Bahreïn, Chine (Rép.pop.de), Dubaï, Inde, Iran, Japon, Corée, Taïwan et Turquie. Ce sont les pays de cette région qui ont été le plus durement frappés par la flambée des prix du pétrole, car bon nombre de leurs infrastructures dépendent de ce carburant pour leur fonctionnement. Le Japon, par exemple, a considérablement réduit sa capacité et il est fort probable que tout développement futur de l'industrie de l'aluminium repose sur les importations du métal.

61. Les pays du Moyen-orient, riches en pétrole vont, par contre, très certainement consacrer une proportion encore beaucoup plus importante de leurs ressources de gaz naturel à la production d'aluminium. Des projets d'installation de fonderies ont été étudiées pour Abu Dhabi et l'Arabie Saoudite.

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
AMERIQUE DU NORD		
Canada :		
Alcan Smelters & Chemicals Ltd.		Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Arvida, Quebec	410	
Beauharnois, Quebec	46	
Isle Maligne, Quebec	95	
Kitimat, British Columbia	268	
Shawinigan Falls, Quebec	86	
Total	905	
Canadian Reynolds Metals Co. Ltd.		Reynolds Metals Co. 100 p. 100
Baie Comeau, Quebec	159	
Total Canada	1 064	
Mexique		
Aluminio SA de CV, Vera Cruz	67	Aluminium Company of America 44.3 p. 100 Intercontinental 25.7 p. 100, intérêts mexicains 16 p. 100 intérêts américains et étrangers 14 p. 100.

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Etats-Unis		
Aluminium Company of America (Alcoa)		Aluminium Company of America 100 p. 100
Alcoa, Tenn)		
Badin, N.C.)		
Evansville (Warrick) Ind.)	1 569	
Massena N.Y.)		
Point Comfort Tex)		
Rockdale, Tex)		
Vancouver, Wash)		
Wenatchee, Wash)		
Total	1 569	
Anaconda Aluminium Co.		Anaconda Aluminium Company 100 p. 100
Columbia Falls, Mont.	163	
Sebree, Ky	163	
Total	326	
Consolidated Aluminium Inc.		Swiss Aluminium Co. Ltd. 60 p. 100, Phelps Dodge Corp. 40 p. 100
Lake Charles, La.	46	
New Johnsonville, Tenn	131	
Total	177	
Eastalco Aluminium Co.	160	Alumax, Inc. AAAX Inc. 50 p. 100, Mitsui & Co. Ltd. 45 p. 100 Nippon Steel 50 p. 100, Pechiney Ugine Kuhlmann 50 p. 100.
Femdale Bellingham, Wash	236	Le même que ci-dessus.
Kaiser Aluminium & Chemical Corp.		Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 100 p. 100.
Chalmette, La	236	
Mead, Wash	200	
Ravenswood, M. Va.	148	
Tacoma, Wash	73	
Total	657	

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Martin Marietta Alumina, Inc.		Martin Marietta Corp. 87.2 p. 100 intérêts privés 12.8 p. 100.
Goldendale, Wash	109	
The Dalles, Oreg.	82	
	<u>191</u>	
National-Southwire Aluminium Co.		National Steel Corp. 50 p. 100, Southwire Co. 50 p. 100.
Hawesville, Ky	163	
Noranda Aluminium, Inc.		Noranda Minos, Ltd. 100 p. 100.
New Madrid, Mo.	121	
Ormet Corp.		Swiss Aluminium Ltd. 40 p. 100, Revere Copper & Brass Inc. 34 p. 100, Phelps Delge Corp. 26 p. 100.
Hannibal, Ohio	236	Revere Copper & Brass 100 p. 100.
Revere Copper & Brass Inc.		Reynolds Metals Co. 100 p. 100.
Scottsboro, Ala	103	
Reynolds Metals Co.		
Arkadelphia, Ark	62	
Corpus Christi (San Patricio), Tex	103	
Jones Mill, Ark.	113	
Listerhill (Sheffield), Ala.	183	
Longview, Wash.	190	
Massena, N.Y.	114	
Troutdale, Oreg.	118	
	<u>883</u>	
Total	883	
Total Etats-Unis	4 920	
Total Amerique du Nord	<u>6 051</u>	

AMERIQUE DU SUD

Brésil

Alcan Alumínio do Brasil S.A.		Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Saramenha, Cure Preto	54	
Alumínio do Brasil Nordeste, S.A.		Le même que ci-dessus.
Aratu, Bahia	28	
Companhia Brasileira do Alumínio		Industria Votorantim, Ltd. 80 p. 100, Etat 20 p. 100
Companhia Mineira de Alumínio (Alcominas)		Aluminium Company of America 50 p. 100, Hanna Co. 40 p. 100 intérêts privés 10 p. 100
Procos de Galda, Mines Gerles	60	
	<u>222</u>	
Total Brésil	222	

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Suriname		
Surinamo Aluminium Co. (Suralco)		Aluminium Co. of America 100 p. 100
Paranan	66	
Venezuela		
Aluminio del Caroni S.A. (Alcosa)		Reynolds Metals Co. 50 p. 100
Puerto Ordaz, Mantanzas	112	Etat 50 p. 100
Total Amérique du Sud	550	
EUROPE		
Autriche		
Salzburger Aluminium GmbH (SAG)		Swiss Aluminium Ltd. 100 p. 100
Lond, Selzburg	12	
Vereinigte Metallwerke Ranshofen AG (VMRG)		Etat 100 p. 100
Ranshofen, Braunau A Inn	80	
Autriche	102	
Tchécoslovaquie		
Zia Aluminium Works		Etat 100 p. 100
Ziar-on-Hron	65	
France		
Pechiney Ugine Kuhlmann Group (PUK)		Pechiney Ugine Kuhlmann Group
Auzt, Ariego	31	100 p. 100
L'Argentiere, Hautes-Alpes	39	
La Fraz, Savoie	4	
La Saussaz, Savoie	12	
Lannemezan Hautes-Pyrénées	57	
Nogueres, Basses-	115	
Ricuperoux, Isore	25	
St. Jean de Naurenne, Savoie	75	
Sabart, Ariège	24	
Venthen, Savoie	28	
Total France	410	

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Allemagne (Rép. démocratique)		
Electrochemisches Kombinat		Etat 100 p. 100
Ditterfeld	55	
Lantawark	30	
Total Allemagne (R.D.)	85	
Allemagne (R.F.)		
Aluminium-Hütte Rheinfelden GmbH		Swiss Aluminium Ltd. 99.85 p. 100
Rheinfelden, Baden	50	
Gebrüder Giuliani GmbH		ALCAN 100 p. 100
Ludwigshafen	45	
Kaiser-Proussag Aluminium GmbH & Co.		Kaiser Aluminium & Chemical Corp.
Veerdo	132	50 p. 100
Leichtmetall GmbH		Mettalgesellschaft AG 50 p. 100,
Essen	130	Swiss Aluminium Ltd. 50 p. 100
Hamburger Aluminium-Werke GmbH		Reynolds Aluminium Deutschland, Inc.
Hamburg	100	33.4 p. 100, Vereinigte Aluminium-
		Werke GmbH 33.3 p. 100
Vereinigte Aluminium-Werke A.G. (VAW)		Vereinigte Metallwerke Ranshefen
Elbwerk, Stede	65	Derndorf AG 33.3 p. 100
Erfwerke, Grevenbreich	36	
Innwerke, Töging	55	
Lippenwerke, Lunen	50	
Norf, Rheinwerke	145	
Total Allemagne (R.F.)	808	
Grèce		
Aluminium de Grèce S.A. (ADG) Distomon	145	Pechiney Ugine Kuhlmann Group
		90 p. 100, Etat 10 p. 100
Hongrie		
Magyarosoviet Bauxite Impar		Etat 100 p. 100
Ajka	17	
Inota	30	
Tatabanya	15	
Total Hongrie	62	

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Islande		
Icelandic Aluminium Co. Ltd. Hafnerfjordu		Swiss Aluminium Ltd. 100 p. 100
Italie		
Alcan Alumínio Italiano S.p. A. Borgo-France d'Ivrea		Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Società Mineraria Chimica Metallurgia per l'Industria Dell'Alluminio in Sardegna (Alsar)		Etat 94 p. 100, Kontocatini Edison SpA 6 p. 100
Ponto Vesme	125	
Alumeta S.p.A. Bolsano	50	Le même que ci-dessus
Fusina	72	
Mori	20	
Alluminio Veneto (SAVA) Fusina	30	Swiss Aluminium Ltd. 50 p. 100; Etat 50 p. 100
Porto Marghera	30	
Total Italie	327	
Pays-Bas		
Aluminium Delfzijl N.V. (Aldel) Delfzijl	96	Holland Aluminium N.V. 100 p. 100
Pechiney Nederland N.V. Vlissingen (Flushing)	170	Pechiney Ugine Kuhlmann Group 85 p. 100; Hunter-Douglas N.V. 11 p. 100, Alcan Aluminium Ltd. 4 p. 100.
Total Pays-Bas	266	
Norvège		
A/S Ardaloog Sunndal Work (ASV) Ardal	153	Etat 100 p. 100
Hoyanger	32	
Sundalsora	120	
Det Norsko Nitridaktioselskap A/S (DNN) Tyssødal	24	Etat 100 p. 100
Lista Aluminiumverk A/S (Elkem) Lista	82	Aluminium Company of America 50 p. 100; Elkem-Spigerverket

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium

(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Mesjoen Aluminiumverk A/S (Mosal) Mosjeen	95	Aluminium Company of America 50 p. 100, Elkem Spigerverket 50 p. 100
Norsk Hydro A/V Karmoy Fabrikker (Inor) Karmoy Island	80	Norsk Hydro 100 p. 100
Sør-Norge Aluminium A/S (Soral) Husnes	72	Swiss Aluminium Ltd. 75 p. 100; Compadec 25 p. 100
Total Norvège	658	
Pologne		
Ministère de l'industrie lourde Usines de Konin	55	Etat 100 p. 100
Usines de Skawina	55	
Total Pologne	110	
Roumanie Slatina	200	Etat 100 p. 100
Espagne		
Aluminio de Galicia S.A. La Coruna	90	Pechiney Ugine Kuhlmann Group 66 p. 100, ENDASA 17 p. 100
Sabinanega, Huesca	14	Etat 17 p. 100
Empresa Nacional del Aluminio S.A. (ENDASA) Avilos	101	Etat 50.5 p. 100, Alcan Aluminium Ltd. 25 p. 100, Banco de-Bilboa
Valladolid	25	SA 15pp. 100, intérêts espagnols 9.5 p. 100
	230	
Suède		
Granges Aluminium AB Kubikenborg, Sundsvall	85	Granges AB 100 p. 100
Suisse		
Swiss Aluminium Ltd. (Alussuisse) Chippis, Valais	36	Swiss Aluminium Limited 100 p. 100
Steg, Valais	48	
Usine d'Aluminium Martigny, S.A. Martigny	10	
Total Suisse	94	

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
URSS		
Bogoslosk (Krasnoturinsk) Sverdlovskaya Oblast, Oural	150	Etat 100 p. 100
Bratsk, Irkutskaya Oblast, Sibérie	-	
Irkutsk (Shelekovo) Irkutskaya Oblast, Sibérie	280	
Kamensk-Ural'skiy Sverdlovskaya Oblast, Oural	150	
Kanaker (Yerevan), Arménie	100	
Kandalaksha, Murmanskaya Oblast	60	
Krasnoyarsk, Krasnoyarskiy Kray, Sibérie	250	
Nadvoisty, Karelskaya, URSS	60	
Novekuznetsk (Stalinsk) Komoroyskaya Oblast, Sibérie	200	
Rogar, Duschanbe, Tadjikistan	60	
Sumgait (Kirovabad), Azerbaïdjan	120	
Velgograd (Stalingrad) Volgogradskaya, Oblast	300	
Volkhov (Zvanka), Leningrad Oblast	60	
Zaporozhye (Dneprovsk) Zaperezhskaya Oblast, Ukraine	120	
Total URSS	1 910	
Royaume-Uni		
Alcan (UK) Ltd. Lynemouth, Northumberland	120	Alcan Aluminium Ltd. 100 p. 100
Anglesey Aluminium Ltd. Holyhead, New Wales, Scotland	105	Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 67 p. 100
The British Aluminium Co. Ltd. (BACO) Invergorden, Ecosse	102	Rio Tinto Zinc Corp. Ltd. 33 p. 100
Kinlochleven, Ecosse	10	Tube Investments Ltd. 58 p. 100*
Lochaber (Fort William), Ecosse	29	Autres intérêts britanniques 42 p. 100
Total Royaume-Uni	866	

* Financial Times, 15 octobre 1981.

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Yougoslavie		
Kombinat Alumijuma Titograd		Société industrielle d'Etat de
Titograd, Montenegro	55	Montenegro 100 p. 100
Tovarna Glinice in Aluminija Boris Kidric		Société industrielle de Slovanie
Kidricevo, Slovania	75	100 p. 100
Tvornica Lakih Metals Boris Kidric		Société industrielle d'Etat de
Boris Kidric, Sibenik	75	Dalmatie 100 p. 100.
Total Yougoslavie	205	
Total Europe	7 116	
AFRIQUE		
Cameroun (R.U.)		
Compagnie Camerounaise de l'Aluminium		Groupe Pechiney Ugine Kuhlmann
Pechiney Ugine (Alucam)		60 p. 100, Cobeal 10 p. 100,
Edea	62	Cpmal Cio. 30 p. 100
Ghana		
Volta Aluminium Co. Ltd. (Valco)		Kaiser Aluminium & Chemical Corp.
Tema	200	90 p. 100, Reynolds Metals
		Co. 10 p. 100.
Rép. Sud africaine		
Alusaf (Pty.) Ltd.		Industrial Development Corp. (Etat)
Kichards Bay	80	et intérêts privés sud-africains
		78 p. 100, Swiss Aluminium Ltd.
		22 p. 100.
République Arabe-Unie		
Nag Hamadi	100	Etat 100 p. 100
Total Afrique	442	
ASIE		
Bahreïn		
Aluminium Bahrain Ltd. (ALBA)	120	Kaiser Aluminium & Chemical Corp.
		et British Metals 17 p. 100,
		Western Metals 8.5 p. 100 Brétan
		Investments 5.1 p. 100; Etat de
		Bahreïn 52.4 p. 100

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Chine (Rép. pop. de)		
Fushun, Kianing	100	Etat 100 p. 100
Changohun, Chilin)		
Changsha, Hunan)		
Hefei, Anhwei)		
Hunan, Hunan)		
Jiaozuo, Honan)		
Lanchow, Kansu)	145	
Taiyuan, Shansi)		
Tsingtao, Shantung)		
Wuhan, Hupei)		
Total Chine (Rép. pop. de)	245	
Inde		
Aluminium Corp. of India Ltd. (Alucoind)		Appartient à 100 p. 100 à la
Asansol, West Bengal	9	Société même.
Bharat Aluminium Co. (Calco)		Gouvernement de l'Etat de Madhya
Korba, Madhya Pradesh	75	Pradesh 100 p. 100.
Hindustan Aluminium Corp. Ltd. (Hindalco)		*Kaiser Aluminium & Chemical Corp.
Renukoot, Uttar Pradesh	120	27 p. 100, Birla et intérêts
		indiens 73 p. 100.
Indian Aluminium Co. Ltd. (Indal)		Alcan Aluminium Ltd. 55 p. 100,
Belgaum, Bombay	75	Intérêts indiens 45 p. 100
Alupuram, Kerala	21	
Hirakud, Orissa	24	
Madras Aluminium Co. Ltd. (Malco)		Montecatini Edison S.P.A. 27 p. 100,
		Gouvernement de l'Etat de Madras
		73 p. 100.
Total Inde	349	
Iran		
Iranian Aluminium Co. (IRALCO), Arak	50	Etat iranien 82.5 p. 100, Reynolds
		Metals Co. 12.5 p. 100, Etat
		pakistanaï 5 p. 100.

* La société Kaiser a vendu maintenant sa part du capital social de la Hindalco à d'autres intérêts indiens.

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
(en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
Japon		
Mitsubishi Chemical Industries Ltd. Naeestu	160	Mitsubishi Chemical Industries Ltd. 100 p. 100
Sakaïdo	196	
Mitsui Aluminium Co. Ltd. Omuta	166	Mitsui Aluminium Co. Ltd. 100 p. 100.
Nippon Light Metal Co. Ltd. (NLM) Kambara	112	Alcan Aluminium Ltd. 50 p. 100; Intérêts japonais 50 p. 100
Hokkaido (Tomakomai)	180	
Niigata	145	
Showa Denko Chibe, Chiba	250	Showa Denko K.K. 100 p. 100
Showa Denko K.K. Kitakata	28	Le même que ci-dessus
Omachi	42	
Sumitomo Chemical Co. Ltd. Isoura	80	Sumitomo Chemical Co. Ltd. 100 p. 100
Nagoya	54	
Toyama	189	
Sumitomo Toyo Aluminium Smelting Co. Shikoku, Toya	100	Sumitomo Chemical Co. Ltd. 100 p. 100
Total Japon	<u>1 652</u>	
Corée (Rép. de)		
Aluminium of Korea Ltd. (Koralu) Ulgan	38	Korean Development Bank 50 p. 100, Groupe Pechiney Ugine Kuhlmann
Rép. de Chine		
Taiwan Aluminium Corp. (Talco) Kaohsiung, Takao	90	Etat 100 p. 100
Turquie		
Etiban Seydischir	60	Etat 100 p. 100
Total Asie	<u>2 604</u>	

Tableau 3. Infrastructures mondiales de première fusion de l'aluminium
 (en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Sociétés, lieu d'implantation	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
OCEANIE		
Australie		
Alcan Australia Ltd.		Alcan Aluminium Ltd. 70.5 p. 100;
Kurri-Kurri, New South Wales	15	autres intérêts 29.5 p. 100.
Alcoa Alcoa of Australia Ltd.		Aluminium Company of America
Point Henry, Victoria	92	51 p. 100, Intérêts australiens
Comalco Ltd.		49 p. 100.
Bell Bay, Tasmanie	118	Kaiser Aluminium & Chemical Corp.
		45 p. 100 Conzinc, Rio Tinto of
		Australia Ltd. 45 p. 100. Autres
Total Australie	255	intérêts 10 p. 100.
Nouvelle-Zélande		
New Zealand Aluminium Smelters Ltd.		Comalco Ltd. 50 p. 100; Sumitomo
Bluff	150	Chemical Co. Ltd. 25 p. 100;
		Showa Denko K.K. 25 p. 100.
Total Océanie	405	
Total Monde	17 168	

En Océanie les deux principaux producteurs sont la Nouvelle-Zélande, où la source d'énergie est la vapeur naturelle, et l'Australie qui est entrain d'accroître la capacité de ses fonderies grâce à ses énormes ressources en charbon.

D. Position de l'Afrique dans l'industrie de l'aluminium

1. Bauxite

62. Les principaux gisements de bauxite de l'Afrique se trouvent en Guinée, au Ghana, en Sierra-Leone et en République-Unie du Cameroun. L'existence d'autres gisements a été signalée au Mozambique, au Malawi et en Guinée-Bissau. Ceux du Cameroun, de la Guinée-Bissau, du Malawi et du Mozambique ne sont pas encore exploités.

63. L'Afrique recèle 41 p. 100 des réserves mondiales totales de bauxite exploitables. La Guinée, à elle seule, possède 83 p. 100 des réserves totales de bauxite du continent, le Ghana 5,7 p. 100 et la Sierra-Leone 1,3 p. 100. Cependant, la capacité de production installée ne correspond pas aux réserves disponibles. La capacité de production de la bauxite du continent n'est que de 14,8 p. 100 de la capacité mondiale. Elle se répartit comme suit en tonnes d'équivalent métal :

- Guinée	2 994 000
- Ghana	91 000
- Sierra-Leone	182 000

2. Alumine

64. Le seul producteur d'alumine en Afrique est la société Friguia, en Guinée, qui a une capacité installée de 700 000 tonnes, soit 2 p. 100 seulement de la capacité mondiale.

3. Aluminium

65. La part de l'Afrique dans la capacité mondiale de fusion de l'aluminium est inférieure à 2,7 p. 100. La capacité totale installée est de 442 000 tonnes qui se décompose comme suit :

Cameroun	Compagnie camerounaise de l'Aluminium Pechiney Ugine (ALUCAM) 62 000 tonnes
Ghana	Volta Aluminium Co. Ltd. (VALCO) 200 000 tonnes
Afrique du Sud	Alusaf (Pty) Ltd. 80 000 tonnes.
Egypte	Nog. Hambli 100 000 tonnes.

4. Industrie de l'aluminium au Ghana

66. Le Ghana dispose de tous les principaux éléments qu'il faut pour se doter d'une industrie de l'aluminium intégrée et viable. Il y a, dans le pays, trois principaux gisements dont les réserves totales sont estimées à environ 580 millions de tonnes. Ce sont les gisements de Nyinahin, Kibi et Awaso. Ces deux derniers sont les seuls exploités à l'heure actuelle. Le volume des exportations en provenance de ces gisements est toutefois en dessous de la capacité nominale de production et ce, à cause des problèmes de transport.

67. Les tableaux 4 et 5 font ressortir l'importance de la bauxite par rapport aux autres produits d'exportation. La valeur des exportations de bauxite ne représente à l'heure actuelle qu'environ 0,5 p. 100 des exportations totales du Ghana.

68. Cependant, de grandes possibilités de développement s'offrent à ce pays lorsqu'il entamera la mise en valeur d'autres gisements. L'objectif visé serait alors de raffiner la matière première en alumine pour alimenter les fonderies de la VALCO qui, avec une capacité nominale de 200 000 tonnes de métal, nécessiteraient plus d'un million de tonnes de bauxite. La construction d'une usine de production d'alumine d'une capacité de 800 000 tonnes et d'un coût d'investissement de plus de 600 millions de dollars (au cours de cette monnaie en 1978) est prévue pour la transformation de la bauxite des gisements de Kibi. La création de cette usine, conjuguée avec les retombées que l'on en attend, devrait avoir une incidence importante sur l'économie du pays. Un laminoir de l'aluminium est en cours de construction et les travaux devraient en être achevés au cours du dernier trimestre de 1983. Elle produira des feuilles et flans circulaires en aluminium pour les infrastructures déjà existantes. Sa capacité initiale est de 10 000 tonnes et des possibilités d'augmentation sont prévues pour la doubler. Du métal pour la coulée continue sera acheté de la Kaiser et transporté à partir de ses installations de la VALCO au Ghana. Une société à responsabilité limitée, dont les actionnaires sont le Gouvernement ghanéen, la Social Security Bank, la Ghana Commercial Bank, la VALCO, ainsi que d'autres entités, a été créée pour faire fonctionner ces infrastructures.

Tableau 4. Valeur, en cédís, des exportations de divers produits de base 1972-1977
(janvier-juillet)

	1972	1973	1974	1975	1976 (janv.-juillet)
Cacao	350 039 737	398 001 183	540 121 635	637 172 643	405 622 277
Bois	63 725 680	130 563 590	98 020 455	77 510 410	50 979 985
Diamant	18 643 461	13 063 085	14 570 046	12 722 530	4 703 496
Or	51 089 033	70 372 619	94 842 892	83 782 333	45 517 591
Manganèse	10 721 769	8 068 851	10 519 066	18 872 051	9 834 144
Bauxite	3 087 123	2 491 262	3 838 912	4 737 859	2 226 005
<u>Divers</u>					
Produits en cuir					
Bois (travaillé)					
Textiles etc.	52 529 550	74 795 320	70 317 060	83 718 530	36 854 350
Valeur totale des exportations	549 836 353	697 355 910	832 230 066	918 516 356	555 737 821

Source : Tableau réalisé sur la base des données fournies par le Bureau central de la statistique, Accra, Ghana. La valeur des exportations de bauxite est fournie par la Ghana Bauxite Company Limited.

Tableau 5. Valeur des produits de base, en pourcentage de la valeur totale des exportations

	1972	1973	1974	1975	1976
Cacao	63,7	57,1	64,9	69,4	72,9
Bois	11,6	18,7	11,8	8,4	9,2
Diamant	3,4	1,9	1,8	1,4	0,8
Or	9,3	10,1	11,4	9,1	8,2
Mangèse	1,9	1,2	1,3	2,0	1,8
Bauxite	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4
Divers	9,6	10,7	8,4	9,1	6,6
	100,1	100,1	100,1	99,9	99,9 ^{a/}

Source : Tableau réalisé sur la base des données fournies par le Bureau central de la statistique. La valeur des exportations de bauxite a été communiquée par la Ghana Bauxite Company Limited.

5. L'industrie de l'aluminium en Sierra-Leone

69. On a rapporté l'existence de plusieurs gisements de bauxite en Sierra-Leone. L'exploitation des deux principaux groupes est soit en cours à l'heure actuelle soit sérieusement envisagée. Ce sont les gisements de Mekanji, Gondama et de Port Loko.

1. Gisementss de Mekanji

70. Ces gisements sont en cours d'exploitation et la mine à une capacité de production d'environ 700 000 tonnes par an. Le minerai est extrait et transporté sur une distance de près de 22 miles pour être lavé et chargé sur des péniches à Nitti. Les péniches transbordent leurs cargaisons dans des navires, en mouillage dans l'estuaire du fleuve Sherbro, qui les transportent essentiellement aux raffineries d'Alusuisse en Europe et en Amérique. Ces gisements étant presque épuisés à présent, on entreprend la mise en valeur de ceux de Gondama, situées non loin de là.

2. Gisements de Gondama

71. Ces gisements se situent sur les collines de Gbonge au sud-est de Mekanji. La teneur moyenne en alumine et en silice des 30 millions de tonnes de réserves de minerai sûres de ce gisements est de 56 p. 100 et 2,8 p. 100 respectivement. Pour faciliter la mise en valeur de ces gisements et aussi accroître la capacité de lavage et de séchage en vue de la production annuelle de 1 million de tonnes de bauxite séchée destinée à l'exportation, on construit à l'heure actuelle une autre usine à Nitti.

3. Gisements de Port Loko

72. Ils se trouvent dans le nord-est du pays dans la région où la Sierra-Leone Development Company (DELCO) extrayait du minerai de fer. La région est de ce fait largement dotée des infrastructures indispensables telles que chemins de fer, bourgs et port d'embarquement à Papel. Ces gisements sont exploitables à des coûts relativement faibles.

73. La SIEROMCO détient depuis 1972 une concession minière exclusive spéciale dans cette région recelant 100 millions de tonnes de minerai sûr dont la teneur moyenne en alumine et en silice réactive est, respectivement, de 47 et 3 p. 100. Le gîte du minerai découvert est compris entre les fleuves Rokel et Little Scarcies, où la DELCO a construit le chemin de fer et autres infrastructures actuels. Le Gouvernement sierra-leonien est en négociation avec Alusuisse pour y ouvrir une mine de bauxite et construire une raffinerie d'alumine d'une capacité de 500 000 tonnes qui pourra être portée à un million de tonnes. Il semble que d'autres sociétés seraient intéressées par ce projet et les perspectives de sa réalisation rapide en sont bonnes.

74. Le tableau 6 montre l'importance que revêt la bauxite dans l'industrie minière de la Sierra-Leone. Il ressort cependant des données de ce tableau que bien vrai que les exportations de bauxite de la Sierra-Leone constituent dans le volume total des exportations de ce pays une proportion plus importante que dans le cas du Ghana, elles jouent encore néanmoins un rôle de second ordre dans le volume total des recettes en devises de la Sierra-Leone.

75. De bonnes perspectives s'ouvrent toutefois à cette industrie grâce à l'accroissement de la capacité de production à Gondoma et à la création d'une raffinerie d'alumine dans la région de Port Loko. Par ailleurs la réalisation de ce dernier projet pourrait contribuer à financer le projet hydroélectrique de Bumbuna, en ce sens que la raffinerie de Port Loko garantirait à la centrale hydroélectrique un client régulier et important consommateur.

76. L'intégration de cette industrie avec une fonderie d'alumine pour la production d'aluminium n'est pas possible à l'heure actuelle à cause des limitations en matière d'approvisionnement en énergie électrique. Le projet de Bumbuna sera doté d'une puissance installée de seulement 66 mégawatts. Même avec l'aménagement du réservoir de Yiben, la puissance de cette centrale ne peut être portée qu'à 100 mégawatts au plus. A marée basse, elle ne peut produire que 23 mégawatts, ce qui suffit à peine pour les besoins de l'usine d'alumine envisagée. Il est possible, toutefois, d'alimenter de petites unités de fabrication de vaisselle en aluminium et de tôles pour toiture en important, pour cela, des plans circulaires et des rouleaux. La création de ces petites unités pourrait être envisagée en attendant de pouvoir disposer d'une quantité suffisante d'énergie pour l'intégration complète de l'industrie ou même comme moyen d'accroître les facteurs de production locaux pour la fabrication de ces produits d'usage répandu en Sierra-Leone.

Tableau 6. Valeur des exportations (en milliers de Léones)

Année	Bauxite	Diamants	Minerai de fer	Rutile	Valeur totale des minerais	% de la bauxite dans la valeur totale des mi- nerais	Valeur totale des expor- tations	% de la bauxite dans la valeur totale des exportations
1971	2 516	49 978	11 431	1 226	65 751	3,8	80 053	3,1
1972	2 274	56 740	10 164	-	70 177	4,7	91 385	3,6
1973	3,481	64 558	11 112	-	79 152	4,4	103 703	3,4
1974	4 082	74 626	12 451	-	91 159	4,5	119 125	3,4
1975	3 817	65 127	13 669	-	82 612	4,6	108 742	3,5
1976	6 340	73,884	-	-	80 223	7,9	108 037	5,9
1977	8 217	64 400	-	-	72 612	11,3	135 722	6,1
1978	7 641	119,074	-	-	126 715	6,0	168 157 ^{b/}	4,5
1979	8 491	128 769	-	1 640	138 900	6,1	201 250 ^{b/}	4,2
1980	14 795	128 784	-	12 686	153 265	7,7	220 797 ^{b/}	5,3

Source : Données statistiques sur les produits miniers fournies par le service des mines du Ministère des mines, New England, Freetown.
Valeurs totales des exportations : Données communiquées par la Bank of Sierra-Leone.

a/ Certains chiffres ayant été arrondis, le résultat de leur addition pourrait différer des totaux ci-dessus.

b/ Données provisoires.

E. Mode de contrôle dans l'industrie de l'aluminium

77. Les activités dans l'industrie de l'aluminium ont, depuis toujours, été contrôlées par six grandes sociétés ^{7/} dans le monde occidental et par l'Etat dans les pays à économie planifiée. Un nombre restreint de sociétés, telles que la Revere Brass and Copper et la National Southwire, ont réussi à pénétrer cette industrie grâce à l'expérience qu'elles ont acquise dans l'industrie d'autres métaux.

78. Ces six grandes sociétés sont entièrement intégrées : elles possèdent leurs propres mines de bauxite, leurs usines de production d'alumine et leurs fonderies, ainsi que des infrastructures de fabrication et réseaux de commercialisation. Elles tendent de plus en plus, cependant, à constituer des coentreprises pour la réalisation de projets d'exploitation minière, de construction d'usines de production d'alumine et même en place d'infrastructures de fonderie à cause certes, du volume d'investissement que requièrent de telles opérations mais aussi pour réduire les risques qu'elles comportent.

79. Dernièrement, les pays hôtes, en particulier ceux du monde en développement, ont manifesté un grand intérêt pour la mise en valeur de leurs ressources naturelles et ont obtenu une participation dans les sociétés locales d'exploitation d'alumine, les usines de production d'alumine et les fonderies. Certains d'entre eux, comme la Guyane, ont pris entièrement en main le contrôle de ces exploitations. La Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) qui exploite les riches gisements de Boké appartient à 49 p. 100 à l'Etat Guinéen et à 51 p. 100 aux sociétés suivantes : Alcoa (13,5 p. 100), Alcan (13,5 p. 100), Martin Marietta Aluminium Inc. (10 p. 100), PUK (5 p. 100), Vereingte Aluminium Werke VAW (5 p. 100) et Alumetal S.P.A. (3 p. 100). L'Etat jamaïcain a acheté récemment des actions dans les opérations d'exploitation de la bauxite des sociétés transnationales opérant dans ce pays. D'autres gouvernements, tels que celui de la Norvège, ont racheté tous les intérêts étrangers dans leurs infrastructures de fonte.

80. La tendance générale dans de nombreux pays hôtes aujourd'hui est d'assurer quelque participation soit de l'Etat soit des nationaux dans de telles entreprises. A l'exception, probablement, de l'Australie où la participation de l'Etat dans cette industrie se limite aux actions préférentielles que détient l'Etat de Tasmanie dans la filiale de la Comalco qui exploite les fonderies de Bell Bay, il devient de plus rare de voir un pays où les infrastructures de production appartiennent entièrement à une coentreprise de sociétés transnationales. Quoique l'on encourage les sociétés australiennes à participer dans cette industrie, il n'existe dans ce pays aucun autre cas où l'Etat ou le Gouvernement fédéral détient une quelconque participation.

^{1/} Ces grandes sociétés de l'industrie de l'aluminium sont : a) Alcan Aluminium Limited of Canada (ALCAN), b) Aluminium Company of America (ALCOA), c) Reynolds Metals Company (Reynolds), d) Kaiser Aluminium & Chemical Corporation (Kaiser), e) Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) et f) Swiss Aluminium Limited (Alusuisse).

CHAPITRE III

ETUDE DE LA STRUCTURE DES MARCHES

A. Contrôle de la commercialisation des produits et mode de participation des sociétés transnationales

81. L'industrie de l'aluminium, on l'a vu plus haut, était jusqu'à une date récente, dans une grande mesure, complètement intégrée et entièrement contrôlée par des sociétés transnationales depuis la phase de l'extraction de la bauxite jusqu'à la vente des produits finis. Les produits passaient d'une filiale ou agence à une autre et les bénéfices recueillis à l'endroit le plus approprié c'est-à-dire où les taxes étaient minimes ou non existantes; l'objectif visé par les principales sociétés contrôlant cette industrie étant la maximisation des bénéfices globaux et non la rentabilité d'une quelconque unité individuelle.

82. En participant dans les entreprises industrielles jusqu'alors appartenant aux sociétés transnationales, l'un des principaux objectifs visés par les gouvernements est de parvenir à exercer un contrôle efficace des activités de ces sociétés dans les pays hôtes. Cependant, et malgré tout, la commercialisation des produits ainsi que les prix appliqués continuent d'être dictés par ces sociétés au conseil d'administration desquelles l'Etat est quelques fois représenté. Le genre de contrôle que peut exercer l'Etat grâce à sa représentation aux conseils d'administration est souvent inefficace pour la bonne raison que ses représentants d'habitude des novices en la matière, tandis que ceux des sociétés transnationales sont des interlocuteurs très expérimentés et que les filiales de ces sociétés qui ne sont pas parfois implantées dans le même pays sont des clients. L'Etat doit conclure des contrats de gestion qui portent sur la vente des produits et l'achat de fournitures avec ces mêmes sociétés et perd ainsi tout contrôle sur la commercialisation des produits.

83. Les gouvernements peuvent cependant exercer quelque contrôle sur la commercialisation des produits lorsque leur approbation est requise pour la fixation des prix à stipuler dans les contrats d'exportation. C'est le cas en Australie. Dans les pays comme la Guyane où cette industrie appartient entièrement à l'Etat, on avait réussi au début à contourner le contrôle du circuit de commercialisation par les sociétés transnationales en utilisant des agents chargés de commercialiser les produits pour le compte des sociétés d'Etat. D'une manière générale, le contrôle par les sociétés transnationales du secteur de commercialisation dans cette industrie diminuera avec l'apparition d'opérateurs indépendants et aussi lorsque davantage de produits d'aluminium primaire en provenance des pays à économie planifiée seront disponibles sur les marchés occidentaux.

B. Mécanisme de la fixation des prix

84. Les deux facteurs importants qui influencent les coûts dans la transformation de la bauxite en alumine, selon le procédé Bayer, sont la teneur du minerai en alumine et en silice réactive. Plus la bauxite est riche en alumine moins élevé en est le coût du poids unitaire du produit final. Et inversement, plus la bauxite est riche en silice réactive, moins elle contient d'alumine récupérable et plus importante est aussi la perte de soude caustique au cours du processus. La silice réactive se combine avec de l'alumine et de la soude pour donner du silicate de soude et d'alumine. Dans le produit final on ne retrouve plus que l'alumine.

85. La méthode traditionnelle de fixation du prix de la bauxite consistait ainsi à déterminer un prix indicatif pour un produit de référence avec l'application d'un système de primes si la teneur en alumine de la bauxite est supérieure au pourcentage d'alumine dans le produit de référence et, inversement, un système de pénalités si la teneur en silice réactive excède la quantité contenue dans le produit de référence.

86. Par le passé, le prix de la bauxite couvrait le coût de production plus une petite marge. Cette méthode de fixation des prix n'a profité que très peu, sinon pas du tout, aux pays en développement. Cependant, le concept de la valeur intrinsèque de la bauxite elle-même s'est accru ces derniers temps dans les pays qui veulent accroître les recettes que leur procure l'exploitation de la bauxite. Le prix de la bauxite a alors été évalué sur la base de la contribution du minerai dans la production d'un dérivé communément commercialisé, le lingot d'aluminium par exemple. Bien que l'Association internationale de la bauxite appuie cette idée, elle ne peut être facilement appliquée par les sociétés qui doivent traiter avec de tierces parties à distance. Les pays qui ne possèdent pas les infrastructures de production de la bauxite imposent des prélèvements aux sociétés exploitantes; cette taxe est d'habitude prise en compte dans le prix de vente de la bauxite à la société transnationale affiliée. L'Association internationale de la bauxite a réussi à appliquer le même principe pour la fixation des prix de l'alumine ^{8/}.

87. L'Association, grâce à ses efforts, a aidé à relever les prix de la bauxite à des niveaux équitables pour les producteurs; et par le fait que ces prix soient déterminés par ceux du lingot d'aluminium on est parvenu à un ajustement automatique

^{8/} Le Conseil des ministres, lors de sa réunion qui s'était tenue à Canberra, Australie, du 4 au 6 novembre 1981 avait recommandé que le niveau de l'indice du prix minimum C.A.F. pour 1982 (sur la base de la teneur de base équivalente) de la bauxite de teneur métallurgique vendue en Amérique du Nord et du Sud, ainsi qu'en Europe ne dépasse pas la fourchette des 2,5 à 3 p. 100; mais, compte tenu de la conjoncture de marché baissier prévue pour 1982, le prix de la bauxite de teneur de base devrait, pour qu'on puisse s'y référer, fixé au taux de 2 p. 100 du prix marqué moyen de l'American Metal Market pour le lingot d'aluminium primaire pour à 99,5 p. 100.

Le Conseil a, en outre, recommandé que le prix minimum C.A.F. de l'alumine pour 1982 devra se situer entre 16 et 19 p. 100; mais compte tenu de la situation de marché baissier prévue pour cette année-là, il devra, à des fins de surveillance, se situer entre 15 et 18 p. 100 du prix moyen fixé par l'American Metal Market pour le lingot d'aluminium pur à 99,5 p. 100.

des cours aux réalités du marché. Les prix des lingots et d'autres produits semi-finis sont déterminés par les principaux producteurs, avec l'approbation de leurs gouvernements. Cependant, les prix des produits finals sont fixés de manière à inclure les coûts de production plus une marge appréciable, selon la demande de ces produits sur le marché.

C. La Bourse des métaux de Londres et le Marché de l'aluminium

88. Parce que l'industrie de l'aluminium est une industrie intégrée, contrôlée en plus par une poignée de sociétés, les prix aux producteurs payés par ces sociétés ont constitué les prix de référence dans le commerce de ce produit. Le résultat d'un tel état de choses, il faut l'admettre, a été la stabilité des prix de l'aluminium qui ont été à l'abri des fluctuations violentes caractéristiques des prix de métaux tels que le cuivre. L'influence des producteurs sur la fixation du prix du métal tient également au fait que la quantité de métal commercialisée par des agents qui ne sont pas associés aux producteurs de l'aluminium est très faible.

89. Ces derniers temps, cependant, l'aluminium métal est devenu disponible sur le marché, en provenance des sociétés des pays à économie planifiée, de producteurs indépendants dans les pays arabes riches en ressources énergétiques et des sociétés d'Etat de pays comme l'Egypte. Cela a conduit à la création, au sein de la Bourse des métaux de Londres, d'un marché de l'aluminium où les échanges avaient commencé le 2 octobre 1978 dans une atmosphère de résistance farouche opposée par les producteurs du métal; ceux-ci pensaient en effet que la création d'un tel marché aboutirait à la spéculation et à des fluctuations dans un marché qui, jusqu'alors, n'avait connu de tels problèmes grâce au contrôle des prix par les producteurs. Les défenseurs de cet argument estimaient, toutefois, que "les financiers britanniques et européens pourraient l'utiliser comme marché à terme pour le "cash and carry", en achetant comptant et en vendant à terme quand le taux de report de l'aluminium (la prime de dollar que l'on obtient du prix au comptant sur le prix à terme) sera supérieur au coût en termes de monnaie, calculé en bons du Trésor et en effets de commerce"^{9/}.

90. Le marché de l'aluminium fonctionne depuis bientôt quelques temps. On avait prédit au début qu'il aurait une influence générale sur le prix du métal commercialisé ^{10/}. Certains investigateurs de l'industrie, par mesure de prudence, avaient préféré suivre l'évolution du marché avant de porter un quelconque jugement^{11/}.

^{9/} Metal Week, du 4 septembre 1978.

^{10/} Chase Econometric Association Inc. in PM u.d. MM. déc. 1978.

^{11/} C.E. Davis. World Demand for Aluminium and the Effects of the new LME Contract on Aluminium.

Parce que la demande était extrêmement forte lorsque ce système de marché fut institué, les prix de l'aluminium métal sont montés en flèche, entraînant du coup la hausse des prix aux producteurs. Ces derniers temps, cependant, avec le marasme économique général, les cours du marché ont subi une chute drastique, ce qui n'a point épargné les prix aux producteurs : bien que ces derniers ne se soient pas effondrés, les producteurs ont dû néanmoins consentir de fortes remises.

91. Il convient toutefois, de noter que la quantité d'aluminium métal commercialisée à la Bourse des métaux de Londres ne représente qu'une très faible proportion du volume global du commerce de ce métal. L'essentiel du métal commercialisé par les producteurs primaires est vendu sous contrats à terme relativement longs, ce qui tend à retarder le déclenchement de toute fluctuation violente des prix par les prix aux producteurs.

D. L'Association internationale de la bauxite

92. En préparation de révisions profondes des accords fiscaux conclus dans l'industrie de la bauxite avec les pays producteurs, la Jamaïque et d'autres pays se sont regroupés pour créer l'Association internationale de la bauxite (AIB) dont le premier objectif est d'assurer aux pays membres "des recettes justes et légitimes de l'exploitation, de la transformation et de la commercialisation de la bauxite et de ses produits en vue du développement économique et social de leurs peuples, tout en gardant présents à l'esprit les intérêts des consommateurs" de ces produits^{12/}. Les membres qui composent cette association sont à l'heure actuelle les pays suivants : Australie, République dominicaine, Ghana, Guinée, Guyane, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Sierra-Leone, Suriname et Yougoslavie.

93. Organisation extrêmement importante dans le commerce de la bauxite, l'Association contrôlait en effet 75 p. 100 de la production de ce minerai en 1979. Toutefois son influence sur le commerce de l'alumine n'est pas si forte que cela, étant donné que ses membres n'en contribuent que pour 47,4 p. 100 de la production mondiale. Son pouvoir est encore plus faible dans le commerce du métal : la part de ses membres dans le volume mondial de la production de l'aluminium métal n'est que de 4,5 p. 100.^{13/}

^{12/} Accord portant création de l'Association internationale de la bauxite.

^{13/} Chiffres recueillis du discours du Secrétaire général de l'AIB à la Conférence internationale des producteurs et consommateurs de bauxite (déc. 1980), tels que repris par la Metal Bulletin Monthly, avril 1981.

94. Une brève comparaison entre l'OPEP et l'AIB fait ressortir les faits ci-après, auxquels on attribue le succès de l'organisation pétrolière :

a) la demande du pétrole est caractérisée par son inélasticité-prix, car en dépit de la hausse de 300 p. 100 du prix de ce combustible en 1973, la demande n'en a baissé que de 5 p. 100 en 1974;

b) l'inélasticité de la demande n'est pas une caractéristique qui singularise le pétrole, puisqu'elle s'applique également à d'autres produits de base, mais à la différence fondamentale que le pétrole est un produit vital auquel on ne saurait trouver de substitut dans un avenir immédiat (quoique certaines centrales électriques alimentées jusqu'ici au pétrole puissent, il est vrai, passer du jour au lendemain à la consommation de charbon);

c) quelles que soient les coupes que l'on puisse faire dans la production de l'Arabie saoudite, s'il y va de l'intérêt de tous les pays membres de l'OPEP, elles n'en affecteraient aucunement ce pays;

d) l'OPEP jouit d'une certaine cohésion politique : la majorité de ses membres les plus importants sont des pays arabes du Moyen-Orient ^{14/}.

95. La comparaison devient intéressante lorsqu'on essaye de voir si l'on peut en dire autant à l'AIB.

- i) La demande de la bauxite à court terme est inélastique par rapport aux prix. Les substituts de ce minerai ne sont pas encore suffisamment élaborés pour être commercialement viables;
- ii) L'aluminium, le dérivé de la bauxite métallurgique le plus important, n'est pas un produit vital pour l'existence humaine. De plus, il existe des substituts du métal pour bon nombre de ses usages;
- iii) L'Australie, la Guinée et la Jamaïque, les trois premiers producteurs mondiaux de bauxite ne peuvent réduire leur production en vue de maintenir les cours à un niveau élevé car leurs sols regorgent de quantités considérables de ce minerai auquel on peut trouver des substituts si l'on y met le prix. Par ailleurs, il y a en Australie des exploitants indépendants que l'on ne peut obliger à réduire leur production sans que cela n'entraîne de graves conséquences : la Jamaïque et la Guinée, toutes deux fortement tributaires des recettes que leur procure la bauxite, ne peuvent, elles non plus, se permettre de restreindre leur production sans qu'une telle mesure n'ait des conséquences graves sur leurs recettes en devises;

^{14/} Economist, du 10 février 1979.

- iv) Il n'existe au sein de l'AIB, aucune cohésion politique, encore moins commerciale, le seul but de l'Association étant de maximiser les recettes tirées de l'exploitation de la bauxite.

96. L'AIB se compose de quatre groupes distincts :

a) les pays en développement dans lesquels l'Etat, au moment de la création de l'Association, n'avait aucune part dans ce secteur de l'industrie : Jamaïque, Suriname, Haïti et République dominicaine;

b) les pays dans lesquels l'Etat détenait une participation partielle : Ghana, Guinée;

c) les pays dans lesquels l'Etat était propriétaire à 100 p. 100 et contrôlait la production qu'il vendait sur le marché sont : Yougoslavie, Guyane; et

d) l'Australie.

97. L'existence de telles divergences dans l'organisation de cette institution au sein des différents pays membres n'a, de toute évidence, pas facilité la recherche d'un terrain d'entente propice à la réalisation des objectifs de l'AIB.

98. En réussissant à appliquer la taxe sur la bauxite, la première catégorie de pays est parvenue ainsi à accroître sensiblement les recettes que lui procure cette industrie. Cela a contribué, d'une manière générale, à relever les prix de ce minerai dans les pays où les sociétés d'exploitation de la bauxite appartiennent en partie ou entièrement à l'Etat, mais pas autant que les recettes tirées des prélèvements sur la bauxite.

99. En Australie également, depuis que ce pays est membre de l'Association, les prix de la bauxite et de l'alumine ont toujours été marqués par une forte tendance à la hausse. Celle-ci n'était pas due à l'imposition de la bauxite ou à la fixation d'un prix plancher, comme le recommandait l'Association ^{15/}, mais plutôt au système de contrôle des exportations du pays, en vertu duquel les prix stipulés aux contrats devaient nécessairement avoir l'approbation du Gouvernement du Commonwealth.

100. Lors de la création de l'Association internationale de la bauxite, compte tenu des divergences qui existaient entre l'Australie et les autres pays membres en ce qui concerne l'application de prix planchers pour les produits, on avait cru que l'Australie allait se retirer de l'association qui, dès lors, se dissoudrait. Bien

^{15/} Metal Bulletin, du 12 janvier 1978.

au contraire, ce pays et les autres membres allaient resserrer davantage leurs liens. Le Premier Ministre australien, dans son allocution d'ouverture, le 4 novembre 1984, de la session du Conseil des ministres qui s'était tenue à Canberra, dira à cet égard, en faisant allusion au rôle que son pays a joué au sein de l'Association, que :

"L'Australie a été membre de l'Association internationale de la bauxite depuis sa création en 1974. Notre affiliation à cette association traduit l'importance que revêtent la bauxite et l'alumine pour l'Australie : non seulement sommes-nous le premier producteur et exportateur d'alumine du monde, mais encore nous continuons d'accroître notre capacité de production de l'aluminium. En outre, en adhérant à l'AIB, nous avons voulu traduire par ce geste notre désir d'aider les pays en développement à tirer des exportations de leurs matières premières des recettes justes et légitimes et d'apporter notre soutien à la coopération internationale en matière de commerce des produits de base. Nous considérons aussi la promotion de la transformation nationale des matières premières comme un important moyen d'accélérer le processus de développement économique... L'Association internationale de la bauxite constitue un cadre permettant à ses pays membres de procéder à un échange d'informations et de vues sur des questions d'intérêt commun. J'ose espérer que les pays membres de l'AIB continueront de voir en notre association un instrument appréciable pour la réalisation de ces objectifs".

101. Si l'on tient compte des divergences qui existent entre les systèmes de gouvernement d'un pays membre à l'autre et des degrés divers de contrôle de l'Etat sur les sociétés opérant dans ces pays, on conviendra que l'Association, pour avoir réussi à trouver un terrain d'entente pour consolider l'union de ses membres et trouvé les moyens d'accroître les recettes que ces derniers tirent des industries de la bauxite et de l'alumine, a accompli ainsi un travail de Titan.

CHAPITRE IV

LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM AU GHANA ET EN SIERRA-LEONE

A. Emergence des sociétés transnationales dans l'industrie de l'aluminium au Ghana et en Sierra-Leone

1. Ghana

102. Au Ghana, la bauxite fut découverte en 1914 à Ejuanema Beppo, par Sir Albert Kitson qui travaillait alors pour le compte de la Gold Coast Geological Survey Department. Il verra, en 1915, la possibilité de mettre en place d'importantes infrastructures hydroélectriques en travers de la gorge, sur le fleuve Volta à Akosombo. Tous ces facteurs, auxquels s'ajoutent la découverte ultérieure d'autres gisements importants de bauxite ont attiré des compagnies étrangères au Gold Coast, aujourd'hui Ghana.

a) British Aluminium Company

103. La première concession pour l'exploitation de la bauxite au Ghana fut accordée à la British Aluminium Company par les populations de Omanhene, Awaso et Anwhiaso et régie par un accord signé par les deux parties le 27 août 1928. Les terres renfermant la bauxite exploitée à l'heure actuelle par le Ghana Bauxite Company appartiennent aux populations d'Awaso et d'Anwhiaso.

104. En 1934, l'accord fut cédé à une filiale appartenant en totalité à la British Bauxite Company Limited, créée pour exploiter les gisements de bauxite. La mine fut ouverte par la suite en 1941, alors que la Gold Coast était encore colonie britannique. Pendant la seconde guerre mondiale, la Grande Bretagne avait éprouvé des difficultés à s'approvisionner à partir d'autres sources à cause des activités des sous-marins allemands dans l'Atlantique. Après la guerre, la mine fut rendue à la Gold Coast Bauxite Company par le Ministère de l'Approvisionnement (Ministry of Supplies) qui avait alors absorbé le Ministère de la construction aéronautique, une création de la période de la guerre.

105. Lorsque la Gold Coast devint indépendante, en 1951, et changea son nom en Ghana, la compagnie fut rebaptisée pour devenir la Ghana Bauxite Company Limited ^{16/}. En 1964, la compagnie céda de nouveau la concession à sa société mère, la British Aluminium Company qui gère la mine jusqu'en 1973. Après de longues négociations, le Gouvernement ghanéen obtint 55 p. 100 des intérêts dans les opérations de la British Aluminium Company au Ghana.

b) Alcan Aluminium Limited of Canada

106. La deuxième concession pour l'exploitation de la bauxite par une société étrangère au Ghana fut accordée par les Omanhene de Kumasi les Odikro de Nyinahin et leurs peuples à la Fanti Consolidated Investment Company, une société ayant son siège social en Angleterre. L'accord portait sur les collines coiffées par les gisements de bauxite de Nyinahin. Les Ashanti avaient la garde de ces terres qui appartenaient aux Nyinahin.

107. En achetant des actions et d'autres intérêts dans les concessions détenues par la Fanti Consolidated Investment Company, la West African Aluminium Limited et la United African Exploration Limited, l'Aluminium Laboratories Limited of Montreal - filiale appartenant en totalité à l'Alcan Aluminium Limited of Canada - contrôlait dès 1953 toutes les concessions situées dans la région d'Aya Nyinahin. Cependant, cette société ne les a jamais exploitées ce qui poussera le Gouvernement ghanéen à les reprendre en 1973.

108. En plus de ces concessions, l'Alcan possède 60 p. 100 du capital social de la Ghana Aluminium Products Company, qui fabrique des tôles, des barques en aluminium, des camions frigorifiques, des poteaux en tôles d'aluminium légères et autres produits en aluminium. L'autre partenaire dans cette coentreprise est le Gouvernement ghanéen.

c) Kaiser Aluminium & Chemical Corporation

109. Pour pouvoir financer le projet hydroélectrique d'Akosombo, il faudrait qu'un important consommateur d'énergie électrique conclue un accord de fourniture à long

^{16/} Cette société était une société à responsabilité limitée créée en Angleterre et une filiale appartenant en totalité à la British Aluminium Company. Il ne faudra donc pas la confondre avec la société du même nom qui exploite actuellement la même mine et qui, elle, est une société ghanéenne ayant son siège social au Ghana et dont le Gouvernement du Ghana et la British Company se partagent le capital social dans les proportions respectives de 55 p. 100 et 45 p. 100.

terme avec le Gouvernement ghanéen. L'objectif visé est de faire en sorte que le premier achète une quantité suffisante d'énergie électrique afin de permettre au Gouvernement de rembourser les emprunts contractés pour la construction du barrage sans que cela ne fasse peser sur lui une charge indue. Compte tenu des énormes ressources de bauxite que recèlent les gisements du Ghana, le consommateur en perspective devrait être une société opérant dans l'industrie de l'aluminium qui puisse créer une industrie légère de l'aluminium dont les activités couvriraient de l'extraction du minerai à la fabrication des produits finals en passant par la production d'alumine et de l'aluminium métal.

110. Le Gouvernement a mis sur pied un Comité préparatoire en vue d'accélérer le processus de réalisation du projet sur la base de deux études effectuées à cet effet. Ce ne fut pas une tâche aisée que de trouver une société disposée à s'engager dans un si important investissement et qui, en plus en ait les moyens; cependant, avec l'aide du président des Etats-Unis à l'époque, la Kaiser Aluminium and Chemical Corporation et une autre société américaine de l'industrie de l'aluminium sont convenues de participer à un projet, d'ampleur plus modeste toutefois, de création d'une fonderie d'aluminium à Tema, Ghana, qui importerait de l'alumine mais utiliserait l'électricité produite par le projet hydroélectrique de la Volta. En janvier 1962, le Gouvernement du Ghana signa l'Accord cadre de la Volta Aluminium Company (VALCO) avec la Kaiser Aluminium and Chemical Corporation (Kaiser et la Reynolds Metals Company) 17/.

111. La Kaiser et la Reynolds détenaient respectivement 90 p. 100 et 10 p. 100 des intérêts dans la fonderie VALCO.

d) Reynolds Metals Company

112. Avant sa participation dans le projet de la fonderie de la VALCO, la Reynolds Metals Company avait des intérêts dans la Gold Coast Bauxite Company grâce aux 48 p. 100 des actions qu'elle détenait dans la British Aluminium Company. Reynolds, depuis, a vendu ses intérêts à la British Aluminium Company qui, maintenant, appartient en totalité à des intérêts britanniques 18/. Elle garde cependant ses actions à la VALCO.

2. Sierra-Leone

113. L'existence de venues de matériaux propices à la formation de la bauxite en Sierra-Leone, aux environs de Falaba, dans le Nord du pays, dans le district de Kabala, fut signalée pour la première fois par F. Dixey, alors géologue du Gouvernement. 19/.

17/ Keith Jopp : Volta - The Story of Ghana's Volta River project (Accra, Volta River Authority 1965).

18/ Metal Bulletin, du 12 septembre 1978.

19/ Geological Survey of Sierra-Leone. Annual report, 1920.

Ces matériaux étaient de catégories inférieures, ne contenant pas plus de 24 p. 100 d'alumine libre et 11,5 p. 100 de silice. Dans le rapport annuel de 1929, on mentionnait l'existence, dans la colonie, de gisements de bauxite de qualité nettement supérieure à Waia dans le district de Koinadugu, à Bathurst et à Hastings. Ce minerai avait une teneur en alumine variant entre 49,58 p. 100 et 54,13 p. 100 et une teneur en silice de 1,83 p. 100 au plus.

114. En 1954, la British Aluminium Company prit une licence exclusive et effectua des prospections dans les abords du complexe de la colonie ainsi que dans les montagnes Sula près de Worowai. La compagnie renonça par la suite à sa licence. En 1957 elle retourna en Sierra-Leone et entreprit des travaux de prospection dans les environs de Yonibana, puis abandonna une fois de plus le projet à cause de l'absence de réserves.

115. De 1958 à 1960, la Geological Survey Department (Service d'études géologiques) effectua des travaux de prospection de bauxite à grande échelle dans les collines de Gbonge et de Mekanji. Des géologues de l'ALCOA, de la Kaiser et de l'Aluminium - Industrie - Aktien ont prospecté la région.

a) Aluminium - Industrie - Aktien - Gessalchaft (qui deviendra plus tard la Swiss Aluminium Ltd. (Alusuisse))

116. A l'origine, cette société détenait un permis de recherches exclusif spécial n°2037 qu'elle a rendu lorsque lui fut délivré, le 31 octobre 1961, un autre permis du même genre n°2042. En 1963, ce permis fut transformé en un bail minier dont les termes sont définis dans l'annexe de la Bauxite Mineral Prospecting and Mining Agreement (1961) Ratification Act. (1962).

b) Alusuisse

117. Alusuisse incorpora une de ses filiales sierra-leonniennes qu'elle possédait entièrement, la Sierra-Leone Ore and Mine Company Limited (SIEROMCO), pour prospecter, évaluer et exploiter les gisements de bauxite de la région de Mekanji. Ultérieurement, la SIEROMCO obtint d'autres permis de recherches exclusifs spéciaux et en 1972 elle détenait cinq permis couvrant les gisements de bauxite dans la région de Mekanji - Gondama ainsi que d'autres permis pour les gisements de Port Loko qu'elle envisage maintenant de mettre en valeur pour approvisionner une usine d'alumine dont la construction est prévue dans la région.

B. Profil des sociétés transnationales opérant au Ghana

1. Kaiser Aluminium and Chemical Corporation

118. Du point de vue du volume des investissements, la Kaiser, avec les 90 p. 100 du capital social qu'elle détient dans la fonderie VALCO, est la société transnationale la plus importante opérant dans l'industrie de l'aluminium au Ghana.

119. La Kaiser est enregistrée dans le Delaware mais a son siège social à Oakland, Californie (E.U.). Ses activités portent sur tous les aspects de l'industrie de l'aluminium, de l'extraction du minerai à la fabrication et la vente des produits finals par le biais d'une filiale qui lui appartient en totalité, la Kaiser Trading, que l'on retrouve également dans la commercialisation d'autres produits : elle fabrique en outre des produits chimiques agricoles, des réfractaires, des produits chimiques industriels et investit dans l'immobilier 20/.

120. La Kaiser Engineering, une filiale à laquelle furent confiés les travaux de consultation sur le barrage d'Akosoimbo ainsi que sur la construction et les travaux d'extension de la fonderie VALCO, a été vendue maintenant au Groupe Raymond, bien qu'elle continue ses activités sous la même appellation. La Kaiser Engineering, l'ancienne société mère, et la Klockner Industrie Amlagen d'Allemagne de l'Ouest furent engagées pour construire sur l'île de Bintan, dans l'archipel de Rian, en Indonésie, une usine de production d'alumine d'une capacité de 600 000 tonnes 21/.

121. La Kaiser a 35 filiales, dont les plus importantes pour le Ghana sont l'Aluminium Parters of Jamaica, dans laquelle la Kaiser tient 35,5 p. 100 des intérêts et qui est une copropriété avec l'Anaconda et le Reynolds, et la Queensland Alumina Limited, dans laquelle la Kaiser détient 28,3 p. 100 des intérêts et 13,6 p. 100 en plus grâce à ses intérêts dans la Comalco of Australia. Les autres actionnaires de la Queensland Alumina Limited sont l'Alcan, Pechiney Ugine Kuhlmann et la Conzinc Riotinto of Australia Limited.

122. La Comalco est une copropriété de la Kaiser, Conzinc Riotinto of Australia Limited, avec une participation de 10 p. 100 de particuliers australiens. Les fonderies de la VALCO ont été approvisionnées en alumine en provenance de Queensland, de la Jamaïque et d'autres exportations de la Kaiser en Louisiane. aux Etats-Unis.

123. La capacité de production de la VALCO représente 22,7 p. 100 de la capacité mondiale annuelle nominale de fonte de l'aluminium primaire de la Kaiser 22/.

20/ U.S. Securities and exchange Commission, "10-K Report on Kaiser Aluminium and Chemical Corporation", a Delaware Corporation, pour l'exercice s'achevant au 31 décembre 1977.

21/ Financial Times, 4 septembre 1981.

22/ U.S. Securities and exchange Commission "10-K Report on Kaiser Aluminium and Chemical Corporation" op.cit.

2. Reynolds Metals Company

124. La Reynolds est enregistrée dans le Delaware et a son siège social à Richmond, en Virginie, Etats-Unis. C'est une société à intégration verticale de production de lingots d'aluminium primaire. Elle pousse davantage la transformation de l'aluminium primaire pour produire une variété de produits : feuilles d'aluminium, plaques, extrusion, profilés, tubages, tiges et barres, poudre et pâte et autres produits finals tels que boîtes à boissons, feuilles d'aluminium Reynolds, feuilles pour usages domestiques, fils et câbles, feuilles d'emballage imprimées et matériaux de construction.

125. La distribution de ses produits en rapport avec l'industrie se fait principalement au moyen de la vente directe des usines de manufacture aux convertisseurs, fabricants et distributeurs tandis que les produits concernant les clients sont écoulés essentiellement par la vente aux distributeurs en gros et au détail ^{23/}.

126. La Reynolds a 16 filiales qui lui appartiennent entièrement aux Etats-Unis, au Venezuela, au Canada, en Belgique et à Panama. Il existe également 16 autres filiales et compagnies associées dans lesquelles elle a une participation inférieure à 100 p. 100. Celles-ci sont implantées dans les pays ci-après : Etats-Unis, Venezuela, Allemagne de l'Ouest, Espagne, Canada, Mexique, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Italie et Ghana.

127. En ce qui concerne le Ghana, les principales filiales et agences de la Reynolds sont les suivantes :

a) Aluminium Partners of Jamaica : elle approvisionne les fonderies de la VALCO en alumine. La Reynolds y détient 36,5 p. 100 des intérêts et en assure actuellement la gestion pour le compte de la Partners;

b) La British Aluminium Company : les intérêts de la Reynolds dans cette société sont d'environ 48 p. 100. C'est à cette société qu'appartenait entièrement les mines d'Awaso jusqu'à la prise de participation de l'Etat en 1973. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, la compagnie a vendu des intérêts dans la British Aluminium à d'autres entités britanniques. L'autre actionnaire important dans cette société est la Tube Investments, un conglomérat de sociétés métallurgiques de taille relativement modeste spécialisées dans la fabrication de tubes en acier, de bicyclettes et divers autres produits en métal;

^{23/} U.S. Securities and Exchange Commission 10-K Report on Reynolds Metals Company, a Delaware Corporation, exercice achevé au 31 décembre 1977.

c) La Volta Aluminium Company : La Reynolds y détient 10 p. 100 des intérêts. Cela représente 1,7 p. 100 de la capacité mondiale de production d'aluminium primaire de la société.

3. Volta Aluminium Company (VALCO)

128. Le principal intérêt des sociétés Kaiser et Reynolds au Ghana, à l'heure actuelle, est la VALCO. Un résumé de l'évolution de la situation financière de la VALCO depuis sa création en 1976 figure au tableau 7. La production commerciale a démarré en mars 1967, avec une capacité nominale de 110 000 tonnes et un investissement initial de 120 millions de dollars. La société a connu deux périodes d'expansion : l'une ayant commencé en juin 1972 et l'autre en mars 1977, ce qui en a porté la capacité de production à 200 000 tonnes. Les travaux d'expansion avaient coûté 20 millions et 61 millions de dollars respectivement pour la première et la seconde phases.

129. La méthode de financement de l'investissement initial et des travaux d'expansion ultérieure mérite que l'on s'y arrête quelque peu. Alors que l'investissement initial était entièrement financé par des sources extérieures, les travaux d'expansion, quant à eux, étaient dans les deux cas, financés par des sources locales. Dans le cas des sociétés qui sont réellement obligées, en vertu des dispositions d'un quelconque arrangement, de vendre toute leur production sur les marchés étrangers, les pays hôtes qui connaissent des problèmes de devises devraient rechercher la possibilité de financer à partir de sources locales les éléments des projets dont le financement est libellé en monnaie locale si le taux des intérêts prélevés est supérieur au taux moyen de l'inflation durant la période de remboursement. Outre les commissions bancaires qui échoient au pays, une portion des intérêts augmente aussi le volume des recettes de devises du pays hôte.

130. La valeur comptable des immobilisations de la VALCO en 1980 était de 134 970 000 dollars, contre 115 073 164 en 1967. Les recettes proviennent essentiellement des péages qui, de 11 564 731 dollars en 1967, se sont accrues à 160 194 000 dollars en 1980. La VALCO devait payer des taxes à l'Etat ghanéen en 1977, mais elle ne s'en est acquittée qu'en 1980 pour le compte de l'exercice fiscal de 1979 et, ce, à cause des pertes financières qu'elle avait subies par suite des coupures de courant en 1977 et 1978. Ces taxes furent reportées et ajoutées au montant de l'impôt dû par la compagnie au cours des années ultérieures. Le montant de la taxe à laquelle la VALCO était assujettie en 1979 et 1980 était respectivement 17 711 000 et 8 966 000 dollars. Les sommes imposables figurant dans le tableau 7 représentent l'assujettissement à l'impôt des actionnaires une fois leurs dividendes rapatriés aux Etats-Unis.

131. Les gains rapatriés aux Etats-Unis par les mandants de la VALCO pendant la période où cette société jouissait d'une exonération temporaire d'impôt devinrent assujettis au prélèvements d'impôts américains. Cela soulève un point important dont les pays en développement doivent tenir compte lors de leurs négociations d'accords avec les sociétés transnationales. Si les pays en développement doivent

renoncer à des taxes qui, plutôt que de profiter directement aux sociétés opérant dans leurs territoires, doivent aller gonfler les recettes du fisc de leurs pays d'origine, alors ils devront, dans ce cas, refuser d'accorder de telles concessions et, mieux, aligner le taux des impôts en vigueur dans le pays hôte sur celui du pays d'origine de la société si ces taux sont plus élevés dans le premier cas.

132. La VALCO offre un nombre substantiel d'emplois dans la ville de Tema et a sensiblement réduit, au fil des ans, le nombre des expatriés qu'elle employait. En 1978, sur les 324 agents de maîtrise de la société 54 seulement étaient des expatriés. La main-d'oeuvre totale se chiffrait à 1849 personnes et aucun employé parmi les 1525 n'appartenant pas à la catégorie des agents de maîtrise n'était expatrié 24/.

24/ Employés de la VALCO

a) Pendant la construction

	<u>Ghanéens</u>	<u>Expatriés</u>	<u>Total</u>
1964	12	5	17
1965	23	8	31
1966	400	102	502

b) Durant la période opérationnelle

	<u>Ghanéens</u> <u>Agents de maîtrise</u>	<u>Employés simples</u>	<u>Expatriés</u>	<u>Total</u>
1967	93	1417	173	1683
1968	121	1519	147	1787
1969	139	1483	130	1752
1970	173	1698	123	1994
1971	179	1544	96	1918
1972	194	1683	80	1957
1973	243	1680	51	1974
1974	251	1794	57	2102
1975	269	1848	53	2170
1976	283	2134	54	2471
1977	304	2215	53	2572
1980	270	1525	54	1849

Les chiffres représentent le nombre d'employés à la fin de chaque année.

Tableau 7. Résumé des flux comptable de la Volta Aluminium Company

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Actifs									
Immobilisations	115 073 164	112 648 376	108 403 475	112 006 219	119 004 219	117 097 466	111 654 943	109 936 212	136 000
Fonds de roulement	14 750 624	11 719 230	15 784 797	20 494 908	23 940 656	24 298 937	21 864 124	32 885 092	36 460
Compte des pertes et profits									
Revenu	11 564 731	35 021 983	36 881 984	37 878 963	37 148 691	44 128 066	44 975 980	62 293 623	68 514
Coût des ventes	6 769 938	19 740 066	18 710 503	22 669 385	22 447 890	25 227 527	28 880 688	32 290 459	40 287
Intérêts	2 645 032	5 693 916	5 592 147	5 284 170	5 103 786	5 889 000	4 895 760	4 060 469	4 030
Dépenses générales et administratives	366 028	619 403	773 034	828 479	906 039	937 256	889 158	939 376	1 070
Amortissement	2 453 764	4 700 659	4 783 909	4 793 477	4 859 070	5 311 386	5 782 584	5 704 083	5 688
Bénéfices	(670 031)	4 267 939	7 022 391	4 303 452	4 065 935	8 554 884	4 527 790	18 998 234	17 430
Taxes	-	-	-	-	-	-	1 682 934	7 679 692	7 050
Revenus net après impôts	-	-	-	-	-	-	2 844 856	11 319 542	10 380
Emprunts	94 394 912	97 426 692	92 610 322	87 532 115	85 834 361	77 121 805	70 904 711	64 405 889	76 620

Source : Documents comptables de la Volta Aluminium Company.

4. Ghana Bauxite Company Limited

133. Cette société est un copropriété de la British Aluminium Company et l'Etat ghanéen qui en détiennent respectivement 45 et 55 p. 100 du capital social. La British Aluminium Company n'a pas d'autres intérêts connus au Ghana; mais en Afrique de l'Ouest elle détient 10 p. 100 des intérêts de l'usine d'alumine de la Guinée. Par l'intermédiaire de son principal actionnaire, la Tube Investment Limited, elle est associée aux Raleigh Industries (Nigéria) Limited.

134. Le tableau 8 est un résumé du bilan comptable de la compagnie pour les exercices 1974-1978. Les immobilisations qui étaient au niveau élevé de 899 570 cédis en 1975 sont tombées à 707 490 cédis en 1977. Durant cette période, il y a eu très peu d'acquisition de matériel nouveau ou de remplacement à cause des restrictions en matière d'allocation de devise. L'image que donne une telle situation est également déformée à cause des dévaluations du cedi au cours de cette période, en ce qui concerne surtout les immobilisations déclarées pour 1978 lorsque le monnaie avait subi une dévaluation massive: une quantité supplémentaire de devises, aussi faible soit-elle, ajoutait plusieurs cédis à la valeur de ces immobilisations.

135. Si l'on en juge par le bilan comptable, il semblerait que les exportations de bauxite se sont accrues dans des proportions appréciables en 1978, ce qui ne fut point le cas. Cette valeur importante attribuée à la bauxite exportée tient à une dévaluation massive de la monnaie en 1978; en fait, les exportations avaient régulièrement baissé au contraire à cause des difficultés rencontrées dans le transport par train et, à l'heure actuelle, les affaires sont au creux de la vague. 25/. Devant les mauvaises performances de cette société, le Gouvernement avait dû exonérer la société du paiement des redevances jusqu'en juillet 1977. Et même à partir de cette date, elle ne devait payer que 3 p. 100 de redevances au lieu du taux maximum de 6 p. 100. L'accord originellement conclu entre les chefs de la région et la British Aluminium Company ne prévoyait le paiement d'aucune redevance, cela-ci n'ayant été introduit que lors des négociations en vue de la participation de l'Etat aux activités de la société afin d'accroître les recettes qu'en tirait le pays hôte.

^{25/} Le volume des exportations réelles de bauxite, en tonnes pour les années 1974 à 1978 se décomposent comme suit :

<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>
410 630	352 703	267 681	234 988	261 619

136. Du point de vue création d'emplois, la société offre de modestes 26/ possibilités; elle joue cependant un rôle très important pour la région d'Awaso où elle est de loin l'employeur le plus important de personnel salarié. Par contre, son rôle à cet égard est insignifiant dans la ville portuaire de Takoradi d'où sont expédiées les exportations.

^{26/} Le tableau ci-après montre la composition des employés de la société ainsi que leur répartition par catégories professionnelles.

	Cadres supérieurs et personnel de gestion		Autres employés	Total
	Expatriés	Ghanéens	Personnel qualifié et person- nel non qualifié Ghanéens	
1971	15	12	516	543
1972	16	14	522	522
1973	14	15	515	544
1974	13	20	513	546
1975	8	23	464	495
1976	7	200	452	479
1977	6	22	444	472
1978	6	23	471	500

Tableau 8. Résumé du bilan comptable de la Ghana Bauxite Company

	1974	1975	1976	1977	1978
<u>Avoir</u>					
	1 804 190	1 899 570	1 832 776	1 707 490	1 775 616
Actif disponible	(227 061)	32 946	157 622	460 372	1 548 816
<u>Compte des pertes et profits</u>					
Recettes des ventes	3 838 912	4 737 859	3 678 567	3 614 204	8 523 821
Autres recettes	408 672 ^{1/}	160 714 ^{1/}	102 590 ^{1/}	(45 128) ^{2/}	910 473
Coûts des ventes	3 055 134	3 095 282	2 623 381	2 400 957	4 928 641
Dépenses courantes et frais de distribution	1 113 082	1 272 673	1 167 396	1 335 274	2 026 226
Profits # (pertes)	79 368	530 618	(9 620)	(167 155)	2 479 427
Impôts	52 817	177 431	50 870	(115 494)	1 320 932
Bénéfices nets	26 551	353 187	57 187 ^{3/}	179 670 ^{4/}	1 150 495
Emprunts (découvert)	1 509 908	830 590	1 213 038	1 490 335	

Source : Documents comptables de la Ghana Bauxite Company.

Notes :

^{1/} La rubrique "autres recettes" inclut les différences de taux de change, les intérêts, la réévaluation des stocks, la vente des déchets et bocages etc.

^{2/} Paisse due essentiellement aux pertes au change.

^{3/} Ces bénéfices sont dus à un poste exceptionnel (Ø 118 431), à savoir les économies réalisées par suite de la signature d'un nouveau contrat de gestion.

^{4/} Bilan positif uniquement parce que l'Etat a renoncé à ses droits sur les redevances, qui s'élevaient à Ø 231 331 après impôts.

5. Ghana Aluminium Products Limited

137. Cette société, on l'a vue plus haut, appartient à 60 p. 100 à l'Alcan Aluminium Limited of Canada (ALCAN). Cette dernière n'a actuellement aucun autre intérêt au Ghana. On trouvera dans le tableau 9 le compte des actifs et pertes et profits de cette société. La valeur des immobilisations de la Ghana Aluminium Products Limited, qui était de 180 668 cédis en 1966 est passée à 920 585 cédis en 1980 et elle dispose maintenant d'infrastructures de manufacture d'une large gamme de produits en aluminium. La société doit la réussite qu'elle connaît actuellement surtout à sa versatilité et à la gamme de produits dans la manufacture desquels elle peut se tourner pour améliorer ses ventes.

138. Le chiffre de ses ventes s'est accru de 2 197 080 cédis à 3 317 369 cédis entre 1966 et 1980. Cet accroissement de la valeur des ventes durant les quatre dernières années du tableau reflète dans une certaine mesure, les capacités de la société; cependant, la rareté des matières premières nécessaires pour ses activités due aux restrictions en matière de disponibilité de devises - a eu pour conséquence la sous-utilisation de la capacité de production, problème chronique qui, du reste, se pose à toutes les sociétés manufacturières au Ghana.

139. Les taxes, qui sont essentiellement des impôts sur les sociétés, figurent au tableau 9. La société ne paye aucune redevance car de tels prélèvements ne s'appliquent pas aux sociétés manufacturières. Nous n'avons pas pu vérifier si les droits de licence étaient payés à l'ALCAN ou à toute autre société pour un quelconque produit particulier, mais compte tenu de la gamme de ses produits, le doute est permis.

140. En 1978, le Ghana Aluminium Products employait 226 personnes dont 3 seulement n'étaient pas ghanéens 27/.

27/ Ghana Aluminium Products

Personnes employées (fin d'année) : Administration, Personnel,
Vente et services comptables.

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Postes de direction + Postes de responsabilité Ateliers	13 55	14 61	15 69	17 75	18 77	18 79
Postes de direction (Ghanéens) (Expatriés)+	4 1	6 2	8 1	12 2	11 2	12 2
Ouvriers qualifiés/ semi qualifiés	90	121	136	145	145	151
Ouvriers	3	3	3	3	3	3
Total (Ghanéens) (Expatriés)+	157 2	205 3	233 2	252 3	245 3	263 3
Total général	159	208	235	255	248	266

⁺ Y compris le Directeur général, un expatrié.

Tableau 9. Résumé du bilan comptable de la Ghana Aluminium Products

	1966	1967	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<u>Avoirs</u>									
Immobilisations	180 688	165 198		501 733	711 730	919 664	882 769	953 577	920 585
Actifs disponibles	2 415 879	1 415 544	5 089 917	3 493 908	4 262 942	9 001 920	10 635 306	14 727 712	15 640 858
Total	2 489 547	1 580 742	5 489 831	3 995 681	4 974 672	9 921 584	11 516 075	15 681 289	16 561 443
<u>Compte de pertes et profits</u>									
Revenu	2 197 085	2 060 768	4 925 554	5 593 202	5 395 480	10 561 834	6 910 073	11 556 157	13 317 369
Coût des biens vendus	1 867 072	1 677 735	3 784 889	4 077 223	3 918 359	7 915 144	4 876 689	8 180 479	10 962 430
Intérêts									
Depenses courantes)									
Frais	154 188	133 955	686 638	727 625	656 956	774 997	848 765	1 330 969	1 242 165
Amortissement									
Bénéfices	351 042	401 153	459 762	853 547	840 968	1 917 161	1 229 134	2 082 513	1 125 935
Impôts	103 513	128 493	240 217	505 644	478 690	961 448	626 972	1 015 920	569 525
Bénéfices nets	93 341	138 705	219 545	346 903	352 278	995 713	602 162	1 066 593	556 410
Emprunts (découvert)		152 233	2 286 363	1 595 986		1 595 986	5 412 110	6 209 769	10 182 941

Source : Documents comptables de la Ghana Aluminium Products.

C. Profil des sociétés transnationales opérant en Sierra-Leone

1. Aluminium Company of Switzerland (Alusuisse)

141. Alusuisse est la société mère de la SIEROMCO; tous les travaux de prospection de bauxite initialement entrepris en Sierra-Leone pour le compte de la SIEROMCO étaient effectués par cette société qui s'appelait alors Aluminium - Industrie - Aktein- Gessellschaft.

142. Alusuisse, l'une des six premières sociétés transnationales du monde occidental, fut fondée en 1888 en Suisse et compte aujourd'hui 107 filiales et agences dans le monde. Au nombre de ces filiales et agences figurent :

- les usines Martinswerk, en République fédérale allemande, qui produisent du gallium et de l'alumine à partir de la bauxite sierra-léonienne;
- la Consolidated Aluminium Corporation, une société de fonte de l'aluminium et de manufacture de produits en aluminium, implantée au Etats-Unis; et
- La Swiss Aluminium Australia Ltd., actionnaire dans la Nabalco, la société à laquelle appartient l'usine de production d'alumine de Gove ainsi que ses infrastructures secondaires d'extraction de la bauxite dans le territoire septentrional de l'Australie. Alusuisse a d'autres intérêts en Afrique, au Nigéria, en Guinée et au Zaïre.

143. Alusuisse est une société de production d'aluminium entièrement intégrée qui détient des intérêts dans les industries chimiques, pétrochimiques, plastiques et de production d'énergie. Elle bénéficie également du soutien technique dans le domaine de l'ingénierie, fourni par ses filiales propres à cent pour cent que sont l'Alesa Alusuisse Engineering Ltd., basée en Suisse, et la Heyward-Robinson Company Inc., aux Etats-Unis.

144. Le tableau ci-après est un résumé de l'évolution de la situation financière de la société (en millions de dollars).

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Ventes consolidées	3613	3090
Capitaux propres avant déduction des bénéfices	1733	1628
Bénéfices nets	71	59
Cash Flow	296	269

145. En 1979, la société employait 43 490 personnes dans ses opérations à l'échelle mondiale.

146. La politique de diversification adoptée par Alusuisse vise à réaliser une moitié de ses recettes des ventes dans l'industrie de l'aluminium et l'autre moitié dans d'autres secteurs et à mener 50 p. 100 de ses activités aux Etats-Unis et 50 p. 100 dans le reste du monde.

147. Pour la Sierra-Leone, la plus importante filiale d'Alusuisse dont les activités ont quelque incidence sur celles de la SIEROMCO est le projet Gové qui, sur les 6,154 milliards de tonnes de bauxite et les 1,823 milliards de tonnes d'alumine qu'avait produites les activités d'Alusuisse à l'échelle mondiale, en 1979, avait contribué pour respectivement 5 millions et 1 millions de tonnes 28/.

2. Sierra-Leone Ore and Metal Company Limited 29/

148. La Sierra-Leone Ore & Metal Company (SIEROMCO), une filiale appartenant entièrement à l'Aluminium Company of Switzerland (Alusuisse), fut créée en 1961 pour exploiter les gisements de bauxite découverts en 1960 à Mankanji, dans le district de Moyamba, province australe de la Sierra-Leone.

149. Une concession minière fut accordée à la société dans la région en 1963; elle entrepris les travaux d'exploitation la même année. Trois autres baux, d'une durée de quinze ans, lui furent également accordées en 1970 et 1971 dans cette même région. En 1972, elle obtiendra un autre bail de prospection dans le district de Port Loko, dans la province septentrionale.

150. Les gisements de Mankanji se trouvent dans une chaîne de collines délimitées approximativement par le district de Moyamba au nord et le fleuve Sewa au sud. Ce minerai contient en moyenne 55 p. 100 d'alumine et 4 à 5 p. 100 de silice réactive. On estime à 48,5 millions de tonnes les réserves de ces gisements.

28/ Alusuisse Worldwide: une publication d'Alusuisse.

29/ Profile de la SIEROMCO d'après le Report on TNC activity in Bauxite Industry of Sierra-Leone (Rapport sur les activités des sociétés transnationales dans l'industrie de la bauxite en Sierra-Leone). Document de travail n° 7, octobre 1979, du Groupe mixte CEA/CST des sociétés transnationales.

Tableau 10. Production, exportation et valeur de l'aluminium de la SIEROMCO

Année	Production (en millions de t.)	Volume des exportations (en millions de t.)	Valeur (en millions de leones)	Valeur unitaire (en leone)
1964	151	127	407	3,20
1965	202	173	579	3,34
1966	268	240	775	3,23
1967	337	329	1 054	3,20
1968	425	463	1 481	3,20
1969	447	412	1 319	3,20
1970	436	386	1 536	3,98
1971	581	552	2 516	4,56
1972	681	683	3 175	4,65
1973	693	652	3 481	5,34
1974	682	729	4 081	5,60
1975	716	609	3 616	5,93
1976	652	569	4 882	8,58
1977	725	804	7 886	9,81

Source : Bank of Sierra-Leone, Etude économique et tendances économiques

151. La production a démarré en septembre 1963 au rythme d'environ 10 000 tonnes par mois. Le volume de la production qui, en 1964, était à peine de 130 000 t. par an, est passé à presque 450 000 t. en 1970. De 1971 à 1975 le volume moyen de la production était de 672 000 t. et avait atteint le niveau record de 716 000 t. en 1975. En 1976, la production était tombée à 652 000 t. pour remonter l'année suivante à 700 000 tonnes.

152. On a également noté un accroissement soutenu du volume des exportations, passant de 127 000 t. en 1964 à un niveau record de 463 000 t. en 1968. Mais ce niveau tombera à 412 000 t. et 386 000 tonnes respectivement en 1969 et 1970. De 1971 à 1977, le volume des exportations de bauxite avait oscillé autour de 657 000 tonnes en moyenne. La valeur des exportations s'est accrue de 407 000 leones en 1964 à juste un peu moins de 1,5 million leones en 1968. Durant la période 1971-1977 on avait enregistré une valeur moyenne de 4,2 millions de leones.

153. Les renseignements disponibles sur les recettes et dépenses de la SIEROMCO, ainsi qu'ils ont été fournis par le Bureau central de la Statistique, portent sur la période 1970-1977. Les recettes d'exportation totales se sont accrues de 286 p. 100. A l'exception d'autres recettes d'opérations courantes non expliquées, d'un montant de 10 366 leones en 1970, les recettes d'exploitation totales sont passées de 1,97 million de leones réalisées sur les ventes à 6 120 leones en 1976 pour tomber à 2 000 leones en 1977.

154. Quant aux dépenses d'exploitation, elles ont subi une augmentation de 276 p. 100, passant ainsi de 1,93 million à 7,24 millions de leones en 1977. Ces dépenses ont porté, pour l'essentiel, sur les salaires et traitements, l'achat d'explosifs, de carburant, les factures d'électricité, les travaux de réparation et d'entretien des bâtiments et du matériel. Les chiffres donnés pour les dépenses d'exploitation ne comprennent pas les impôts prélevés sur les revenus de la société; les loyers et les redevances y sont par contre inclus. En outre, la société a engagé des dépenses d'équipement pour les travaux de prospection, la construction de bâtiments, de routes, de ponts, la mise en place de lignes de transmission, le transport et l'acquisition d'autres matériels. Le montant de ces dépenses était de 668 leones en 1973, 920 947 leones en 1974, 1,0 million leones en 1975, 248 464 leones en 1976 et 1,68 millions leones en 1977. La société a jouit d'une exonération de 1963, année de début de ses opérations, à 1971. Les taxes payées à compter de cette dernière date figurent au tableau 11 b). On trouvera au tableau 12 les chiffres disponibles concernant les paiements de redevances et loyers de 1966, année où ils ont été réunis sous la même rubrique, à 1977, lorsqu'ils furent dissociés.

Tableau 11. a) Dépenses d'exploitation de la SIROMCO, 1967-1974

Année	Montant total des dépenses (en leones)	Salaires/Traitements et bénéfices (en leones)	Achats de matériaux et services (y compris droits de douanes, redevances taxes) (en leones)
1967	1 045 000	326 900	718 100
1968	1 170 000	371 900	798 100
1969	1 360 000	455 300	904 700
1970	2 180 000	514 500	1 665 500
1971	2 155 000	586 900	1 568 100
1972	2 350 000	691 500	1 658 500
1973	2 802 000	851 100	1 950 900
1974	3 240 000	959 600	2 380 400

Source : Lettre du directeur des finances de la SIROMCO en date du 3 juillet 1975, adressée au Secrétaire permanent du Ministère des mines.

b) Impôts et taxes payées par la SIROMCO, 1971-1977

Année	Montant (en leones)
1971	1 486
1972	44 308
1973	54 497
1974	57 199
1975	104 783
1976	90 782
1977	177 670

Source : Comptes pertes et profits de la SIROMCO.

Tableau 12. Redevances et loyers payés par la SIEROMCO

Année	Redevances (en leones)	Loyer des concessions minières (en leones)
1966	37 656 (y compris le loyer des concessions minières)	
1967	52 512	862
1968	65 906	3 873
1969	65 729	3 433
1970	66 524	2 734
1971	85 615	2 949
1972	101 562	4 481
1973	107 570	4 949
1974	98 503	5 887
1975	190 694	9 416 ^{a/}
1976	173 379	22 731 ^{a/}
1977	253 696	26 307 ^{a/}

Source : Documents comptables de la SIEROMCO

^{a/} Données fournies par le Bureau central de la Statistique.

155. Le nombre du personnel embauché par la SIEROMCO s'est accru de 53 p. 100, passant ainsi d'une moyenne de 454 au début des opérations, en 1963, à une moyenne de 695 en 1969. Le nombre moyen d'employés s'est accru de 30 p. 100 entre 1970 et 1977, pour des chiffres correspondants de 952 et 1 243 respectivement. Les chiffres dont on dispose traduisent une chute du nombre des employés à 1 026 en 1975, chiffre qui est resté le même en 1976; il s'en est suivi une autre chute en 1977, qui en a abaissé le nombre à 895. Il n'a pas été possible de dire exactement quel fut le nombre des expatriés employés par la société pour chaque année, mais si l'on en croit une publication officielle, leur nombre serait de 22 en 1975. Il convient également de noter qu'en 1975, on commençait à exprimer une certaine préoccupation dans les milieux gouvernementaux devant le fait que depuis la création de la société aucun sierra-leonien à l'exception du chef du personnel n'y a occupé un poste clef 30/.

30/ La section 4 de l'annexe de la "Bauxite Mineral Prospecting and Mining Supplementary Agreement 1980 (Special Provisions) (Ratification) Act 1981 (Dispositions particulières de la loi ratifiée en 1981 relative à l'accord supplémentaire de 1980 sur la prospection et l'extraction de la bauxite) prévoit la nomination de membres du personnel de haut niveau dans la société. Voici les termes de cette dispositions:

4. Le Gouvernement, en application de sa politique d'indigénisation peut désigner des sierra-leoniens bien qualifiés pour nomination, par la société, aux postes de Directeur général adjoint, géologue en chef adjoint et de chef comptable-adjoint.

156. L'étude du tableau 13 ci-après montre que le capital fixe de la société s'est accru de 44 p. 100 entre 1963 et 1974, passant ainsi de 1,26 millions de leones à presque 7 millions de leones. Le taux d'amortissement durant la même période s'est accru de plus de 6000 p. 100, ce qui a eu pour résultat un taux de croissance de la valeur comptable nette de l'actif de 157,5 p. 100 seulement. En 1975 et 1976, le capital fixe a été réévalué compte tenu des évolutions de l'indice des prix à la consommation pour tous les produits au Royaume-Uni; un tel réajustement a doublé le coût du capital fixe de la société entre 1974 et 1975. Le taux de croissance de l'amortissement s'est accru de 18,2 p. 100 entre 1974 et 1975, contre 3,3 et 8,3 p. 100 pour 1976 et 1977 respectivement. La valeur comptable nette des avoirs a subi ainsi une baisse de 7 p. 100 entre 1975 et 1976 et 1976 et 1977.

Tableau 13. Immobilisations de la SIEROMCO^{a/} (en leones)

Année	Coût	Amortissement	Valeur comptable nette
1963	1 261 908	62 192	1 199 716
1964	1 768 383	311 204	1 457 179
1965	1 867 639	683 227	1 184 412
1966	2 366 722	1 001 245	1 365 477
1967	2 183 984	1 000 636	1 183 348
1968	2 474 000	1 335 372	1 138 649
1969	3 136 483	1 708 812	1 427 671
1970	3 942 873	2 124 967	1 817 906
1971	4 458 741	2 416 674	2 042 067
1972	5 533 350	2 937 395	2 395 954
1973	5 971 727	3 267 427	2 704 300
1974	6 892 675	3 803 937	3 088 738
1975 b/	13 486 847	8 314 785	5 172 062
1976 b/	14 635 188	9 825 414	4 809 774
1977	15 113 615	10 643 636	4 469 979

Source : Documents officiels et rapports annuels de la SIEROMCO.

a) Les immobilisations sont classées en plusieurs rubriques, à savoir: Bâtiments industriels, routes, logements et équipements du personnel, outillages et machines, véhicules, chaloupes et péniches, mobiliers et matériel, permis de recherches et baux miniers.

b) L'on n'a pas pu savoir au juste pourquoi le Gouvernement avait permis à la société de procéder à une réévaluation de ses avoirs en 1975 et 1976. Une réévaluation à la hausse à prix courants des actifs peut certes être autorisée; cependant, la réévaluation globale des actifs à leur valeur de remplacement contribue au gonflement des fonds d'amortissement dont dispose la société, surtout si l'on tient compte de la plus value lors du calcul des amortissements fiscaux. En outre, dans les cas où le pays hôte souhaite verser sa part du capital social afin de participer aux activités de la société, il se rendra compte qu'il devra payer ses actions plus cher s'il évalue l'importance de la société sur la base de la valeur qui en est donnée dans les documents comptables aux fins de fiscalité, valeur habituellement acceptée et par les sociétés et par les pays hôtes pour de telles transactions.

CHAPITRE V

NATURE DES ACCORDS DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

157. Afin de mieux appréhender les évolutions qui ont marqué la position de négociation du Ghana dans l'histoire de l'industrie de l'aluminium, il convient d'étudier les premiers accords négociés entre les chefs et les populations des divers districts de ce qui était alors le Gold Coast, l'Accord cadre de la VALCO, négocié pendant l'indépendance, et qui était l'aboutissement du plan visant à intégrer ce secteur industriel ainsi que l'accord auquel avaient abouti les négociations en vue de la participation de l'Etat dans l'industrie de la bauxite au Ghana.

158. On trouvera, plus loin dans le présent document, une analyse similaire des accords sierra-leoniens permettant de suivre les efforts déployés par le Gouvernement de ce pays en vue de l'expansion de cette industrie et de l'accroissement des recettes qu'il en tire. L'intérêt qu'il manifeste pour une transformation plus poussée de la bauxite ainsi que la résistance opposée à la participation de l'Etat par les sociétés transnationales opérant dans le pays ont amené le Gouvernement à adopter une mesure ambivalente, sur laquelle nous reviendrons lors de l'examen de l'Accord supplémentaire de 1980.

A. Premiers accords conclus au Ghana

1. Accord portant sur le gisement de bauxite d'Awaso

159. Le premier accord relatif à ce gisement de bauxite ^{31/}fut signé le 27 août 1928 entre :

"Amanhene Kofi Adjaye de Lefwi Anwhiaso et Safuhin Kwamin Amponsah d'Awaso dans la province occidentale de la Colonie du Gold Coast, avec le consentement et l'approbation de leurs sous-chefs, notables et conseillers principaux et tous ceux dont l'assentiment et l'approbation sont, en vertu du droit coutumier indigène, nécessaires ou opportuns pour donner effet à l'"accord" liant irrévocablement les populations de Sefwi Anwhiaso et d'Awaso, les bailleurs, et

"La British Aluminium Company Limited - les locataires à bail., une société constituée en Angleterre et dont le siège social se trouve à Adelaide House, King William Street, City of London E.C., Angleterre."

^{31/} Contrat Synallagmatique No. 536/1928.

160. De cet accord, on retiendra surtout les dispositions ci-après.

161. Les bailleurs cèdent aux locataires à bail, pour une durée de 99 ans à compter de la date de signature du contrat synallagmatique, toute la région minière renfermant de la bauxite (d'une superficie d'environ 5 miles carrés y compris les Monts Kanaiyeribo et Inchinniso) décrite dans une annexe au contrat; la société jouissant de la liberté totale et des pleins pouvoirs de:

a) Prospector, trouver, exploiter, extraire, transformer, rendre vendable et emporter toute découverte de bauxite, or, diamant, pierres précieuses, huiles minérale, charbon et autres minerais de métaux et substances minérales;

b) S'approprier, emporter, disposer de ladite bauxite et des autres substances minérales ainsi découvertes;

c) Abattre, emporter, utiliser et disposer de tous bois et arbres à toute fin en rapport avec les travaux mentionnés plus haut;

d) Mettre en place ou construire toutes lignes de chemins de fer, toutes voies d'eau, tous édifices, tous moteurs, toutes machines et toute autre chose;

e) Creuser tous puits et forages, effectuer tous travaux de dénivellation et de creusage de galeries à flanc de coteau et de trous d'évent, construire des chemins de fer pour tramways, de mine ainsi que toutes autres routes et prendre, utiliser les quantités de bois, de calcaire et autres substances nécessaires pour entreprendre de telles constructions, mettre en place les clôtures et effectuer tous autres travaux;

f) S'approprier, utiliser et détourner tous cours d'eau et utiliser tout ce périmètre pour déposer les minerais, des ordures, les amas de déblais ainsi que toutes autres choses;

g) Et, d'une façon générale, agir de toute autre manière et faire toutes autres choses jugées nécessaires ou convenables pour l'exploitation de ladite bauxite et autres gisements de minerais, sauf que :

- i) si des exploitations agricoles ou des plantations situées dans une quelconque partie de terres concédées venaient à être endommagées la société verserait aux bailleurs ou à tout autre propriétaire (ou aux propriétaires) de l'exploitation agricole ou de la plantation une indemnisation juste (en cas de différend, le montant de l'indemnisation sera déterminé par arbitrage en application des lois de la Gold Coast Colony);

- ii) les bailleurs, ainsi que toutes les personnes autorisées par eux et qui sont habitants d'Anwhiaso et d'Awaso, auront le droit de changer de champs de culture, de couper du bois de chauffage, de ramasser des escargots, de chasser et de prendre du gibier au piège à condition que de telles activités ne portent pas atteinte au fonctionnement de la société.

162. Pour toutes ces concessions, la société a accepté ce qui suit :

- a) Verser aux bailleurs une contrepartie de 2 500 livres sur délivrances d'un Certificat de validité par l'autorité compétente de la Gold Coast Colony;
- b) Payer, avant le commencement des travaux d'extraction, un loyer annuel de 24 livres (partagé proportionnellement pour les périodes inférieures à un an) par traites semestrielles égales de 12 livres;
- c) Lorsque les travaux d'extraction commenceront, un loyer annuel de 150 livres (partagé proportionnellement pour les périodes inférieures à un an) sera versé par la société par tranches trimestrielles égales de 37 livres 10 shillings jusqu'à ce que la société réalise 10 p. 100 de bénéfices;
- d) Le loyer à payer sera d'un montant de 250 livres payables par versements trimestriels de 62 livres 10 shillings comme ci-dessus lorsque le taux des bénéfices réalisés se situe entre 10 et 15 p. 100;
- e) Lorsque le pourcentage des bénéfices sera supérieur à 15 p. 100, le loyer sera alors de 300 livres payables en versements trimestriels de 75 livres. Une disposition de l'accord prévoyait, en revanche, de rabaisser le montant du loyer à des niveaux plus bas lorsque les bénéfices baisseraient. Cela ne s'appliquerait exclusivement qu'à la mise en valeur de la bauxite;
- f) La société remettrait aux bailleurs tous bijoux en or façonné qu'elle découvrirait lors des travaux d'extraction minière.

163. La société pourrait, pour une raison quelconque, mettre fin à l'accord en donnant un préavis écrit de trois mois ou, à défaut, en payant trois mois de loyer. Toutefois, les bailleurs ne peuvent rentrer en possession de la concession que si la société ne s'acquiesce pas du paiement du loyer dû après que les bailleurs lui aient adressé, par écrit, un préavis de trois mois. Aucune disposition n'est prévue permettant aux bailleurs de renoncer aux trois mois de loyer pour reprendre immédiatement possession de la concession pour défaut de paiement de la part de la société ou lorsque celle-ci enfreint des dispositions de l'accord autres que celles relatives au paiement du loyer.

164. Une autre disposition était prévue dans l'accord, garantissant qu'il est entendu que le chef et les notables avaient, au préalable, consulté toutes les personnes qui pourraient ultérieurement prétendre avoir quelque intérêt dans la concession et que la société sera autorisée à fonctionner sans que qui que ce soit ne la perturbe, à condition qu'elle se conforme aux obligations qui lui incombent en vertu de l'accord.

165. Etant donné qu'aucune disposition n'était prévue en vertu de laquelle la société, en cas de déménagement, est tenue de remettre la concession dans son état d'origine ou de la rendre propre à une utilisation plus productive, elle pouvait donc déplacer ses machines et déplacer ou démolir ses bâtiments à loisir. Les bailleurs étaient également convenus de réserver la terre ainsi concédée à la société à l'utilisation exclusive de celle-ci et se sont engagés à ne permettre à aucune autre société d'y entreprendre des travaux d'extraction minière, même des minéraux que la société locataire n'exploiterait pas.

166. Une clause autorisant la société à céder et à transférer ses obligations en vertu du contrat de bail à des tierces parties ne prévoyait pas l'assentiment des bailleurs ni ne préservait les obligations de la société en vertu du contrat de bail. Ces obligations, évidemment, seraient transférées au cessionnaire mais sans qu'il n'y ait une quelconque voie juridique de poursuivre la société cédante en cas de défection du cessionnaire.

2. Accord portant sur le gisement de Nyinahin

167. Quelques temps après l'accord d'Awaso, un autre fut signé 32/le 13 septembre 1928 entre :

- .. les Omanhene et Kroutihene de Kuwasi et les Odikro de Uyinahin agissant aux noms de leurs peuples respectifs en tant que bailleurs, d'une part, et, d'autre part,
- la Fanti Consolidated Investment Limited, une société constituée en application de la Companies Acts England (loi sur les sociétés) et ayant son siège social au 19 Saint Swithins Lane, dans la cité de Londres, représentée par l'avocat John Deway McKay, dûment accrédité.

168. Bien que l'accord portait sur tous les minéraux et ne mentionnait pas spécifiquement la bauxite, c'était surtout les gisements de bauxite de Nyinahin qui avaient été découverts les premiers par la Geological Survey Department (Services de prospection géologique) de la Gold Coast d'alors et qui attirèrent la société dans la région. Les termes de cet accord étaient semblables à ceux de l'accord précédant et la région couverte, la même. Cependant, les arrangements financiers avaient été sensiblement améliorés. En ce qui concerne le loyer les dispositions ci-après étaient prévues :

32/ Contrat Synallagmatique N° 626/1928.

a) Avant le début des travaux d'extraction, la société devait payer un loyer de £ 10 par mille carré payable en versements trimestriels;

b) Lorsque les travaux d'exploitation commenceraient, le montant du loyer serait £ 25 par mille carré, soit 125 £ par an pour l'ensemble de la concession;

c) Durant la période d'exploitation, les bailleurs avaient droit à 5 p. 100 des bénéfices réalisés par la société.

3. Observations sur les accords

169. Ces accords sont de type traditionnel et n'étaient pas signés entre le Gouvernement et l'investisseur étranger mais plutôt entre des entités individuelles dans le pays hôte et les sociétés transnationales. Ils étaient signés à une époque où le pays hôte était une colonie de la métropole, pays d'origine des sociétés transnationales : l'objectif visé par la métropole à l'époque était d'assurer à ses propres industries un approvisionnement en matières premières. Dès lors les bailleurs ne pouvaient aucunement tirer une quelconque recette des relations industrielles telles que l'expédition par voie maritime et la commercialisation, ce qui aurait élevé le coût du produit aux locataires lorsqu'ils commenceraient l'exploitation des concessions minières.

170. Bien que les bailleurs n'eussent que trop peu d'information sur l'industrie de l'aluminium pour accroître leur pouvoir de négociation, il existe cependant entre ces deux accords des différences sensibles qu'il est intéressant d'examiner.

a) Arrangements financiers

i) Contrepartie

171. La contrepartie versée pour les terres de Kumasi était de £ 300 contre £ 2 500 pour celles des populations de Sefwi Anwhiaso et d'Awaso. Dans l'accord de Nyinahin il était prévu toutefois que la société paierait £ 500 au commencement des travaux d'exploitation, ce qui porte le montant total des paiements d'avance à £ 800, soit un peu moins du tiers du montant de la contrepartie versée dans le cas des Awaso.

172. Il y a lieu de considérer ces contreparties comme étant une indication du degré d'engagement de la société à entreprendre la réalisation du projet; cela étant, leur montant devrait être fixé aussi haut que possible, sans pour autant que cela ne compromette indûment la capacité financière de la société à mettre en valeur les ressources. Ces paiements sont décrits maintenant comme étant des "primes de signature" : quelque controverse existe quant à leur utilisation en tant que source de revenu pour les gouvernements, étant donné qu'elles peuvent restreindre

la capacité financière des petites sociétés, mais efficaces, dans l'accomplissement des obligations qui sont les leurs en vertu d'un contrat si leur montant est élevé. L'idéal serait que tous les paiements effectués à la signature avant le commencement des travaux de mise en valeur des ressources soient aussi faibles que possible, et qu'ils permettent également l'Etat de couvrir tous les coûts administratifs qu'il doit supporter pour satisfaire le contrat. A cela devrait s'ajouter l'élaboration qui doit être achevée dans un laps de temps donné, d'un programme détaillé de prospection et d'exploitation.

173. On ne doit pas oublier toutefois que tous ces fonds sont déductibles de la matière imposable et à la limite du taux d'impôt que l'Etat subventionne au bénéficiaire de la contrepartie. Si la concession appartient à l'Etat, dans ce cas, c'est tout simplement lui qui accorde une concession financière à la société à concurrence du montant des taxes prévues sur la contrepartie versée. Mais si le propriétaire de la concession minière est une entité autre que l'Etat, ce dernier devrait veiller à ce que la perte des recettes qu'elle a subi lui soit remboursée soit en assujettissant la contrepartie à une imposition directe soit au moyen d'autres formes de taxation du bénéficiaire.

ii) Loyers

174. L'accord d'Awaso prévoit le versement d'un loyer annuel de £ 24 payable par tranches semestrielles. Ce montant passe à £ 150 au début des travaux d'exploitation puis, selon la rentabilité de l'entreprise, à £ 250 et à £ 300 par an payables par versements trimestriels. Pour virtuellement la même superficie de concession l'Accord de Nyinahin prévoyait une rente de £ 10 par mile carré, ce qui fait au total £ 50 payables en versements trimestriels. Au début des travaux d'exploitation, le montant du loyer devait être porté à £ 25 par mile carré, soit £ 125 par an, payables par versements trimestriels, plus 5 p. 100 des bénéfices réalisés par la société.

175. Les arrangements en matière de loyer dans le cas de l'accord de Nyinahin sont nettement plus subtils que dans le cas de l'accord d'Awaso. Les dispositions prévoyant le paiement du loyer par tranches trimestrielles, même durant la période précédant le début de l'exploitation, ont contribué à accroître les recettes des populations de Kumasi; en outre, le concept du partage des bénéfices au lieu des versements uniques indépendamment du quantum des bénéfices réalisés était de loin supérieur aux arrangements prévus dans l'accord d'Awaso, même si le montant du loyer était moins élevé dans le cas de l'Accord de Nyinahin.

b) Position des négociations

176. Le manque d'informations sur l'industrie de l'aluminium suppose, par voie de conséquence, que l'on ne peut apprécier toute la valeur intrinsèque du produit sur lequel portent les négociations : c'est là un handicap sérieux pour les bailleurs.

L'identité des objectifs visés par le gouvernement colonial - qui était supposé sauvegarder les droits des autochtones - et des locataires n'a, non plus, aucunement aidé les bailleurs à améliorer leur position de négociation. L'ignorance du commerce international a également contribué à affaiblir davantage leur position. Dès lors, les bailleurs n'étaient pas en mesure de négocier un accord qui puisse résister à toute nécessité de renégociation durant 99 ans. La suite des événements l'a prouvé.

B. Accords ultérieurs conclus au Ghana

1. Accord cadre conclu pour le projet VALCO

177. Le projet VALCO, on l'a vu plus haut dans la présente étude, s'inscrit dans le cadre d'un plan global de mise en place, au Ghana, d'une industrie intégrée dont les activités couvriraient l'extraction de la bauxite et le raffinement en alumine, la production de fonte, le laminage, le filage ainsi que la fabrication de produits finis. En 1956, on avait estimé le coût d'un tel projet à £ 58,6 millions. Et pour le financer une participation extérieure substantielle était requise si l'on tient à poursuivre parallèlement d'autres projets de développement essentiels dans les domaines de l'agriculture et de l'éducation.

178. Après des négociations prolongées, le projet fut réduit à sa taille actuelle et ne porte plus que sur la mise en place d'une fonderie par les sociétés Kaiser et Reynolds à Tema et la construction d'infrastructures hydroélectriques à Akosombo par l'Etat ghanéen. D'après les estimations faites, les sociétés Kaiser et Reynolds devaient investir £ 43,5 millions dans le projet de la VALCO et l'Etat £ 130 millions dans le projet de construction des infrastructures hydroélectriques. Toute l'énergie fournie par la Volta River Authority ne peut être consommée par la VALCO il est vrai : une certaine quantité est utilisée par les mines et aussi à des fins domestiques et industrielles dans le pays. Une autre proportion en sera exportée vers le Bénin et le Togo. Cependant, l'essentiel de la production d'énergie est destinée à la fonderie de la VALCO, consommateur à long terme on ne peut plus important, et sans lequel il aurait été extrêmement difficile de financer tout le projet. Ce dernier point est d'importance dans toute discussion portant sur le pouvoir de négociation du Gouvernement ghanéen lors des pourparlers qui ont abouti sur la conclusion de l'Accord de la VALCO.

179. Cet accord est essentiellement un contrat en vertu duquel le Gouvernement ghanéen s'engageait à fournir à la VALCO de l'électricité pour la transformation de l'alumine importée en aluminium pour le compte de ses mandants, que sont la Kaiser and Reynolds, et auxquels elle est liée par un contrat de sous-traitance

à long terme (30 ans). Il était prévu que durant la période de validité du contrat les mandats de la VALCO mettraient en valeur la bauxite locale afin de réaliser l'intégration en amont de l'industrie 33/.

33/ Deux dispositions au moins étaient prévues dans l'accord, visant à encourager la Kaiser and Reynolds à mettre en valeur la bauxite ghanéenne :

A) Le gouvernement s'engage à garantir que la VALCO, en vertu de la législation actuelle ou future, pourra occuper une superficie globale de quarante milles carrés au maximum. Elle peut y posséder ou acquérir toute concession (ou des concessions) lui conférant des droits de prospecter et de trouver de la bauxite. Sous réserve des restrictions ci-dessus mentionnées dans le présent article, le gouvernement consent qu'il approuvera le transfert à la VALCO de toute concession conférant de tels droits, de tout permis d'exploiter ces concessions ou droits à ces concessions; le transfert de ces concessions, permis ou droits de la VALCO sera négocié et conclu d'un commun accord entre cette société et les détenteurs de ces concessions, permis ou droits.

B) Durant toute la période comprise entre la date de la signature du présent accord et le troisième anniversaire de la date d'exécution permanente, aucune taxe sur les produits miniers ni aucune autre charge fiscale n'est prélevée sur l'exploitation de la bauxite ou la transformation de cette bauxite en alumine par la VALCO ni non plus sur la valeur de toute bauxite extraite par la VALCO, à l'exception des taxes telles que l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés dont le prélèvement est prévu, dans le cadre des réserves émises dans le présent article, sur les revenus tirés de cette ou de ces opérations.

Article 17

B) Par dérogation aux dispositions du paragraphe A du présent article, si au jour du deuxième anniversaire de la date d'exécution permanente, ou après cette date, tout l'aluminium produit par la VALCO ne provient pas entièrement de la bauxite extraite au Ghana, le pourcentage du prix de référence spécifié aux alinéas i et ii) du paragraphe A du présent article sera majoré de quatre points de pourcentage pour porter le taux à six pour cent. Ce pourcentage continuera d'être appliqué tant que tout l'aluminium produit par la VALCO ne provient pas entièrement de la bauxite extraite au Ghana.

180. L'accord cadre réunit tous les aspects du projet et comporte des annexes portant sur le contrat de fourniture d'énergie, le bail de l'emplacement de la fonderie, l'accord de fourniture d'eau, l'accord relatif à l'utilisation des infrastructures portuaires, l'accord sur le quota des immigrations et l'accord sur la monnaie. Les points essentiels de cet accord sont les suivants :

a) Durée de l'accord

181. L'accord cadre est entré en vigueur le 8 février 1962 et demeurera applicable jusqu'au cinquantième anniversaire de la date d'exécution permanente spécifiée au contrat de fourniture d'énergie, sauf en ce qui concerne tout droit ou toute obligation stipulés dans l'accord et qui, expressément, doivent durer pendant une quelconque autre période ou entrer en vigueur à l'expiration ou après l'expiration de cette période. Toutefois, la durée du contrat de fourniture d'énergie est de 30 ans à compter de la date d'exécution permanente, mais renouvelable pour une période supplémentaire de 20 ans dans certaines conditions ^{34/}.

182. Il n'y a rien à dire à la conclusion d'accords portant sur de si longues périodes ainsi qu'il en est prévu dans l'Accord cadre et le Contrat de fourniture d'énergie. Tout au contraire, cela est avantageux pour les deux parties du point de vue de la planification. Par contre, les dispositions de ces accords ne devraient pas être considérées comme étant immuables durant des périodes aussi longues. Les accords devraient prévoir des clauses de renégociation des dispositions financières à intervalles réguliers, tous les cinq ans par exemple. L'accord relatif à la fourniture d'énergie comporte une disposition prévoyant une révision au bout de 30 ans. Force est cependant de reconnaître que cette période est excessivement longue, étant donné que les tarifs, dans la conjoncture énergétique actuelle, sont à un niveau tout aussi faible que ridicule.

b) Exonération temporaire d'impôt

183. En application de la "Pioneer Industries and Company Acts" (Loi sur les industries de pointe et les sociétés) la VALCO s'était vu accorder une exonération temporaire d'impôt pour une période allant de cinq à dix ans. Elle pouvait, en outre, négocier le droit de reporter les pertes qu'elle ne pouvait compenser au

^{34/} L'article 23 A) du Contrat de fourniture d'énergie stipule ce qui suit : "Le présent accord prendra effet à compter de la date de signature et demeurera en vigueur jusqu'au trentième anniversaire de la date d'exécution permanente, puis expirera; la validité du présent accord sera prorogée pour une durée supplémentaire de 20 ans après le trentième anniversaire à condition, toutefois, que la VALCO en manifeste le désir et en avise l'Autorité au moins trois ans et, au plus, quatre ans avant l'accomplissement dudit trentième anniversaire".

cours de la période du bénéfice de l'exonération temporaire d'impôt. En accordant une telle faveur aux sociétés transnationales les pays en développement devraient, ainsi qu'on l'a vu plus haut, s'assurer que les avantages que comportent de telles concessions soient réellement exploitées par les sociétés transnationales pour les activités qu'elles mènent dans le pays hôte et qu'ils ne servent pas, au contraire, tout simplement à gonfler leur cotisation fiscale dans leur pays d'origine. En outre, les pays hôtes ne devraient pas encourager les sociétés inefficaces susceptibles de devenir un fardeau pour leurs économies. Puisque les sociétés, après avoir bénéficié d'une période d'exonération fiscale, devraient, selon toute attente, être dans une forte position, la question du report des déductions fiscales ne devrait pas se poser.

c) Taux des impôts sur le revenu

184. Le taux des impôts sur le revenu prévu dans l'accord était gelé à 40 p. 100 pour la durée de l'accord. Ainsi que nous l'avons suggéré plus haut dans la présente étude, ce taux aurait pu être lié à celui de l'impôt sur les sociétés dans le pays d'origine des sociétés transnationales, ce qui éviterait ainsi toute querelle entre ces dernières et leur pays d'origine.

d) Tarif de l'électricité

185. Le tarif applicable pour la période allant jusqu'au 25 octobre 1972 était de 2,625 millièmes de dollar US. par Kilowatt/heure. Ce tarif a été porté par la suite à 2,75 millièmes pour une consommation d'au plus 3 241 200 000 de kilowatts/heures. Au delà de ce plafond le tarif applicable est porté à cinq millièmes. Au moment de la signature de l'accord, ces tarifs étaient comparables à ceux appliqués par des services publics de distribution tels que la Bonneville Power Authority (BPA) aux Etats-Unis. La différence, toutefois, résidait dans le fait que l'énergie fournie par la BPA était sujette à des interruptions tandis que la VALCO était constante dans sa distribution et, de ce fait aurait dû appliquer des tarifs plus élevés : théoriquement et juridiquement, la VALCO est le client prioritaire pour toute production d'énergie de la VRA. Dans la conjoncture énergétique actuelle, ces tarifs sont plutôt faibles : la VRA et la Tennessee Valley Authority, deux grandes centrales d'énergie hydroélectrique des Etats-Unis, de même que d'autres autorités analogues de par le monde, ne cessent, à l'heure actuelle de relever leurs tarifs.

186. Bien que les tarifs de l'énergie aient été renégociés à deux reprises, ils sont encore trop faibles par rapport à ceux appliqués par des infrastructures analogues ailleurs. Des négociations en vue de l'adoption de tarifs plus réalistes, qui tiennent compte de la conjoncture énergétique actuelle, avaient commencé en janvier 1981. On en attend encore les conclusions.

e) Arrangements avec les sociétés financières

187. Une société financière off-shore, en l'occurrence une banque désignée aux Etats-Unis, perçoit toutes les recettes de la VALCO et les utilise pour liquider les dettes que celle-ci a contracté avec l'Eximbank des Etats-Unis et pour payer

les factures d'électricité de la VALCO avec la VRA. La VRA, à son tour, utilise l'argent ainsi perçu pour rembourser ses emprunts et obligations à l'étranger.

188. Cet arrangement permet de contourner les problèmes de restrictions en matière d'allocation de devises au Ghana puisque les seuls paiements effectués par la société financière au Ghana sont les factures d'électricité de la VRA et ceux effectués pour les biens et services vendus par d'autres institutions ainsi que pour alimenter le fonds de roulement de la VALCO. La société financière effectue aussi des paiements versés dans le fonds d'affectation spécial de la VALCO.

f) Généralités

189. L'accord contient des dispositions de référence contre l'expropriation, la nationalisation ou toute intervention et une clause relative aux taux de change de la monnaie la plus favorisée. Une autre clause, avantageuse, empêche l'une ou l'autre partie de céder l'accord à des tierces parties sans le consentement de l'autre; aucune disposition cependant, n'est prévue permettant au gouvernement de recouvrir certaines clauses pour renégocier une fois l'accord cédé. L'accord cadre de la VALCO était négocié entre le gouvernement du Ghana et les mandats de la VALCO : le Gouvernement avait donné son accord sur certains termes surtout parce qu'il traitait avec la Kaiser and Reynolds. S'il advenait que le contrat soit cédé à une société beaucoup moins importante ne pesant d'aucun poids sur la scène internationale, le Gouvernement devrait être en mesure d'exiger par exemple des garanties de rendement sur toute disposition prévue dans le présent accord.

g) Fonds d'affectation spéciale de la VALCO

190. Après la signature des accords relatifs à la fonderie de la VALCO, le président directeur général de la Kaiser Aluminium and Chemical Corporation, agissant au nom des actionnaires de la société, créa un fonds d'affectation spéciale pour l'éducation et "d'autres projets d'oeuvres charitables profitant directement au peuple ghanéen en lui permettant de participer aux gains et profits de la VALCO d'une manière à la fois directe et tangible". Le fonds est financé par la moitié des bénéfices nets de la VALCO après les déductions, et est administré par d'éminents ghanéens nommés par la Volta River Authority (VRA); cependant, il n'est ni en rapport avec la VRA ou la VALCO, ni n'est contrôlé par l'une ou l'autre. Les directeurs généraux de la VRA et de la VALCO y jouent le rôle de conseillers sans aucun droit de vote lors des prises de décisions par les membres du conseil d'administration du fonds.

191. Bien que les objectifs en soient déclarés, on ne connaît pas au juste les raisons sous-jacentes de la création de ce fonds. Il est inutile donc de spéculer sur les intentions possibles des fondateurs. Il demeure cependant que pendant très longtemps après la création de la VALCO, les ressources de ce fonds constituaient la seule contribution directe de la société au Ghana. Cela ressort clairement de l'analyse faite dans un prochain chapitre, de la contribution de l'industrie de l'aluminium aux recettes de l'Etat.

192. Avec la conjoncture énergétique actuelle, bon nombre de ghanéens critiquent sévèrement les concessions que leur gouvernement avait été contraint d'accorder à la Kaiser and Reynolds afin d'obtenir les prêts indispensables pour la réalisation du projet hydroélectrique d'Akosombo. Il est vrai, cependant, que le Gouvernement disposait, comme fonds propres, de 35 millions de livres à investir dans le projet. Il avait également des ressources en bauxite pour réaliser ce projet unique, quoique ce fut au mépris d'autres domaines de l'économie qu'il fallait également développer; et là encore il ne pouvait compter que sur des emprunts. Etant donné que les prêteurs n'engagent pas leur argent sans assurances de remboursement, il fallait donc trouver un important consommateur d'énergie qui s'implante au Ghana : le genre de consommateur logique, en l'espèce, est une société qui soit engagée dans l'industrie de l'aluminium et qui puisse mettre en valeur les ressources de bauxite du pays.

193. Il va de soi que sans la présence de la Kaiser and Reynolds, le projet de construction du barrage d'Akosombo resterait pendant longtemps à l'état d'épure, surtout si l'on sait que le Gouvernement s'était adressé, sans aucun résultat positif, à d'autres sociétés de l'industrie de l'aluminium. Sans énergie hydroélectrique à une époque où les coûts de l'énergie étaient élevés, le pays aurait certainement connu la faillite.

194. Toutefois, cela ne veut point dire que dans les conditions normales, on ne pourrait pas renégocier les dispositions de l'accord à la satisfaction mutuelle des deux parties. On peut prouver, par une préparation factuelle adéquate, que l'évolution des circonstances appelle une révision des dispositions de l'accord; l'irrationalité émotionnelle et la polémique politique ne serviraient par contre à rien. Comme le dit Ruper Pennant Rea, dans son ouvrage "Survey of Foreign Investment in Asia" (Etude sur les investissements étrangers en Asie), les pays qui attirent le plus d'investissements étrangers avantageux sont ceux qui n'oublient jamais que dans les salles de réunion des conseils d'administration à New York et Tokyo - dans le cas qui nous intéresse, à Richmond en Virginie et Oakland, Californie - se trouvent certaines personnes des moins sentimentales du monde 35/.

35/ Economist : 23 juin 1979.

2. Participation de l'Etat à la Ghana Bauxite Company

195. A la fin de 1972, après des négociations prolongées avec la British Aluminium Company Ltd. (BACO) à laquelle appartenait entièrement la Ghana Bauxite Company, les deux parties sont parvenues à un accord permettant à l'Etat ghanéen de participer aux opérations de la sociétés 36/.

a) Participation de l'Etat au capital

196. L'Etat ghanéen avait acquis 55 p. 100 du capital social de la société en achetant 55 p. 100 des actifs selon leur valeur comptable.

b) Représentation au conseil d'administration et autres arrangements

197. Parce qu'il détient la majorité des actions et aussi pour s'assurer quelque mesure de contrôle, le Gouvernement était représenté par cinq membres au conseil d'administration de la société. Le président du Conseil est nommé par le Gouvernement, tandis que le directeur général l'est par la British Aluminium Company Limited. Cependant, le Directeur général adjoint est nommé par le Gouvernement.

c) Contrat de gestion

198. Le Gouvernement a conclu un accord séparé avec la BACO pour gérer la société pendant une période de cinq ans, renouvelable sur la base des termes arrêtés d'un commun accord. Ce contrat de gestion portait également sur la commercialisation de la bauxite, dont les prix devaient être approuvés par le Conseil d'administration.

d) Formation du personnel

199. En tant que gérant de la société, la BACO était chargée de l'obligation de former le personnel dans toute la mesure du possible afin d'amener les ghanéens à occuper des postes de direction à tous les niveaux, mais en veillant toutefois à leur efficacité.

e) Loyers et redevances

200. C'est à la suite de révisions que les loyers ont pu être relevés à leurs niveaux actuels pour la même catégorie de terre et c'est pour la première fois

36/ Accord entre le Gouvernement de la République du Ghana et la British Aluminium Limited sur la participation de l'Etat ghanéen aux opérations de la Ghana Bauxite Limited.

que l'on prélève des redevances, depuis le début des opérations de la société. Celles-ci ne devaient toutefois pas dépasser 6 p. 100 de la valeur de la bauxite vendue, et sont calculées sur la base de la valeur de la tête de mine, compte tenu des coûts élevés du transport dans la valeur finale du produit.

f) Restauration de l'environnement

201. Une clause relative à la remise en état des terrains miniers épuisés en vue d'une meilleure utilisation, a été insérée dans l'accord.

g) Pouvoir de négociation

202. Cet accord était en fait une renégociation de l'accord de 1928 signé avec les propriétaires de la terre. Entre-temps, l'Etat avait acquis la propriété des ressources minières et avait donc renégocié l'accord à son propre compte.

203. En 1928, les propriétaires de la terre savaient très peu de chose sur l'industrie de l'aluminium et les pratiques commerciales internationales. En 1972, par contre, les négociateurs gouvernementaux étaient bien au fait de bon nombre des aspects des affaires de la société.

204. Antérieurement à la signature de l'accord, le Gouvernement avait adopté une loi sur la participation de l'Etat dans d'autres industries minières : il venait ainsi de conforter sa position de négociation et avait atteint nombre des objectifs qu'il visait. Cependant, à cause de certaines circonstances sans rapport avec la participation de l'Etat, les recettes financières réalisées par celui-ci étaient nettement différentes de ce qu'il avait l'habitude d'obtenir avant 1972.

C. Accords conclus en Sierra-Leone

1. Permis de recherches exclusif spécial n°2042

205. Le premier permis de recherches exclusif spécial (SEPL) à se transformer par la suite en bail minier pour l'exploitation de la bauxite est le SEPL n°2042 délivré à la Sierra-Leone Ore and Metal Company le 31 octobre 1961. Ce permis était délivré exclusivement pour la prospection de la bauxite. Ainsi qu'on l'a vu plus haut dans le présent document, la Sierra-Leone Selection Trust Limited détenait un permis pour la prospection de diamants dans la même région.

a) Responsabilité des sociétés

206. Le montant du loyer fixé était de £ 5 par mille carré, dont une partie devait être payée d'avance à l'Inspecteur en Chef des Mines. Les travaux de prospection devaient être supervisés par un agent technique compétent approuvé par l'Inspecteur en Chef des Mines. Le montant des dépenses engagées dans les travaux de prospection

durant la période de la validité du permis de recherches devrait s'élever au moins à £ 35 000. Six mois après la délivrance du permis, un rapport intérimaire sur l'état d'avancement des travaux devait être présenté à l'Inspecteur en Chef des Mines, suivi ultérieurement des rapports annuels.

b) Autres dispositions

207. La durée de validité de ces permis était de cinq ans, renouvelable pour une période supplémentaire de cinq ans selon les mêmes termes et conditions seulement si la société, entre-temps, avait demandé et obtenu un bail minier pour prospecter dans la région.

208. La société pouvait, sur préavis, renoncer à des parties ou à l'ensemble de la région pour laquelle le permis lui a été délivré et ce, à n'importe quel moment durant le terme d'échéance dudit permis; mais contrairement à la pratique courante, elle pouvait également ajouter à la région pour laquelle le permis lui a été accordé une superficie globale de 250 milles carrés au plus sous réserve de l'approbation de l'Inspecteur en Chef des Mines.

209. Si la société venait à renoncer à une quelconque partie de la concession minière, ou à expiration de la validité de son permis, l'Inspecteur en Chef des Mines lui accordait un délai d'un an ou plus pour emporter ses biens; passé ce délai, elle les perdait par confiscation au profit de l'Etat.

210. Il est interdit à la société de s'immiscer dans les affaires d'autres détenteurs de permis de recherche de minerais autres que la bauxite dans la même région ou de limiter les droits de ceux-ci d'une manière ou d'une autre. Le ministère se réservait également le droit d'accorder à d'autres entités le droit de prospecter et d'exploiter des minéraux autres que la bauxite.

2. Loi (ratifiée) n°35 de 1962 relative à l'accord de prospection et d'exploitation minière de la bauxite de 1961

211. L'annexe de cette loi était l'accord relatif à l'exploitation de la bauxite dans la région de Mokarji. Elle définissait les conditions requises pour l'octroi des permis de recherches.

a) Durée

212. La durée de validité des baux miniers, conformément à cette loi, était de 15 ans, renouvelable pour une période supplémentaire de quinze autres années selon les mêmes termes et conditions, sauf en ce qui concerne les dispositions financières

et la clause de renouvellement. Tout autre bail minier accordé à la société pour l'exploitation de la bauxite serait régi par les mêmes termes et conditions que ce bail initial.

b) Dispositions financières

213. Cette loi prévoyait les dispositions financières suivantes :

- i) Le montant du loyer minier était fixé à £ 160 par mille carré;
- ii) Le montant du loyer du quantum de la superficie occupée devait être fixé par le ministre responsable des mines;
- iii) Les redevances devaient être payés aux taux de 0,15 leone par tonne forte (1 016,04 kg) de bauxite exportée. L'article 7 b) de l'accord prévoyait à son alinéa 4 une disposition relative à la déclaration juste à l'Inspecteur en Chef des Mines des quantités de bauxite expédiées en vue de l'évaluation des redevances dues;
- iv) Une exonération temporaire d'impôt était accordée à la société pour une période de cinq ans à compter du "Premier jour d'entrée en production" défini comme étant

a) le premier jour du mois civil suivant juste après l'expiration de la période de 6 mois civils consécutifs durant laquelle l'usine de transformation de la société avait produit de la bauxite à un taux moyen égal à 80 p. 100 de la capacité nominale de la dite usine ou

b) le premier jour du mois civil suivant juste après l'expiration d'une période 3 années à compter de la date à laquelle la société avait effectué sa première expédition commerciale de minerai d'aluminium de la Sierra-Leone. Cela signifie en fait que la société bénéficierait de 8 années d'exonération temporaire d'impôt à compter du jour de la première expédition commerciale.

- v) La société était autorisée à reporter ses pertes nettes sur les exercices ultérieurs après la période d'exonération temporaire d'impôt; cependant l'accord disposait que si les dividendes payés aux actionnaires durant la période d'exonération d'impôt étaient assujettis au paiement de taxes dans le pays de résidence des actionnaires, les impôts qui auraient pu venir en déduction en application des dispositions de l'accord relatif à la double imposition conclu entre la Sierra-Leone et l'Etat de résidence de l'actionnaire pourraient être prélevés sur ces dividendes en Sierra-Leone;

- vi) Une disposition assez controversée de cette loi limitant le taux des impôts - y compris tous les impôts et droits d'octroi publics - auxquels la société était assujettie à 50 p. 100 du revenu imposable tiré de ses activités au cours de chaque année imposable, à condition que ce montant ne soit pas inférieur à celui des redevances dues pour l'année en question;
- vii) Pendant une période de cinq ans à compter du premier jour de la période de franchise de droits sur les importations, la société était exemptée du paiement de droits d'importation et autres taxes sur les importations de tout ce dont elle a besoin, y compris les pièces de rechange - à l'exception de ses achats d'essence et de kérosène - pour la construction et le fonctionnement de ses infrastructures. Si au bout de cette période de cinq ans la valeur des pièces de rechange dépasse 15 p. 100 du coût des machines et matériels, l'état prélèverait alors des droits d'importation sur l'excédent;
- viii) La société était également libre d'exporter ses produits, à l'état brut ou raffinés, en franchise de droit.

c) Autres dispositions

214. La société était libre d'employer des ressortissants de n'importe quel pays pour ses opérations en Sierra-Leone. Dans le cas des ouvriers non qualifiés, elle ne pouvait employer que ceux jugés acceptables par le ministère responsable des mines. Elle s'est engagée cependant à donner la préférence, dans le cadre de sa politique en matière d'emploi aux "ingénieurs, consultants, techniciens, ouvriers qualifiés et ouvriers semi-qualifiés sierra-leoniens" qu'elle aurait jugés aptes et suffisamment compétents.

215. Les dispositions de cet accord, stipulées en sa section 11 g), habilitaient l'inspecteur en Chef des Mines à demander à la société de lui fournir des registres réguliers de ses opérations.

d) Observations sur l'Accord

216. Le fait que cet accord ait été renégocié ultérieurement prouve que la Gouvernement sierra-leonien avait du mal à accepter certaines dispositions. Le montant du loyer et des redevances spécifié était faible; or une révision des droits d'octroi financiers ne peut intervenir qu'au bout de 15 ans, durée initiale de validité de l'accord.

217. Aucune tentative n'avait été faite de fixer le prix de la bauxite sur la base duquel on pouvait déterminer si la SIEROMCO était rentable ou non. Bien au contraire, Alusuisse avait été autorisée à conclure un accord avec la SIEROMCO en vertu duquel il serait le seul acquéreur de la bauxite de cette société. Le prix de la bauxite était fixé par Alusuisse et sa filiale, la SIEROMCO, qui lui appartenait entièrement. En application de l'article 8 de l'accord relatif à l'achat de la bauxite, Alusuisse pouvait déduire du prix de la bauxite des sommes calculées d'avance pour assurer le service de la dette de la SIEROMCO envers sa société mère. Ce sont ces arrangements qui avaient posé le plus de problèmes au Gouvernement dans toutes ses tentatives de surveiller les activités de la SIEROMCO.

e) Position de négociation

218. L'accord avait été signé à un moment où les connaissances du Gouvernement en matière d'industrie de l'aluminium étaient limitées. On ne peut donc pas s'attendre qu'il négociât, comme l'eût fait une partie avertie, chaque article de l'accord. Cependant, en dépit de ce handicap, l'accord est, quant au fond, valable et pouvait être amélioré, comme cela a été prouvé par les événements ultérieurs.

3. Loi (ratifiée) de 1977 relative à l'accord supplémentaire de 1976 sur la prospection minière et l'exploitation de la bauxite

219. Les années qui ont suivi l'accession de la Sierra-Leone à l'indépendance ont témoigné de la nécessité d'entamer des discussions inévitables sur les rapports de l'Etat avec les sociétés surtout en ce qui concerne la répartition des bénéfices. L'apogée de cette préoccupation fut l'adoption, en décembre 1969, d'une nouvelle politique minière par laquelle le Gouvernement faisait connaître son intention de détenir "une participation majoritaire dans les intérêts de chaque société minière" ^{37/}.

220. En application de cette politique, le Gouvernement entreprit des négociations avec la SIEROMCO en vue d'aligner la loi de 1961 sur la "New Mining Policy for Sierra-Leone - Partner Ship for the Future" (Nouvelle politique minière pour la Sierra-Leone - Modalités d'associations à l'avenir).

^{37/} Profile de la SIEROMCO d'après le Report on TNC activity in Bauxite Industry of Sierra-Leone (Rapport sur les activités des sociétés transnationales dans l'industrie de la bauxite en Sierra-Leone). Document de travail n°7, octobre 1979, du Groupe mixte CEA/CST des sociétés transnationales.

a) L'Accord

221. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, l'essentiel des renégociations avait porté surtout sur les dispositions financières, par ailleurs, le Gouvernement a pu se faire représenter au conseil d'administration de la SIEROMCO. Il a obtenu gain de cause plus particulièrement sur les points ci-après :

- i) Doublement du loyer minier pour en porter le montant à £ 640 par mille carré, dont une partie doit être payée d'avance chaque année à partir du 1er janvier 1974 (début des négociations);
- ii) Augmentation du loyer de la superficie de terre occupée pour en élever le montant à Le 6,00 l'acre (0,4 hectare) par an, payable également d'avance à compter du 1er janvier 1976;
- iii) Doublement des redevances de 15 à 30 cents par tonnes de minerai exporté, payable aussi à compter du 1er janvier 1974. Les redevances devaient également être considérées comme des dépenses déductibles et, dès lors, ne sauraient entrer en ligne de compte dans le revenu imposable, dont le taux était limité à 60 p. 100;
- iv) La société devait être assujettie aux lois sur l'impôt sur le revenu d'application générale, à la loi n°14 de 1968 sur la surtaxe, imposition temporaire, ainsi qu'à tout autre impôt sur le revenu à compter du 1er janvier 1974; il était convenu, toutefois, que tous les prélèvements n'excèderaient pas 60 p. 100 du revenu imposable. Succès remarquable pour le Gouvernement, la société avait également consenti à renoncer à tous les amortissements fiscalement admis accumulés jusqu'alors et ce, à compter du 31 décembre 1973;
- v) Les dates du paiement des arriérés d'impôts et de loyers avaient été arrêtées;
- vi) Deux des six directeurs de la SIEROMCO allaient désormais être nommés par le Gouvernement;
- vii) Le Gouvernement exercerait, le 31 décembre 1977, ou avant, son droit d'inviter la société à négocier la participation de l'Etat sur la base de sa politique minière.

b) Observations sur l'Accord

222. Le Gouvernement avait très bien abordé les questions financières, ce qui a contribué à accroître ses recettes. Il avait veillé à ce que la longueur des négociations n'entraînât pas pour lui des pertes de recettes, et enfin, avait réussi à arrêter une date précise pour la négociation de la participation de l'Etat. Par contre, il s'était achoppé au problème de la fixation du prix de la bauxite sur lequel se jouait la rentabilité de la société et, partant, ses propres recettes fiscales. Il y a lieu de croire que le Gouvernement avait pensé qu'en s'assurant deux sièges au conseil d'administration il pourrait influencer la politique de fixation des prix de la société. L'expérience des pays en développement a prouvé le contraire.

223. Ce fut, soit dit en passant, durant la période des négociations que la société avait été autorisée à réévaluer ses avoirs; le service des impôts sur le revenu n'était certainement pas informé de l'intention du Gouvernement de participer aux activités de la société.

c) Pouvoir de négociation

224. Durant cette série de négociations, le Gouvernement avait prouvé qu'il était dans une très forte position : la nouvelle politique minière ayant été adoptée et les installations de la société mises en place, il ne pouvait plus, dès lors, craindre de perdre un investissement précieux. Et si, à l'époque, le Gouvernement était mieux informé sur cette industrie, il aurait accompli des progrès remarquables dans la restructuration de l'accord pour le plus grand bien de la Sierra-Leone.

4. Loi n°1 (ratifiée) de 1981 relative à l'accord supplémentaire de 1980 (dispositions spéciales) sur la prospection minière et l'exploitation de la bauxite

a) L'Accord

225. Le montant total des impôts sur les exportations de bauxite, payables à l'Etat, serait de Le 2,00 par tonne et ce, à compter du 1er janvier 1978, vraisemblablement date à laquelle avaient commencé les négociations. Ces impôts remplacent les redevances, les baux miniers et les loyers SEPL, l'impôt sur le revenu et, le cas échéant, la surtaxe.

226. Ce montant était fixé sur la base du prix de l'aluminium métal ^{38/} publié dans le Metal Bulletin et qui était de 1300 dollars la tonne au 1er janvier 1978. Les

^{38/} D'ordinaire le degré de pureté du métal est spécifié dans ces genres d'accords. En l'espèce, il devait être de 99,5 p. 100.

droits d'octroi financiers augmentent en même temps que le prix du métal selon une formule instituée dans l'accord; cependant, ils ne doivent en aucun cas tomber en dessous de Le 2,00 la tonne.

227. La société devait en outre payer les frais de douanes ordinaires tels que les droits de douane, les taxes sur ses importations directes-sauf celles destinées à la mise en place et à l'aggrandissement de ses infrastructures. En application de sa politique d'indigénisation, le Gouvernement désignerait des sierra-leoniens qualifiés pour être nommés par la société aux postes de Directeur général adjoint, géologue en chef adjoint et de chef comptable adjoint. Le loyer pour la surface occupée avait été augmenté encore et porté à Le 4 par hectare, par an. Contre les concessions qu'il lui ont été faites ainsi, le Gouvernement renonça pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 1978, à chercher dans la société des intérêts lui permettant de contrôler les opérations de celle-ci.

b) Observations sur l'Accord

228. Cette négociation traduit le sentiment de frustration du Gouvernement pour ce que l'industrie de la bauxite ne lui rapporte pas de recettes adéquates; cela pose par ailleurs de sérieux problèmes à la participation de l'Etat.

229. Cette participation de l'Etat vise trois objectifs principaux : accroître les recettes que lui rapportent ses dividendes, parce que en tant qu'actionnaire il peut mieux s'informer sur les opérations de la société et contrôler ses activités grâce à ses représentations au conseil d'administration et aux réunions de l'assemblée générale des actionnaires. Mais en vertu de cet accord, le Gouvernement ne peut pas percevoir de dividendes. Certainement qu'il se sentait en sûreté avec les informations qui lui parvenaient des deux directeurs qu'il nomme au conseil d'administration et des fonctionnaires qu'il désignera pour être nommés à certains postes dans la société. Les pays en développement ont appris à leurs dépens que le contrôle de la politique des sociétés par des accords traditionnels de ce genre, sans aucun rapport avec la commercialisation et les achats, le transport et la gestion technique, était d'une efficacité on ne peut plus douteuse. Cela étant, le Gouvernement n'aurait donc pas dû remettre à dix ans plus tard son acquisition d'intérêts de contrôle dans la société.

230. Il y a lieu, toutefois, de reconnaître que cet accord n'est pas dénué de tout intérêt. En effet, non seulement il est d'application simple mais, en plus, il a contribué, tout au cours de l'exercice financier de 1980, à accroître de Le 882 255,53 les recettes de l'Etat, ce qui n'aurait pas été possible dans le cadre de l'accord précédent.

CHAPITRE VI

RECETTES TIREES PAR L'ETAT DE L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

A. Contribution de l'industrie de l'aluminium aux recettes de l'Etat ghanéen

231. Les trois principales sociétés dont les activités ont trait à l'industrie de l'aluminium sont au Ghana, celles dont le bilan comptable a été examiné au chapitre IV : la Ghana Bauxite Company Limited d'abord. Le concours de cette société minière implantée dans une région reculée du pays, au développement économique du Ghana devrait, pour cette raison être mesurée non seulement à l'aune de sa contribution financière mais aussi et davantage à celle de l'importance des services qu'elle fournit dans la région où elle mène ses opérations. La deuxième sociétés la Volta Aluminium Company Limited, possède la fonderie de Tema et est liée par des accords de sous-traitance avec ses mandats pour transformer de l'alumine importée en aluminium métal qui, à l'heure actuelle, est entièrement exporté; l'énergie hydroélectrique qu'elle consomme lui est fournie par la Volta River Authority, une société d'Etat à cent pour cent. Enfin, la Ghana Aluminium Products Company Limited qui manufacture des produits finals à partir des produits semi-finis d'importation.

1. Ghana Bauxite Company Limited

232. Les avantages financiers que l'Etat a tirés de sa participation dans cette société, on l'a vu plus haut dans la présente étude, ont été décevants, les principales recettes financières qu'avait pu en tirer étant ses dividendes et les redevances qu'il prélève. Mais depuis la prise de participation de l'Etat dans la société, celle-ci n'a payé aucun dividende pour cause de mauvais résultats, indépendants de sa volonté.

233. La société est entièrement tributaire de la Ghana Railways, compagnie de transport ferroviaire d'Etat, pour l'acheminement de la bauxite des mines au port de Takoradi. Mais cette société n'a pas été en mesure d'honorer ses engagements vis-à-vis de la société minière, ce qui fait qu'au fil des ans, les expéditions de bauxite ont été réduites à la moitié de la capacité de production des mines. Et pour compenser les pertes auxquelles elle même est exposée à subir à cause de son incapacité de transporter les quantités requises de bauxite, la compagnie des chemins de fer a relevé les tarifs de frets pour maintenir ses propres rentrées à un certain niveau, ce qui ne fait que compromettre davantage la rentabilité de la société minière. Dans ces conditions, la Ghana Bauxite Company Ltd. ne pouvait tourner que tout juste pour pouvoir survivre, ce qui l'a obligée à adresser une pétition à l'Etat de réduire le taux de ses prélèvements de redevances. Elle paye à présent 3 p. 100 de redevances sur la valeur de la bauxite expédiée de la tête de mine et ce, depuis 1977. En 1978, la société avait payé 215 933 cédis de redevances.

234. Les rendements de la société au cours de l'exercice financier de 1980-81 ont été très décevants. Ses découverts, à l'heure actuelle, se chiffrent à des millions de cédis, et à moins que la Compagnie des chemins de fer n'améliore ses services, elle n'aura bientôt d'autre choix que de prendre la décision de fermer ses portes.

235. Les autres droits d'octroi prélevés par l'Etat sont énumérés dans le tableau 14 ci-après :

Tableau 14. Ghana Bauxite Company
Droits d'octroi prélevés par l'Etat 1974-1978

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1. Droits de quai	94,313	106,209	80 389	70 587	107 448	458 946
2. Taxes sur les produits miniers	336 937	431 178	257 850	211 139	840 296	2 077 400
3. Redevances sur les produits miniers	-	-	-	34 337	181 586	215 923
4. Actes de concession de mines	4 339	3 215	3 119	4 245	5 496	20 414
5. Impôts	3 175	3 177	3 343	3 419	3 100	16 214
6. Impôts sur les ventes	-	-	71	1 991	1 992	4 054
7. Impôts sur les licences d'importation	23 826	36 481	23 380	-	-	83 687
8. Droits de douane	46 805	52 507	62 002	63 635	188 392	413 341
9. Impôts sur les sociétés	52 817	177 431	50 744	99 686	1 310 901	1 601 579
	562 212	810 198	480 898	489 039	2 639 211	4 981 558

236. Les affaires semblent aller très mal pour l'Etat et la BACO dans cette coentreprise. Cependant, bien que la BACO tienne certainement aux bénéfices que lui rapportent ses opérations au Ghana, c'est surtout au prix d'achat de la bauxite pour ses usines de produits chimiques à base d'alumine, implantées en Ecosse, qu'elle s'intéresse le plus, car celles-là, tout au moins, ne tournent pas à perte ^{39/}.

^{39/} The British Aluminium Company, Rapport annuel, 1977.

Si la BACO a subi des pertes en 1980, cela était dû à la recession générale qui frappait le monde occidental et non à une quelconque défaillance de la société dans la gestion de ses industries de produits chimiques à base d'alumine.

237. La Ghana Bauxite Company fournit dans la région d'Awaso des services que le Gouvernement devrait autrement assurer si la BACO n'y était pas présente. Outre les emplois salariés qu'elle y offre, elle y a construit un hôpital mis à la disposition aussi bien de ses employés que de la collectivité. Cet hôpital avait accueilli en 1978 4 591 employés, 3 161 personnes à charge des employés et 5 068 membres de la collectivité. La société fournit également à ses employés de l'eau et de l'électricité à titre gracieux ainsi que des logements à des coûts minimes. Avec l'aide de la société, une école a été construite pour la collectivité et la BACO offre aux enfants de son personnel des bourses instituées par la société. Il n'est certes pas aisé de quantifier le coût de ces programmes de promotion sociale; cependant, force est de reconnaître qu'ils laissent une marque indélébile sur la collectivité.

2. Volta Aluminium Company (VALCO)

238. La VALCO est, de loin, le plus important investissement d'une société transnationale au Ghana d'après-indépendance. On l'a décrite plus haut comme "étant un exemple célèbre de cas où les priorités des sociétés minières passaient avant les plans nationaux de développement" ^{40/}. Plus récemment, les critiques ont été concentrées sur les accords-mêmes qui sont à la base de la répartition inéquitable des gains, nettement en faveur des actionnaires de la VALCO et au détriment du Gouvernement et du peuple ghanéens ^{41/}. Pour mieux appréhender cette critique, il convient au préalable de décrire dans quelques détails les accords conclus avec la VALCO puis de les comparer avec les arrangements analogues conclus ailleurs.

239. La fonderie de la VALCO fut créée pour transformer l'alumine de ses actionnaires en aluminium métal, destiné à l'exportation ensuite. Pour ce service, et pendant dix ans à compter de la date d'exécution permanente, les frais payés à la VALCO seraient de 60 p. 100 du prix du lingot d'aluminium pur à 99,5 p. 100, ainsi qu'il est coté dans l'American Metal Market ou le Metal Bulletin.- le prix appliqué étant le moins élevé des deux, moins les droits de douanes sur les importations de métaux aux Etats-Unis. Et ce, tant que l'aluminium traité dans la fonderie de la VALCO ne provient pas de la bauxite extraite au Ghana. Cet arrangement soustrait ainsi 40 p. 100 des recettes brutes des actionnaires de la VALCO aux impôts ghanéens sur les sociétés dont le taux, dans le cas de la VALCO, a même été limité à 40 p. 100 contre 50 p. 100 pour les industries manufacturières à l'heure actuelle.

^{40/} Etude du projet de la Volta River dans "Africa Undermined" par G. Lanning et M. Mueller (Penguin 1979).

^{41/} Metal Bulletin du 26 septembre 1980.

240. Des arrangements de ce genre ne sont pas rares dans l'industrie de l'aluminium. Mais il en existe bel et bien qui, tout au contraire, assurent à l'Etat des recettes sur les revenus des actionnaires. C'est ainsi qu'il existe en Australie "des Coast-toll Companies". L'une d'elles est la Queensland Alumina Limited dont la Kaiser Aluminium and Chemical Corporation, l'un des partenaires de la VALCO, est un actionnaire assez important. Ces sociétés traitent les produits miniers pour le compte de leurs actionnaires contre paiement et sont à l'origine dotées de capitaux suffisants pour pouvoir satisfaire les besoins de ses actionnaires. Les "Cost-toll companies" ne font aucun profit, mais leurs actionnaires auxquels la vente du produit de la société rapporte des bénéfices sont tenus par la loi australienne de "créer en Australie une entité imposable" de sorte que l'ensemble de leurs opérations soit assujettie à l'impôt australien sur les sociétés. Une enquête menée récemment par le Sénat du Parlement australien ^{42/} a conclu que les arrangements qui sont à l'origine de ces "cost-toll companies" ne sont pas contraires aux intérêts du fisc australien.

241. L'autre aspect important et critiqué de ces accords est celui du tarif de l'électricité, examiné en détail au chapitre V (paragraphe 185 et 186).

242. Les paiements des factures d'électricité constituent la principale contribution de la VALCO aux recettes en devises du pays. Jusqu'en 1978, celles-ci s'élevaient à 87,84 millions de dollars. Les paiements effectués pour d'autres services tels que l'eau n'y contribuent pas autant.

243. A Tema, la VALCO est de loin la société industrielle privée qui offre le plus d'emplois : en 1977 elle avait payé 20 729 millions de dollars de salaires. Cependant, la totalité de ce montant n'était pas restée au Ghana cette année-là étant donné que la VALCO employait 53 expatriés à des postes de gestion et de direction élevés et qui transfèrent des fonds pour honorer leurs engagements à l'étranger.

^{42/} Australian Government Publishing Service, Canberra, 1981. The Development of Bauxite Alumina and Aluminium Industries. Report of the Standing Committee on National Resources, (Développement des industries de la bauxite, de l'aluminium et de l'alumine. Rapport du Comité permanent pour les ressources nationales).

244. La VALCO avait fait beaucoup de bruit lors de la publication de ses contributions aux recettes en devises du Ghana ^{43/}. Une récente analyse de la répartition des gains, que l'on trouvera dans le tableau 15, donne une image différente.

^{43/} Contribution de la VALCO à la balance des paiements du Ghana (en milliers de dollars).

Année effective	VRA (énergie)	Dépenses de la fonderie	Remboursements des emprunts	Dépenses de construction	Taxes	Fonds d'affectation spéciale de la VALCO	Total
1967	\$ 2 101	\$ 2 271		\$ 1 677			6 049
1968	4 898	3 868	\$ 1 029	39			9 834
1969	5 177	4 230					9 407
1970	5 287	4 817					10 104
1971	5 083	3 963	170			\$ 300	
1972	5 768	2 799	384			100	9 051
1973	7 219	6 666	836			100	14 821
1974	9 289	9 436	1 141	571	571	200	20 637
1975	7 908	9 494	1 075	1 063		200	19 740
1976	8 232	15 375	1 025	6 155		200	30 987
1977	16 590	19 118	1 425	539		200	37 872
1978	10 288	13 732	897			200	25 117
	\$87 840	\$95 769	\$7 982	\$10 044	-0-	\$1 500	\$203 135

Tableau 15. Recettes tirées par la VALCO et ses actionnaires de l'exploitation de la fonderie

Année	Production annuelle de la VALCO (en tonnes courtes)	Prix de l'Aluminium \$/Livre	Recettes des ventes de la VALCO en millions de \$	Bénéfices de la VALCO en millions de \$	Recettes des propriétés de la VALCO en millions de \$	Prix de revient de l'Aluminium aux propriétés de la VALCO en millions de \$	Bénéfices des propriétés de la VALCO en millions de \$	Bénéfices attribuables à la Kaiser des opérations de la VALCO en millions de \$	Recettes nettes de la Kaiser en millions de \$	Bénéfices réalisés sur les opérations de la VALCO par rapport aux bénéfices de la Kaiser (en %)
a)	b)	c)	d)	e=0.785c	f)	g=(e-f)	h=0.90(d+g)	i)	k=h/j	
1967	44 000	0,25	11,57	(0,67)	9,08	7,02	2,06	1,25	58,8	2,32
1968	120 000	0,26	35,02	4,27	27,49	17,05	13,24	15,76	49,0	27,02
1969	125 000	0,27	36,88	7,02	28,95	14,69	14,26	19,15	70,4	27,20
1970	125 000	0,29	37,88	4,30	29,74	17,63	12,11	14,77	50,6	29,19
1971	122 000	0,29	37,15	4,07	29,16	15,71	13,45	15,77	10,0	157,70
1972	159 000	0,27	44,13	8,56	34,64	22,50	12,14	18,63	12,7	146,69
1973	156,000	0,25	44,98	4,53	35,31	19,35	15,96	18,44	27,1	68,04
1974	173 000	0,34	62,29	19,00	48,90	29,94	18,96	34,16	110,9	30,80
1975	158 000	0,40	68,52	17,43	53,79	33,51	20,28	33,94	94,7	35,84
1976	162 000	0,45	71,27	9,89	55,95	35,67	20,28	27,15	44,5	61,01
1977	169 000	0,51	102,98	11,03	80,64	40,52	40,32	46,22	112,1	41,23
Total	1 523 000		552,67	89,43	433,88	253,59	130,26	242,72	635,8	

Source : Etabli par Ato Ahwei, Directeur des Finances, Ghana Aluminium Industries Commission.

245. Si, à la lecture de ce tableau, on confronte les données qu'il fournit avec ceux présentés dans le tableau de la balance des paiements établi par la VALCO, on se rend bien compte que durant la période considérée la Kaiser Aluminium & Chemical Corporation avait réalisé des bénéfices qui se chiffraient à 242,72 millions de dollars, la Reynolds un dixième de ce montant tandis que les recettes directes que procurait ce projet à l'Etat ghanéen n'étaient que de 1,5 million de dollars.

246. Après une longue période durant laquelle elle a bénéficié d'une exonération temporaire d'impôt et au cours de laquelle elle avait enregistré des pertes qui ont été reportées, la société a payé des taxes en 1979 et en 1980. Le montant de sa cotisation fiscale était respectivement de 17 711 000 dollars et 8 966 000 dollars en 1979 et 1980. Elle a également payé sa contribution due à ce jour au Fonds d'affectation spéciale en versant 9 millions de dollars pour couvrir tous les paiements dus jusqu'en fin 1979. Auparavant, la VALCO faisait des paiements symboliques dont le montant pouvait atteindre jusqu'à 300 000 dollars par an sous prétexte que les comptes du Fonds n'avaient pas été finalisés pour le montant total des paiements annuels à effectuer.

247. Bien que le montant de ces paiements soit substantiel, à première vue, eu égard aux investissements faits par le Ghana et aux taxes et droits auxquels le pays a renoncé pour rendre possible l'investissement de la VALCO, les contributions de la société sont en fait assez modestes.

248. Toutefois, la VALCO offre des services d'assistance sociale à ses employés et aux personnes à leur charge, services tels que hôpital pour les employés et clinique pour les personnes à leur charge, une école et des infrastructures récréatives.

3. Ghana Aluminium Products Company Limited

249. Le principal objectif visé par l'ALCAN en créant cette infrastructure de manufacture est d'assurer un débouché à ses produits semi-finis. Malheureusement, tout compte fait, elle l'a plutôt raté à cause des problèmes de balance des paiements que connaît le Ghana : en effet le Gouvernement a été obligé d'enjoindre que les achats de certains produits spécifiques se fassent dans des pays où il a une bonne ligne de crédit. Il se trouve que ces pays ne sont pas toujours ceux dans lesquels l'Alcan avait des filiales. La Ghana Aluminium Products Company n'a donc pas tellement contribué aux recettes de l'Alcan, pas même sous forme de dividendes.

250. La principale contribution de cette société aux recettes de l'Etat se présente sous forme d'impôts sur le revenu des sociétés qui, en 1980, s'étaient élevés à 465 427,63 dollars (1 279 926 cédis). Les autres sources de recettes de l'Etat sont les droits à l'importation, l'impôt direct et les paiements effectués aux services publics de distribution.

B. Contribution aux recettes de l'Etat en Sierra-Leone

251. Les contributions de l'industrie de la bauxite à la balance des paiements de la Sierra-Leone étaient inférieures à 4 p. 100 jusqu'en 1976, année où elles ont atteint 5 p. 100. En 1977, ces contributions avaient atteint le taux record de 6,1 p. 100 avant de retomber à 4,5 p. 100 puis 4,2 p. 100 pour les deux années suivantes. Pour 1980, ce taux a été de 5,3 p. 100. Les contributions directes aux recettes de l'Etat ont été modestes, mais ce dernier pourrait les améliorer s'il parvenait à établir la valeur réelle de la bauxite exportée. Avec une industrie hautement intégrée comme celle de l'aluminium où la bauxite extraite par la SIEROMCO est essentiellement vendue à la société mère, il est difficile d'établir le prix réel, du minerai vendu; de plus il peut y avoir une forte incidence de "la fixation des prix de transfert"; cela pourrait, cependant, être très difficile à démontrer surtout avec les dispositions de l'Accord supplémentaire de 1980 qui concentre l'attention sur la réalisation de recettes spécifiques, indépendamment de ce que gagne la société.

C. Mesures prises par l'Etat ghanéen afin d'accroître ses bénéfices de l'industrie de l'aluminium

252. Bien avant même son accession à l'indépendance, le Ghana savait déjà les recettes potentielles que pourrait rapporter une industrie de l'aluminium intégrée. Depuis son indépendance, il ne cesse de déployer des efforts soutenus pour se doter d'une telle industrie

1. Le projet de la Volta River

253. En 1953, fut mise sur pied la commission préparatoire du projet de la Volta River, chargée d'étudier la possibilité de maîtriser l'énergie du fleuve Volta. En 1961, l'étude de faisabilité du projet était achevée et le parlement adopta la Volta River Development Act (loi sur la mise en valeur du fleuve Volta) portant création de la Volta River Authority en vue de l'exécution du projet. Le 8 février 1962 furent signés l'Accord cadre, ainsi que d'autres accords portant sur différentes phases du projet et ce, après approbation du premier parlement de la Première république. Cet acte allait mettre en branle plusieurs autres projets qui ont abouti à la construction du barrage d'AKOSOMBO et à la mise en place de la fonderie de la VALCO.

2. L'Etat gardien des ressources minières

254. En 1962, le Parlement adopta la loi 126 en vertu de laquelle le Président se voyait, entre autres, confier par la peuple ghanéen, pour le compte de la République du Ghana, la garde de toutes les ressources minières existant au Ghana dans, sous ou sur toutes les terres, toutes les rivières, fleuves et autres cours d'eau et situées à l'intérieur des eaux territoriales du pays.

255. Cette loi sera amendée par la suite par la "National Liberation Council Decree" N°308 de 1968 (Décret N°308 du Conseil national de la libération) en vertu de laquelle le Gouvernement du Ghana avait, pour le compte du peuple, la garde de toutes les richesses minières.

256. L'adoption de cette loi a entraîné la conséquence suivante : les droits prélevés sur les superficies occupées étaient détenus encore par des individus autres que l'Etat et qui pouvaient donc continuer à en percevoir les loyers. L'Etat quant à lui, prélevait les redevances sur les produits miniers. Cependant, pour des raisons politiques, l'Etat n'avait pu faire valoir ses droits de percevoir ces redevances, sauf dans le cas des mines de bauxite où ces prélèvements n'avaient, de toute façon, pas été imposés avant que l'Etat ne participe aux opérations de la Ghana Bauxite Company Limited.

3. Taxes

257. L'essentiel des recettes que tire l'Etat de l'industrie de l'aluminium au Ghana provient de l'impôt sur les sociétés et d'autres prélèvements tels que la taxe sur les produits miniers - dans le cas de la Ghana Bauxite Company Limited - et la taxe sur la vente des produits de la Ghana Aluminium Products Limited. Le taux de ces taxes a été relevé de temps à autre, après l'indépendance, afin d'accroître les recettes de l'Etat.

4. Participation de l'Etat dans l'industrie de la bauxite

258. Après de longues négociations, l'Etat acheta 55 p. 100 du capital social de la Ghana Bauxite Company Limited à la valeur comptable des actifs de la société et avait signé un contrat de gestion avec la British Aluminium Company Ltd. pour gérer la mine. Bien que cet accord permette à l'Etat d'exercer quelque contrôle sur les activités de la société, la gestion en demeure encore entre les mains du partenaire étranger. L'inefficacité du système de transport mis en place pour la bauxite a réduit à néant les bénéfices réels que l'on escomptait de cette initiative. La mine a de ce fait fonctionné en dessous de sa capacité et, récemment, à perte.

5. L'Aluminium Industries Commission

259. Dans le cadre de ses efforts visant à intégrer cette industrie, le Gouvernement ghanéen avait promulgué le "National Redemption Council Decree 57" (Décret N°57 du Conseil national de la rédemption) portant création, en avril 1972, de l'Aluminium Industries Commission (Commission sur les industries de l'aluminium). Celle-ci a pour fonctions de lancer des projets relevant du domaine de cette industrie et, de façon générale, de veiller à ce que les intérêts de l'Etat y soient bien préservés ^{44/}.

^{44/} Décret 54 du 17 avril 1972 du Conseil national de la rédemption.

260. Depuis sa création, la Commission oeuvre à la réalisation du projet de l'exploitation de la bauxite et de production d'alumine de Kibi qui permettra d'instaurer des relations interindustrielles en amont avec la fonderie de la VALCO. Ce projet est lié à l'extraction de la bauxite et à son raffinage en alumine pour alimenter la fonderie de la VALCO. La Commission a négocié un accord avec la VALCO pour la fourniture à celle-ci d'alumine à un prix très avantageux. De temps à autre, elle formulait des suggestions sur les sociétés existantes dans cette branche d'industrie pour veiller à ce que les intérêts de l'Etat y soient préservés. Si la Commission parvenait à atteindre son objectif visé, à savoir la réalisation du projet d'industrie intégrée de Kibi, cela procurerait des avantages considérables à l'économie ghanéenne.

D. Mesures prises par l'Etat Sierra-Léonien afin d'accroître ses recettes de l'industrie de l'aluminium

1. Accroissement des recettes publiques

261. Depuis la création d'une industrie de bauxite en Sierra-Leone, l'Etat a cherché à maximiser les gains qu'il tire des activités de la SIEROMCO. Ainsi, grâce à l'accord de 1976, il est parvenu à :

- doubler les loyers miniers et les redevances;
- relever le loyer des superficies occupées;
- assujettir la société à l'impôt ordinaire sur le revenu, y compris la surtaxe;
- relever le taux de ses prélèvements totaux sur le revenu total imposable, de 50 p. 100, à l'origine, à 60 p. 100.

262. L'on ne saurait dire au juste pourquoi devrait-il y avoir une limitation à la part de l'Etat si la société a consenti à payer une surtaxe. L'objet de celle-ci est de procurer à l'Etat des revenus supplémentaires sur tout montant en dépassement du seuil qu'il estime adéquat pour assurer à la société des bénéfices justes sur son investissement.

263. Dans l'accord de 1980, le Gouvernement était parvenu à accroître ses recettes grâce à une simple formule lui permettant de régler le montant de celles-ci sur le taux qu'il prélevait sur la bauxite exportée. Le montant de cette taxe variait suivant le cours publié du métal, de sorte que l'Etat pouvait être assuré de recettes faciles à vérifier. Pour pouvoir accroître ainsi ses recettes, l'Etat a dû toutefois renoncer à ses intérêts lui permettant de contrôler les opérations de la société et ce, pendant une période de dix ans à compter du 1er janvier 1978.

2. Participation de l'Etat

264. Par l'accord de 1976, le Gouvernement a pu amener la société à consentir à ce qu'en décembre 1977 il exercerait son droit de l'inviter à négocier la participation de l'Etat dans la société sur la base de la politique minière du gouvernement; en d'autres termes il s'agirait pour le Gouvernement de négocier et d'obtenir dans la société des intérêts qui lui permettent de contrôler les opérations de celle-ci.

265. Cependant, dans l'accord de 1980, le Gouvernement avait temporairement renoncé à ce droit pour une période de 10 ans à compter du 1er janvier 1978. Ce n'est certainement pas en échange des concessions qui lui ont été accordées dans le nouvel accord qu'il a renoncé ce droit car celles-ci n'ont rien de remarquable. Ce serait, bien au contraire, pour la promesse, faite par la société, de réaliser le projet de Port Loko dont l'Etat attend des avantages plus importants. Malheureusement, cela n'a pas été spécifié dans l'accord. L'expérience vécue avec les sociétés transnationales ailleurs prouve qu'il est dangereux de se fier aux promesses qui n'ont pas été faites par écrit ou qui ne figurent nulle part dans un quelconque document officiel. Tel que se présente l'accord, la décision prise par l'Etat de différer sa participation apparaît comme une mesure régressive grave.

3. Contrôle de l'Etat sur la politique de la société

266. En vertu de l'accord de 1976, le Gouvernement est parvenu à obtenir des sièges au conseil d'administration, principal organe directeur de la société, tout comme les arrangements de 1980 lui assureront 3 places dans la structure de gestion de la société. Ce sont là certes des tentatives louables de la part du Gouvernement, de faire entendre sa voix dans la politique et la gestion de la société; cependant, il est douteux que dans la pratique, ces nominations puissent produire l'effet escompté si le Gouvernement ne détient dans la société aucun intérêt qui lui permette de contrôler les activités de celle-ci.

4. Le projet de Port Loko

267. Le Gouvernement négocie actuellement avec Alusuisse la réalisation du projet de Port Loko portant sur l'exploitation de la bauxite dans cette région et sa transformation en alumine. Ce projet est d'importance car il constitue un progrès qui dépasse le stade de la simple extraction du minerai dans le pays.

268. En outre, la mise en valeur du gisement de Port Loko sera un facteur décisif dans le financement du projet hydroélectrique de Bumbuna car il en sera un consommateur d'électricité de premier ordre qui règlera ses factures en devises; ces dernières pourraient être utilisées pour rembourser les emprunts contractés en vue de la réalisation du projet hydroélectrique. Le projet de Port Loko, s'il venait à se concrétiser, aura une répercussion sensible sur le développement économique du pays.

CHAPITRE VII

CONCLUSION

269. Le présent document est une analyse des divers accords qui ont été conclus dans l'industrie de l'aluminium au Ghana et en Sierra-Leone, en commençant par les tout premiers, négociés à une époque où les propriétaires des minerais ne savaient que très peu de chose de cette industrie. Ceux-ci, en effet maîtrisaient très mal le cours des négociations ce qui, par voie de conséquences, limitait leur pouvoir de négociation, si toutefois ils en avaient. L'étude porte ensuite sur l'examen des arrangements relatifs à la vente d'énergie électrique à la fonderie de la VALCO. Le Ghana, parce qu'il avait tant besoin de fonds pour financer son projet, se trouvait ainsi à la merci du consommateur qu'est la VALCO, et n'avait d'autre choix que de se soumettre aux exigences de celle-ci s'il tenait à réaliser son projet. Cela a contribué, dans une grande mesure, à restreindre le pouvoir de négociation du pays : les négociateurs devaient s'accommoder d'un accord dormant -- dormant qui a été sévèrement critiqué par de nombreux ghanéens. Le troisième accord fut négocié par un groupe pluridisciplinaire bien au fait de cette industrie et qui était en mesure de négocier un accord global de manière satisfaisante. Les structures de base de cette industrie étant alors mises en place, elles ne pouvaient plus être démantelées sans que cela n'en coûte des frais considérables et une perte de fourniture de matières premières à la société. Cette dernière avait donc tout intérêt à négocier un accord mutuellement satisfaisant. Le pouvoir de négociation du Gouvernement s'en était trouvé ainsi considérablement accru.

270. Cependant, aucun de ces accords ne comportait de clauses favorables à une augmentation des revenus marginaux tirés du transport, de la transformation et de la vente de la bauxite ou de l'intégration de cette industrie à laquelle on pensait lors de l'élaboration du projet de la Volta River : ces accords sont donc de type traditionnel. Enfin il va de soi que sans l'intégration de cette industrie, les recettes que le gouvernement pourra tirer de l'industrie de l'aluminium demeureront faibles et n'auront non plus aucune incidence notable sur l'économie du pays.

271. Dans le cas de la Sierra-Leone, l'accord initial était plus avantageux que ceux conclus au Ghana en 1928, parce que, évidemment, la Sierra-Leone avait eu pendant quelques temps une certaine expérience des accords miniers avant les négociations.

272. L'accord de 1976 apportait quelque amélioration : il avait permis au Gouvernement de tirer des recettes plus accrues de cette industrie, d'être représenté au conseil d'administration de la société et amené cette dernière à s'engager à permettre au Gouvernement de prendre, à compter d'une date bien déterminée, une participation l'autorisant à avoir un droit de regard sur les activités de la société. Toutefois, cet accord de 1976 n'en comporte pas moins une lacune en ce sens qu'il ne prévoyait aucune disposition favorable à la conclusion d'un arrangement permettant au Gouvernement de contrôler la fixation des prix de la bauxite exportée sur lesquels se jouent toutes les recettes de l'Etat.

273. L'accord de 1980, en vertu duquel le Gouvernement remettait à une date ultérieure sa prise de participation lui permettant de contrôler les opérations de la société, est considéré comme une mesure régressive. Cependant, si l'objectif visé par le Gouvernement est d'assurer d'abord la réalisation du projet de Port Loko avant d'entreprendre la restructuration de cette vaste industrie en pleine expansion, cette approche pourrait alors s'avérer avantageuse pour le développement économique du pays.